

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2002 — 1051

[S - C - 2002/29131]

**31 JANVIER 2002. — Décret fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique :

1° aux membres du personnel technique subsidié temporaire et définitif des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés par la Communauté française, à l'exclusion des membres de ce personnel qui ne bénéficient pas d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française, sauf pour ce qui est mentionné à l'article 23, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et aux articles 25, § 2, et 32, § 2;

2° aux pouvoirs organisateurs de ces centres.

Pour l'application du présent décret :

1° par « centre » ou « centre psycho-médico-social », il y a lieu d'entendre les centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés desservant des établissements d'enseignement appartenant à l'enseignement maternel, primaire et secondaire de plein exercice et à l'enseignement spécial et les centres psycho-médico-sociaux desservant des établissements d'enseignement spécial;

2° par « emploi vacant », il y a lieu d'entendre l'emploi créé par le pouvoir organisateur, qui n'est pas attribué à un membre du personnel nommé à titre définitif au sens du présent décret, qui est admissible au régime des subventions de la Communauté française et pour lequel une subvention-traitement a été accordée;

3° les notions de « fonction principale » et de « fonction accessoire » sont définies par référence à l'arrêté royal du 15 avril 1958 fixant le statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilés du Ministère de l'Instruction publique;

4° par « règles complémentaires de la commission paritaire compétente », il y a lieu d'entendre les règles qui sont fixées en complément du présent décret par les commissions paritaires visées à l'article 101, § 1<sup>er</sup>;

5° les délais se calculent comme suit :

a) le jour de l'acte qui en constitue le point de départ n'est pas compris;

b) le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, en ce compris les jours fériés de ou dans la Communauté française, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable;

6° l'exercice débute le 1<sup>er</sup> septembre d'une année et se termine le 31 août de l'année suivante.

L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

**Art. 2.** Les fonctions du personnel technique sont classées comme suit :

1° Fonctions de recrutement :

a) conseiller psycho-pédagogique;

b) auxiliaire social;

c) auxiliaire paramédical;

d) auxiliaire psycho-pédagogique;

2° Fonction de promotion

a) directeur.

**Art. 3.** Le pouvoir organisateur fixe l'ordre de succession des fonctions au sein du (des) centre(s) qu'il organise, compte tenu des dispositions des articles 3 et 4 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, après avoir recueilli l'avis de la commission paritaire locale.

L'avis visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est rendu dans les vingt jours.

La succession des fonctions est fixée pour une période de trois exercices. Elle est reconduite pour une même période, sauf si une nouvelle succession des fonctions déterminée selon les mêmes modalités que celles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est notifiée au Gouvernement, par lettre recommandée à la poste, avant le 1<sup>er</sup> septembre du dernier exercice de la période en cours.

La fixation de la succession des fonctions ainsi que toute modification de celle-ci sont notifiées, pour agrégation, au Gouvernement. La notification est accompagnée de l'avis rendu par la commission paritaire locale.

**Art. 4.** Les membres du personnel technique sont désignés à titre temporaire et nommés à titre définitif par le pouvoir organisateur et affectés par lui à un centre.

CHAPITRE II. — *Des devoirs et incompatibilités*

Section 1<sup>re</sup>. — Des devoirs

**Art. 5.** Les membres du personnel technique exercent leurs missions dans l'intérêt des personnes qui les consultent.

Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup>, ils ont le souci constant de l'intérêt du centre et de l'enseignement officiel.

**Art. 6.** Ils accomplissent personnellement et consciencieusement les obligations qui leur sont imposées par les lois, décrets, arrêtés et règlements, par les règles complémentaires des commissions paritaires et par l'acte de désignation.

Ils exécutent ponctuellement les ordres de services et accomplissent leur tâche avec zèle et exactitude.

**Art. 7.** Ils sont tenus à la correction la plus stricte tant dans leurs rapports de service que dans leurs rapports avec le public, le personnel des écoles, les élèves et les parents des élèves.

Ils s'entraident dans la mesure où l'exige l'intérêt du centre.

Ils doivent éviter tout ce qui pourrait compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction.

**Art. 8.** Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres du personnel technique ne peuvent exposer les personnes qui les consultent à des actes de propagande politique, religieuse ou philosophique, ou de publicité commerciale.

**Art. 9.** Ils sont tenus au secret professionnel.

**Art. 10.** Ils fournissent, dans les limites fixées par la réglementation, par les règles complémentaires des commissions paritaires et par leur acte de désignation, les prestations nécessaires à la bonne marche des centres.

Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable.

**Art. 11.** Ils ne peuvent solliciter, exiger ou accepter, directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions mais en raison de celles-ci, des dons, cadeaux, gratifications ou avantages quelconques.

**Art. 12.** Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la constitution et les lois du peuple belge.

**Art. 13.** Ils ne peuvent user de leur mission au centre à des fins de pratique professionnelle privée.

Section 2. — Des incompatibilités

**Art. 14.** Est incompatible avec la qualité de membre du personnel technique d'un centre psycho-médico-social officiel subventionné, toute occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs qui découlent du caractère spécifique du projet éducatif du pouvoir organisateur dont il relève ou qui serait contraire à la dignité de la fonction.

Les incompatibilités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont indiquées dans tout acte de désignation ou de nomination.

**Art. 15.** Le pouvoir organisateur constate les incompatibilités visées à l'article 14. Il en informe par lettre recommandée le membre du personnel technique concerné dans un délai de vingt jours à partir du jour où il constate l'incompatibilité.

**Art. 16.** En cas de contestation sur l'existence d'une incompatibilité mentionnée à l'article 14, le pouvoir organisateur ou le membre du personnel technique peut demander l'avis de la commission paritaire locale dans les huit jours de la notification visée à l'article 15.

La commission paritaire rend son avis dans les vingt jours.

A partir de la réception de l'avis de la commission paritaire locale, le pouvoir organisateur et le membre du personnel technique disposent d'un délai de huit jours pour introduire un recours devant la Chambre de recours qui se prononce par voie d'avis dans un délai de quarante-cinq jours.

Lorsque qu'aucune demande d'avis n'a été introduite auprès de la commission paritaire locale dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, le membre du personnel technique peut introduire, dans un délai de vingt-huit jours à partir de la notification visée à l'article 15, un recours devant la Chambre de recours qui se prononce par voie d'avis dans un délai de quarante-cinq jours.

Le membre du personnel technique qui fait usage de son droit de recours en notifie immédiatement une copie à son pouvoir organisateur.

Dans tous les cas, la décision finale du pouvoir organisateur se conforme à l'avis rendu par la chambre de recours. La décision finale est prise par le pouvoir organisateur dans le mois qui suit la réception de l'avis.

CHAPITRE III. — *Du recrutement*

Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

**Art. 17.** Les fonctions de recrutement peuvent être exercées par des membres du personnel technique désignés à titre temporaire ou nommés à titre définitif.

**Art. 18.** Lors de sa première désignation, le membre du personnel technique prête serment entre les mains du pouvoir organisateur ou de son délégué.

Le serment visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'énonce dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

Acte en est donné au membre du personnel technique.

Section 2. — Désignation à titre temporaire et personnel technique temporaire

**Art. 19.** Pour l'application de la présente section, il y a lieu d'entendre par « pouvoir organisateur » :

1° le collège des bourgmestre et échevins pour les centres organisés par les villes et communes;

2° la députation permanente du Conseil provincial pour les centres organisés par les provinces;

3° le Collège de la Commission communautaire française pour les centres organisés par cette institution.

Toute désignation effectuée par le Collège des bourgmestre et échevins est soumise à la ratification du conseil communal dans un délai de trois mois.

**Art. 20.** Nul ne peut être désigné à titre temporaire par un pouvoir organisateur s'il ne remplit, au moment de la désignation, les conditions suivantes :

1° être belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° satisfaire aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un titre requis en rapport avec la fonction à conférer, tel que prévu à l'article 21;

6° remettre lors de l'entrée en fonction, un certificat médical, de six mois de date au maximum, attestant qu'il se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des personnes qui le consultent et des autres membres du personnel;

7° être en règle avec les dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

8° ne pas faire l'objet d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une suspension disciplinaire, d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire infligée par le pouvoir organisateur dont il relève ou par un autre pouvoir organisateur;

Le pouvoir organisateur ne peut procéder à la désignation d'un membre du personnel temporaire qu'après avoir respecté les dispositions visées au chapitre 6.

**Art. 21.** Les titres requis pour les fonctions de recrutement mentionnées ci-dessous sont fixés comme suit

1° Conseiller psycho-pédagogique : le diplôme de licencié en sciences psychologiques;

2° Auxiliaire social :

a) le diplôme d'auxiliaire social(e) ou d'assistant(e) social(e), délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 28 février 1952 organique de l'enseignement du service social;

b) le diplôme d'auxiliaire social(e) ou d'assistant(e) social(e), délivré conformément aux dispositions du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles.

3° Auxiliaire paramédical :

Les diplômes d'accoucheuse, d'infirmier-gradué hospitalier, d'infirmier gradué psychiatrique, d'infirmier gradué de pédiatrie et d'infirmier gradué social, délivrés conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation du diplôme d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière modifié par l'arrêté royal du 11 juillet 1960.

Sont également réputés être en possession du titre requis les candidats qui, conformément à l'article 25 de l'arrêté royal précité du 17 août 1957, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 11 juillet 1960 sont autorisés à porter le titre d'infirmier-gradué hospitalier.

Les diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(ère) gradué(e) délivrés conformément aux dispositions du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 1994 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(ère) gradué(e);

4° Auxiliaire psycho-pédagogique :

a) le certificat d'aptitude aux fonctions de conseiller ou d'assistant en orientation professionnelle, délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 22 octobre 1936;

b) le diplôme d'assistant en psychologie, délivré par un établissement organisé, subventionné ou agréé par la Communauté française.

**Art. 22.** Chaque désignation dans une fonction de recrutement fait l'objet d'un écrit et mentionne au moins :

1° l'identité du pouvoir organisateur;

2° l'identité du membre du personnel technique;

3° la fonction à exercer ainsi que les caractéristiques et le volume de la charge;

4° le centre dans lequel il est affecté;

5° si l'emploi est vacant ou non et, dans ce dernier cas, le nom du titulaire de l'emploi et, le cas échéant, celui de son remplaçant temporaire;

6° le cas échéant, les obligations complémentaires visées à l'article 6 et les incompatibilités visées à l'article 14;

7° la date d'entrée en service;

8° la date à laquelle la désignation prend fin. Cette date correspond, au plus tard, à la fin de l'exercice en cours.

Au moment de la désignation, le pouvoir organisateur délivre au membre du personnel technique temporaire un acte écrit reprenant les mentions prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>. En l'absence d'écrit, le membre du personnel technique temporaire est réputé être désigné dans la fonction, la charge et l'emploi qu'il occupe effectivement.

A l'issue de toute période d'activité, le pouvoir organisateur remet au membre du personnel technique temporaire une attestation mentionnant les services accomplis par fonction exercée, avec les dates de début et de fin, ainsi que la nature de la fonction et le taux d'occupation de l'emploi. Il délivre également au membre du personnel technique tous les documents sociaux.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Pour toute désignation en qualité de membre du personnel technique temporaire dans une fonction pour laquelle il possède le titre requis prévu à l'article 21, est prioritaire dans un pouvoir organisateur et entre dans le classement au sein de ce pouvoir organisateur, le membre du personnel technique qui peut faire valoir 360 jours de service effectivement accomplis dans une des fonctions visées à l'article 2 en fonction principale auprès de ce pouvoir organisateur, répartis sur deux exercices au moins et acquis au cours des cinq derniers exercices.

Les désignations sont effectuées dans le respect du classement. Celui-ci est établi sur la base du nombre de jours d'ancienneté de service calculé conformément à l'article 36, § 1<sup>er</sup>.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, la priorité est accordée au membre du personnel technique qui compte l'ancienneté de fonction la plus élevée calculée conformément à l'article 36, § 2.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel technique le plus âgé.

En cas d'égalité d'âge, la priorité est accordée au membre du personnel technique dont l'année de délivrance du titre requis pour la fonction postulée est la plus ancienne.

Tout membre du personnel technique nommé à titre définitif qui souhaite accéder à une autre fonction de recrutement pour laquelle il possède le titre requis et dans laquelle il compte au moins 180 jours d'ancienneté de fonction, figurera à sa demande dans le classement des prioritaires.

§ 2. Après épuisement de la liste des candidats prioritaires visés au § 1<sup>er</sup>, et suivant des modalités fixées par la commission paritaire locale, le pouvoir organisateur est tenu d'offrir aux membres du personnel technique engagés dans un emploi non subventionné tout emploi subventionné de la même fonction, pour autant qu'ils soient porteurs du titre requis prévu à l'article 21 et qu'ils aient acquis dans l'exercice d'un emploi non-subventionné une ancienneté comparable aux membres du personnel technique prioritaires visés au § 1<sup>er</sup>.

Après achèvement des procédures prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le pouvoir organisateur choisit parmi les candidats quand plusieurs candidats dans le groupe non prioritaire se présentent pour la même fonction.

§ 3. Après épuisement des éventuelles procédures de recours, les services auxquels il est mis fin par un licenciement ne sont pas pris en considération pour le calcul des 360 jours de services visés au § 1<sup>er</sup> auprès du pouvoir organisateur qui a mis fin aux fonctions, sauf si celui-ci réengage le membre du personnel technique licencié.

§ 4. La priorité visée aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est valable pour tous les emplois qui sont vacants ainsi que pour des emplois qui ne sont pas vacants et dont le titulaire ou le membre du personnel technique qui le remplace temporairement doit être remplacé pour une période ininterrompue d'au moins huit semaines.

§ 5. Les candidats visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, qui souhaitent faire usage de leur droit de priorité doivent, à peine de forclusion pour l'exercice concerné, introduire leur candidature par lettre recommandée, avant le 31 mai, auprès du pouvoir organisateur auprès duquel ils ont acquis une priorité. Cette lettre mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature.

§ 6. L'acte par lequel le candidat fait valoir sa priorité est valable pour l'exercice suivant. Le candidat qui n'accepte pas l'emploi qui lui est offert conformément aux règles de priorité perd sa priorité pour un emploi de la même fonction pendant l'exercice en cours, sauf s'il peut faire valoir des motifs admis par la commission paritaire locale.

§ 7. L'ancienneté visée au § 1<sup>er</sup> est calculée au dernier jour de l'exercice selon les modalités prévues à l'article 36.

§ 8. Sur simple demande des candidats et contre remboursement des frais d'envoi, l'administration compétente du Ministère de la Communauté française procure la liste des centres avec mention du pouvoir organisateur qui les organise, par province.

Dans les mêmes conditions, elle procure également la liste des centres situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, avec mention du pouvoir organisateur qui les organise.

§ 9. Le pouvoir organisateur communique durant la première quinzaine du mois de mai la liste des emplois vacants aux membres du personnel technique concernés, suivant les modalités fixées par la commission paritaire locale.

Une liste des emplois vacants est également communiquée trimestriellement par le pouvoir organisateur à la commission paritaire locale.

**Art. 24.** A l'issue d'une période d'activité de service de six mois au moins d'un membre du personnel technique temporaire, le pouvoir organisateur ou son délégué établit un rapport motivé sur la manière dont le membre du personnel s'est acquitté de sa tâche, dont le modèle est fixé par la Commission paritaire centrale visée à l'article 101, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>.

Le rapport est soumis au visa du membre du personnel technique temporaire qu'il concerne.

Si le membre du personnel technique estime que le contenu du rapport n'est pas fondé, il en fait mention en le visant.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Nul ne peut être désigné en qualité de temporaire prioritaire par un pouvoir organisateur s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° satisfaire aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un titre requis en rapport avec la fonction à conférer, tel que prévu à l'article 21;

6° remettre lors de l'entrée en fonction, un certificat médical, de six mois de date au maximum, attestant qu'il se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des personnes qui le consultent et des autres membres du personnel;

7° être en règle avec les dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

8° ne pas faire l'objet d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une suspension disciplinaire, d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire infligée par le pouvoir organisateur dont il relève ou par un autre pouvoir organisateur;

9° ne pas avoir fait l'objet, dans la fonction considérée, d'un rapport défavorable tel que visé à l'article 24 et portant sur une période de désignation ininterrompue de trois mois au moins au cours d'un exercice;

10° être classé comme prioritaire selon les modalités fixées à l'article 23, § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel technique est réputé satisfaire à la condition énoncée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 9°, aussi longtemps qu'un rapport défavorable portant sur une période de désignation ininterrompue de trois mois au moins au cours d'un exercice n'est pas rédigé à son sujet par le pouvoir organisateur ou son délégué.

Le rapport est soumis au visa du membre du personnel technique temporaire qu'il concerne. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel technique refuse de viser le rapport. Si le membre du personnel technique estime que le contenu du rapport n'est pas fondé, il en fait mention en le visant et, dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de ce rapport, il a le droit d'introduire un recours devant la Chambre de recours.

Le membre du personnel technique qui fait usage de son droit de recours en notifie immédiatement une copie à son pouvoir organisateur.

La Chambre de recours donne son avis au pouvoir organisateur dans un délai de deux mois à partir de la date de réception du recours.

Le pouvoir organisateur prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours.

§ 2. Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le paragraphe 1<sup>er</sup> est également applicable aux membres du personnel technique en congé de maternité ou en congé de maladie.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Moyennant un préavis de quinze jours, prenant cours le jour de sa notification, un membre du personnel technique temporaire non prioritaire peut être licencié par le pouvoir organisateur dont il relève. Ce licenciement est motivé, sous peine de nullité.

Préalablement à la notification de tout licenciement, le membre du personnel technique doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage de licencier le membre du personnel technique doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel technique des centres officiels subventionnés, en activité de service ou pensionnés, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel technique dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Toutefois, si le membre du personnel technique ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel technique est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel technique ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la procédure se poursuit valablement.

Le membre du personnel technique temporaire mis en préavis, peut dans les dix jours de la notification du préavis, introduire un recours contre la décision de licenciement auprès de la Chambre de recours.

Le membre du personnel technique qui fait usage de son droit de recours en notifie immédiatement une copie à son pouvoir organisateur.

La Chambre de recours transmet un avis au pouvoir organisateur dans un délai maximum de quarante-cinq jours à partir de la date de réception du recours.

La décision est prise par le pouvoir organisateur dans les trente jours de la réception de l'avis de la Chambre de recours.

Le recours n'est pas suspensif.

Le membre du personnel technique temporaire est entendu par la Chambre de recours. Il peut se faire assister par un avocat, un défenseur choisi parmi les membres du personnel technique des centres officiels subventionnés, en activité de service ou pensionnés, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

§ 2. Si le membre du personnel technique temporaire est prioritaire au sens de l'article 23, § 1<sup>er</sup>, la même procédure que celle prévue au § 1<sup>er</sup> est appliquée, mais dans ce cas l'avis de la Chambre de recours lie le pouvoir organisateur.

**Art. 27.** La décision de licenciement est notifiée par le pouvoir organisateur au membre du personnel technique.

Cette notification est faite par la remise en main propre d'un document écrit, ou par l'envoi d'une lettre recommandée à la poste, ou encore par exploit d'huissier.

La signature apposée par celui auquel le document écrit a été remis en main propre atteste seulement qu'il accuse réception de ce document.

Si la notification est faite par l'envoi d'une lettre recommandée à la poste, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant celui où elle a été expédiée.

L'écrit indique la date du début du préavis, qui ne peut être antérieure à la date de la remise en main propre du document, et la durée de celui-ci.

A défaut de notification, la décision de licencier est considérée comme non avenue.

En cas de licenciement, le membre du personnel technique désigné à titre temporaire perd la priorité acquise auprès du pouvoir organisateur concerné. Il la recouvre néanmoins s'il est désigné à nouveau par ce pouvoir organisateur.

**Art. 28.** Le pouvoir organisateur peut licencier tout membre du personnel technique temporaire, sans préavis, pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration professionnelle entre le membre du personnel et le pouvoir organisateur dont il relève.

Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles de constituer une faute grave, le pouvoir organisateur convoque par lettre recommandée à la poste, le membre du personnel technique à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours ouvrables et au plus tard dix jours ouvrables après l'envoi de la convocation.

Si après l'audition, le pouvoir organisateur estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs d'une faute grave, il peut procéder, dans les trois jours qui suivent l'audition, au licenciement.

Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel technique, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.



Lors de l'audition, le membre du personnel technique peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel technique des centres officiels subventionnés, en activité de service ou pensionnés, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

**Art. 29.** Un membre du personnel technique désigné à titre temporaire peut démissionner.

Si cette démission n'est pas acceptée par le pouvoir organisateur, elle est donnée moyennant un préavis de huit jours.

Le temporaire notifie au pouvoir organisateur sa décision de démissionner. Cette notification est faite par la remise en main propre d'un document écrit, ou par l'envoi d'une lettre recommandée à la poste, ou encore par exploit d'huissier. La signature apposée par celui auquel le document écrit a été remis en main propre atteste seulement qu'il accuse réception de ce document. Si la notification est faite par l'envoi d'une lettre recommandée à la poste, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant celui où elle a été expédiée.

L'écrit indique la date du début du préavis, qui ne peut être antérieure à la date de la remise en main propre du document, la durée de celui-ci. S'il s'agit d'une démission acceptée, l'écrit indique la date à partir de laquelle elle produit ses effets.

A défaut de notification, la décision de démissionner est considérée comme non avenue.

### Section 3. — Nomination définitive

**Art. 30.** Le pouvoir organisateur procède à une nomination à titre définitif dans un emploi vacant d'une fonction de recrutement sauf :

1° s'il est tenu, en vertu des dispositions visées au chapitre 6, d'attribuer cet emploi à un membre du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi;

2° s'il a déjà attribué l'emploi par voie de mutation ou de changement d'affectation conformément aux dispositions prévues à l'article 31.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Le pouvoir organisateur qui a un emploi vacant à conférer peut accepter la mutation d'un membre du personnel technique d'un autre pouvoir organisateur, si aucun des membres de son personnel technique n'est prioritaire. Le membre du personnel technique concerné doit en faire la demande et obtenir l'accord de son pouvoir organisateur.

Nul ne peut être muté dans un emploi d'une fonction de recrutement s'il n'est nommé à titre définitif dans la fonction de recrutement à laquelle appartient l'emploi vacant.

Le pouvoir organisateur doit nommer à titre définitif le membre du personnel technique au moment où s'opère la mutation, quelle qu'en soit la date.

Le membre du personnel technique muté doit démissionner dans le pouvoir organisateur qu'il quitte pour la charge qu'il y exerce et pour laquelle il a demandé la mutation.

Le passage d'un pouvoir organisateur à un autre doit s'effectuer sans interruption.

Les modalités des mutations sont, pour le surplus, fixées par la commission paritaire locale constituée au sein du pouvoir organisateur qui accueille l'agent.

§ 2. Le pouvoir organisateur peut également accorder un changement d'affectation à l'un des membres de son personnel technique.

Ce changement d'affectation ne peut se faire que si le membre du personnel technique est nommé à titre définitif au sein du pouvoir organisateur dans la fonction à laquelle appartient l'emploi vacant.

Le passage d'un centre à un autre doit se faire sans interruption.

Les modalités des changements d'affectation sont, pour le surplus, fixées par la commission paritaire locale.

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Nul ne peut être nommé à titre définitif s'il ne remplit pas les conditions suivantes :

1° être belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° satisfaire aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un titre requis en rapport avec la fonction à conférer, tel que prévu à l'article 21;

6° posséder les aptitudes physiques fixées par le Gouvernement pour l'admission au stage des membres du personnel technique des centres organisés par la Communauté française;

7° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

8° être classé comme prioritaire suivant les modalités fixées à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, au 1<sup>er</sup> septembre de l'exercice au cours duquel le membre du personnel technique pose sa candidature à la nomination définitive et au cours de l'exercice suivant;

9° compter, au 31 août de l'exercice au cours duquel le membre du personnel technique pose sa candidature à la nomination définitive, 600 jours d'ancienneté de service dont 240 jours dans la fonction considérée, à l'exception des membres du personnel technique visés à l'article 35, alinéa 2. Les 600 jours d'ancienneté acquis au service du pouvoir organisateur doivent être répartis sur trois exercices au moins;

10° avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats.

Les forme et délai sont préalablement fixés par la Commission paritaire locale;

11° ne pas faire l'objet d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une suspension disciplinaire, d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire infligée par le pouvoir organisateur dont il relève ou par un autre pouvoir organisateur;

12° ne pas faire l'objet dans la fonction considérée, durant l'exercice précédent celui au cours duquel a lieu la nomination définitive, d'un rapport défavorable tel que visé à l'article 24 et portant sur une période désignation ininterrompue de six mois au moins;

Les conditions énoncées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 7° et 11° doivent être remplies au moment de la nomination définitive.

Le candidat à une nomination définitive est réputé satisfaire à la condition énoncée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 12°, aussi longtemps qu'un rapport défavorable n'est pas rédigé à son sujet par le pouvoir organisateur ou son délégué.

Le rapport est soumis au visa du membre du personnel technique temporaire qu'il concerne. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel technique refuse de viser le rapport. Si le membre du personnel technique estime que le contenu du rapport n'est pas fondé, il en fait mention en le visant et, dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de ce rapport, il a le droit d'introduire un recours devant la Chambre de recours.

Le membre du personnel technique qui fait usage de son droit de recours en notifie immédiatement une copie à son pouvoir organisateur.

La Chambre de recours donne son avis au pouvoir organisateur dans un délai de deux mois à partir de la date de réception du recours.

Le pouvoir organisateur prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours.

Le membre du personnel technique nommé à titre définitif dans un emploi doit l'occuper en fonction principale.

§ 2. Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le paragraphe 1<sup>er</sup> est également applicable aux membres du personnel technique en congé de maternité ou en congé de maladie.

**Art. 33.** Chaque année, dans le courant du mois de mai, le pouvoir organisateur fait un appel aux candidats à la nomination définitive.

Sont à conférer à titre définitif les emplois vacants au 15 avril qui précède l'appel aux candidats, pourvu que ces emplois demeurent vacants le 1<sup>er</sup> octobre suivant.

L'avis qui indique le classement des temporaires, la fonction à conférer, les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites, est communiqué à tous les membres du personnel technique temporaires du pouvoir organisateur qui figurent au classement des prioritaires au sens de l'article 23, § 1<sup>er</sup>.

Les emplois vacants au 15 avril sont globalisés dans chaque fonction pour l'ensemble des centres d'un même pouvoir organisateur situés sur le territoire de la même commune. Sont conférés à titre définitif ceux qui demeurent vacants dans chacune des fonctions au 1<sup>er</sup> octobre suivant dans l'ensemble des centres d'un même pouvoir organisateur situés sur le territoire de la même commune, à concurrence du nombre maximum d'emplois qui ont fait l'objet d'un appel aux candidats à la nomination au mois de mai précédent.

Les nominations définitives opèrent leurs effets au plus tard le 1<sup>er</sup> avril, uniquement dans les emplois visés à l'alinéa 2 qui étaient encore vacants au 1<sup>er</sup> octobre de l'exercice en cours.

L'obligation de nommer ne s'impose au pouvoir organisateur que si le membre du personnel technique a fait acte de candidature et remplit les conditions prévues au présent décret. Un membre du personnel technique réaffecté dans un autre pouvoir organisateur que celui qui l'a mis en disponibilité par défaut d'emploi et dont la réaffectation est reconduite pour la troisième année consécutive peut poser sa candidature à la nomination à titre définitif dans l'emploi qui lui a été attribué dans cet autre pouvoir organisateur dans les mêmes conditions que le membre du personnel technique temporaire prioritaire au sein de ce pouvoir organisateur.

L'ordre dans lequel le pouvoir organisateur procède aux nominations à titre définitif est déterminé par l'ancienneté de service des candidats calculée conformément à l'article 36, § 1<sup>er</sup>. En cas d'égalité d'ancienneté de service, la priorité est accordée au membre du personnel technique qui compte l'ancienneté de fonction la plus élevée calculée conformément à l'article 36, § 2.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel technique le plus âgé.

En cas d'égalité d'âge, la priorité est accordée au membre du personnel technique dont l'année de délivrance du titre requis pour la fonction postulée est la plus ancienne.

Le pouvoir organisateur communique annuellement la liste des emplois vacants aux membres du personnel technique concernés suivant les modalités fixées par la commission paritaire locale.

**Art. 34.** La nomination définitive, la mutation et le changement d'affectation ne sont pas permis dans un emploi d'un centre qui, en application des règles de rationalisation, est en voie de fermeture ou dans un emploi faisant partie d'un centre dont la période d'admission aux subventions est limitée par une décision du Gouvernement préalablement signifiée au pouvoir organisateur.

**Art. 35.** La personne qui pose sa candidature à la nomination définitive dans différents emplois introduit une candidature séparée pour chaque emploi.

Le membre du personnel technique nommé à titre définitif dans une fonction qui demande une affectation définitive au sein du même pouvoir organisateur dans un emploi vacant d'une autre fonction de recrutement pour laquelle il possède le titre requis doit répondre à l'appel à la nomination définitive dans cette fonction.

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à la présente section, sont pris en considération tous les services subventionnés par la Communauté française et rendus à titre temporaire ou définitif dans les centres relevant du pouvoir organisateur, ainsi que les périodes non rémunérées assimilées à de l'activité de service, dans l'ensemble des fonctions admises aux subventions des membres du personnel technique des centres organisés par le pouvoir organisateur, en fonction principale et pour autant que le candidat porte le titre requis pour cette fonction, tel que prévu à l'article 21.

Le nombre de jours acquis en qualité de temporaire dans une fonction à prestations complètes est formé de tous les jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente, les vacances légales et les congés de maternité, d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle et les congés exceptionnels prévus par la réglementation en vigueur.

En cas de changement de fonction, les jours acquis en qualité de définitif dans une fonction à prestations complètes se comptent du début à la fin d'une période ininterrompue d'activité de service, congés de détente, vacances légales, congés de maternité, congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle et congés exceptionnels compris, comme indiqué à l'alinéa précédent.

Les services accomplis dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services accomplis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre requis pour la fonction à prestations complètes, est réduit de moitié.

Le nombre de jours acquis dans deux ou plusieurs fonctions, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période.

La durée des services que compte le membre du personnel ne peut jamais dépasser 360 jours par exercice, 360 jours constituant une année d'ancienneté.

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à la présente section, sont pris en considération tous les services subventionnés par la Communauté française et rendus à titre temporaire ou définitif dans les centres relevant du pouvoir organisateur, ainsi que les périodes non rémunérées assimilées à de l'activité de service, dans une fonction admise aux subventions des membres du personnel technique des centres organisés par le pouvoir organisateur, en fonction principale et pour autant que le candidat porte le titre requis pour cette fonction, tel que prévu à l'article 21.

Le nombre de jours acquis en qualité de temporaire dans une fonction à prestations complètes est formé de tous les jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente, les vacances légales et les congés de maternité, d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle et les congés exceptionnels prévus par la réglementation en vigueur.

Les services accomplis dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services accomplis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre requis pour la fonction à prestations complètes, est réduit de moitié.

La durée des services que compte le membre du personnel ne peut jamais dépasser 360 jours par exercice, 360 jours constituant une année d'ancienneté.

#### CHAPITRE IV. — *De la promotion*

**Art. 37.** La nomination à une fonction de promotion de directeur ne peut avoir lieu qu'en cas de vacance d'emploi de la fonction à conférer.

**Art. 38.** La nomination à une fonction de directeur ne peut intervenir que si l'emploi est occupé en fonction principale.

**Art. 39.** Un pouvoir organisateur procède à une nomination à titre définitif dans un emploi vacant de directeur sauf :

1° s'il est tenu, en vertu des dispositions visées au chapitre 6, d'attribuer cet emploi à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi;

2° s'il a déjà attribué l'emploi par changement d'affectation conformément aux dispositions prévues à l'article 40.

**Art. 40.** Le pouvoir organisateur qui a un emploi vacant de directeur à conférer peut accorder un changement d'affectation à l'un des membres de son personnel technique titulaire de la fonction de directeur. Le changement d'affectation ne peut s'opérer que dans les conditions fixées à l'article 31, § 2.

**Art. 41.** Les nominations ou changements d'affectation ne sont pas permis dans un emploi faisant partie d'un centre qui, en application des règles de rationalisation, est en voie de fermeture ou dans un emploi faisant partie d'un centre dont la période d'admission aux subventions est limitée par une décision du Gouvernement préalablement signifiée au pouvoir organisateur.

**Art. 42.** Nul ne peut être nommé à la fonction de promotion de directeur s'il ne répond, au moment de la nomination, aux conditions suivantes :

1° avoir acquis à titre définitif une ancienneté de service de six ans au sein du pouvoir organisateur dans la fonction de conseiller psycho-pédagogique, calculée selon les modalités fixées à l'article 36, § 1<sup>er</sup>;

2° exercer une fonction à prestations complètes dans un centre relevant du pouvoir organisateur;

3° répondre à un appel dont la forme sera déterminée par la commission paritaire locale;

4° avoir suivi au préalable une formation spécifique sanctionnée par un certificat de fréquentation.

**Art. 43.** § 1<sup>er</sup>. La fonction de directeur peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant toutes les conditions visées à l'article 42 :

1° si le titulaire de la fonction est temporairement absent;

2° dans l'hypothèse visée à l'article 41; Pendant cette période, le membre du personnel technique reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé à titre définitif.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, pour toute désignation d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines, les conditions visées à l'article 42, 3° et 4°, ne sont pas exigées. La commission paritaire locale doit fixer la procédure de désignation.

**Art. 44.** La fonction de directeur peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant toutes les conditions visées à l'article 42, dans l'attente d'une nomination définitive.

Pendant cette période, le membre du personnel technique reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé à titre définitif.

Le membre du personnel technique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est nommé à titre définitif à la fonction de promotion de directeur au plus tard au terme d'un délai de deux ans si le pouvoir organisateur ne l'en a pas déchargé.

**Art. 45.** § 1<sup>er</sup>. A défaut de candidat remplissant toutes les conditions d'accès à la fonction de promotion de directeur visées à l'article 42, le pouvoir organisateur peut confier temporairement la fonction de promotion de directeur à un membre de son personnel technique nommé à titre définitif et porteur du titre requis pour exercer la fonction de recrutement de conseiller psycho-pédagogique.



Pendant la période durant laquelle il exerce temporairement la fonction de promotion de directeur, le membre du personnel technique reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé à titre définitif.

L'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> ne dispense pas le pouvoir organisateur de lancer un appel aux candidats à la nomination définitive à la fonction de promotion de directeur au cours des trois exercices qui suivent celui au cours duquel la fonction de promotion de directeur a fait l'objet d'une désignation temporaire en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Toutefois, si au terme des trois exercices visés à l'alinéa précédent, le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement la fonction de promotion de directeur en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> ne remplit pas encore la condition visée à l'article 42, 4<sup>e</sup>, le pouvoir organisateur doit procéder chaque année à un appel aux candidats à la nomination définitive à la fonction de promotion de directeur.

Le membre du personnel technique qui s'est vu confier temporairement une fonction de promotion de directeur en application du présent paragraphe peut être déchargé de ladite fonction par le pouvoir organisateur.

Les dispositions des alinéas 3 et 4 ne sont pas applicables dans les hypothèses visées à l'article 43, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

§ 2. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement la fonction de promotion de directeur à un membre de son personnel technique nommé à titre définitif conformément aux dispositions qui précèdent, peut confier temporairement ladite fonction à un membre de son personnel technique temporaire, porteur du titre requis pour exercer la fonction de recrutement de conseiller psycho-pédagogique.

L'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> ne dispense pas le pouvoir organisateur de lancer chaque année un appel aux candidats à la nomination définitive à la fonction de promotion de directeur.

Le membre du personnel technique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> sera réputé remplir la condition exigée à l'article 42, 1<sup>o</sup>, à l'expiration d'un délai de six années d'exercice temporaire de la fonction de promotion de directeur.

Le membre du personnel technique qui s'est vu confier temporairement une fonction de promotion de directeur en application du présent paragraphe peut être déchargé de ladite fonction par le pouvoir organisateur.

§ 3. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement la fonction de promotion de directeur à un membre de son personnel technique nommé titre définitif ou temporaire conformément aux dispositions qui précèdent, peut faire appel à un membre du personnel technique nommé à titre définitif relevant d'un autre pouvoir organisateur officiel subventionné et porteur du titre requis pour exercer la fonction de recrutement de conseiller psycho-pédagogique.

Pendant la période durant laquelle il exerce temporairement la fonction de promotion de directeur, le membre du personnel technique reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé à titre définitif au sein de son pouvoir organisateur d'origine.

Le membre du personnel désigné temporairement dans une fonction de promotion de directeur en vertu du présent paragraphe est nommé à titre définitif dans ladite fonction au terme d'un délai de six années s'il remplit à ce moment les conditions prescrites par l'article 42, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, et si le pouvoir organisateur ne l'en a pas déchargé.

L'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> ne dispense pas le pouvoir organisateur de lancer un appel aux candidats à la nomination définitive à la fonction de promotion de directeur au cours des trois exercices qui suivent celui au cours duquel la fonction de promotion de directeur a fait l'objet d'une désignation temporaire en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le membre du personnel technique qui s'est vu confier temporairement une fonction de promotion de directeur en application du présent paragraphe peut être déchargé de ladite fonction par le pouvoir organisateur.

Les dispositions des alinéas 3 et 4 ne sont pas applicables dans les hypothèses visées à l'article 43, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

**Art. 46.** Toute désignation temporaire dans un emploi de directeur est établie par écrit, en reprenant les mentions visées à l'article 22, alinéa 1<sup>er</sup>, à l'exception du 8<sup>e</sup>.

Une désignation temporaire dans un emploi de directeur prend fin d'un commun accord, par décision du pouvoir organisateur ou par application de l'article 99. Toutefois, la fin de l'exercice est sans incidence sur la désignation temporaire dans un emploi de directeur.

Le pouvoir organisateur ne peut procéder à une désignation temporaire dans un emploi de directeur s'il est tenu, par les dispositions visées au chapitre 6, de conférer cet emploi à un membre du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi.

## CHAPITRE V. — *Des positions administratives*

### *Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

**Art. 47.** Le membre du personnel technique est totalement ou partiellement dans une des positions administratives suivantes :

- 1<sup>o</sup> en activité de service;
- 2<sup>o</sup> en non-activité;
- 3<sup>o</sup> en disponibilité.

### *Section 2. — De l'activité de service*

**Art. 48.** Le membre du personnel technique est toujours censé être en activité de service sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative.

**Art. 49.** Le membre du personnel technique en activité de service a droit à une subvention-traitement et à l'avancement de traitement, dans les mêmes conditions que celles prévues pour le personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française.

Il peut obtenir un congé du pouvoir organisateur dans les mêmes conditions que celles prévues pour le personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française.

Tout congé pour lequel une décision du Gouvernement est nécessaire pour pouvoir bénéficier du traitement dans un centre de la Communauté française est soumis, par le pouvoir organisateur, à l'approbation de la même autorité.

*Section 3. — De la non-activité*

**Art. 50.** Le membre du personnel technique est dans la position de non-activité dans les mêmes conditions que celles prévues pour le personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française.

*Section 4. — De la disponibilité*

**Art. 51.** A l'exception de la disponibilité par défaut d'emploi qui fait l'objet du chapitre 6 et de la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service qui fait l'objet de l'article 52, le membre du personnel technique nommé à titre définitif peut être mis en disponibilité par son pouvoir organisateur dans les mêmes conditions que celles prévues pour le personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française.

Toute mise en disponibilité pour laquelle une décision du Gouvernement est nécessaire pour pouvoir bénéficier du traitement d'attente dans un centre organisé par la Communauté française doit être soumise, par le pouvoir organisateur, à l'approbation de la même autorité.

**Art. 52.** § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel technique nommé à titre définitif peut être mis en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service par son pouvoir organisateur. La durée de la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service ne peut dépasser, en une ou plusieurs périodes, six mois sur l'ensemble de la carrière du membre du personnel technique.

Toutefois, il peut être dérogé à la limitation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> afin que la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service prononcée au cours d'un exercice à l'encontre d'un membre du personnel technique soit prolongée jusqu'au terme de l'exercice en cours.

La demande de dérogation est soumise, pour accord, au Gouvernement par le pouvoir organisateur.

Durant la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service, le membre du personnel technique perçoit un traitement d'attente égal à 75 % de son dernier traitement d'activité.

Un pouvoir organisateur ne peut placer un membre de son personnel technique en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service si les faits pour lesquels il envisage cette mesure peuvent faire l'objet d'une sanction disciplinaire ou d'une procédure de constatation d'incompatibilité ou si le membre du personnel technique fait l'objet, pour ces faits, de poursuites pénales.

§ 2. Préalablement à toute décision de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service, le membre du personnel technique doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage de placer le membre du personnel technique en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel technique des centres officiels subventionnés, en activité de service ou pensionnés, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Toutefois, si le membre du personnel technique ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel technique est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel technique ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la procédure se poursuit valablement.

§ 3. La décision de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service est notifiée au membre du personnel technique qui peut, dans les dix jours de la notification, introduire un recours auprès de la Chambre de recours.

Le membre du personnel technique qui fait usage de son droit de recours en notifie immédiatement une copie à son pouvoir organisateur.

La Chambre de recours donne son avis motivé au pouvoir organisateur dans un délai de maximum trois mois à dater de la réception du recours.

Dans un délai de huit jours à dater de la réception de l'avis de la Chambre de recours, le pouvoir organisateur notifie sa décision au requérant, la mise en disponibilité produisant ses effets le troisième jour ouvrable qui suit la notification.

§ 4. Si le membre du personnel technique n'a pas introduit de recours devant la Chambre de recours dans le délai prescrit au § 3, la mise en disponibilité notifiée au membre du personnel technique en application de ce même § 3 sont ses effets le troisième jour ouvrable qui suit l'échéance du délai précité.

La notification visée au § 3 mentionne la date à laquelle la mise en disponibilité prend effet en cas d'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe.

§ 5. Le versement de la subvention-traitement d'attente est subordonné à l'approbation par le Gouvernement de la décision du pouvoir organisateur. Celui-ci soumet sa décision au Gouvernement qui se prononce dans un délai d'un mois.

Le Gouvernement notifie sa décision au pouvoir organisateur et au membre du personnel technique concerné.

*CHAPITRE VI. — De la mise en disponibilité par défaut d'emploi, de la réaffectation et du rappel provisoire à l'activité*

*Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

**Art. 53.** Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

1° mise en disponibilité : mesure résultant de la suppression totale d'un emploi. La fonction dans laquelle un emploi est supprimé est déterminée en fonction de l'ordre inverse de la succession des fonctions telle que fixée par le pouvoir organisateur conformément à l'article 3;

2° mesures préalables à la mise en disponibilité : les mesures prises par le pouvoir organisateur telles que précisées à l'article 58 et qui ont pour effet d'éviter une mise en disponibilité chez un membre du personnel technique nommé à titre définitif.

3° réaffectation : rappel en service d'un membre du personnel technique en disponibilité dans un emploi définitivement vacant ou non vacant de la fonction dans laquelle il est nommé à titre définitif.

La réaffectation est interne quand elle a pour effet de rappeler en service un membre du personnel technique au sein de son propre pouvoir organisateur. Elle est externe quand elle a pour effet de rappeler en service le membre du personnel technique au sein d'un autre pouvoir organisateur que celui qui l'a mis en disponibilité. Elle peut être effectuée entre pouvoirs organisateurs ou par la commission de réaffectation.

Au sein du pouvoir organisateur d'origine, elle est définitive si elle consiste à retrouver au membre du personnel technique un emploi définitivement vacant de la fonction pour laquelle il bénéficie d'une nomination à titre définitif. Au sein d'un autre pouvoir organisateur, une réaffectation est toujours temporaire tant qu'il n'y a pas une nouvelle nomination à titre définitif;

4° rappel provisoire à l'activité : rappel en service d'un membre du personnel technique en disponibilité par défaut d'emploi dans d'autres conditions que celles qui prévalent à la réaffectation;

5° emploi vacant accessible à la réaffectation au sein du même pouvoir organisateur : tout emploi qui n'est pas occupé par un membre du personnel technique nommé à titre définitif;

6° emploi vacant accessible à la réaffectation au sein d'un autre pouvoir organisateur : tout emploi qui n'est pas occupé par un membre du personnel technique nommé à titre définitif ou par un membre du personnel technique temporaire prioritaire qui immunise son emploi conformément à l'article 66;

7° fonction : la fonction telle que visée à l'article 2.

**Art. 54.** Les anciennetés de service et de fonction visées au présent chapitre sont calculées conformément aux dispositions de l'article 36.

**Art. 55.** Pour l'application du présent chapitre, les centres relevant de la Commission communautaire française sont assimilés à des centres organisés par les provinces.

#### *Section 2. — Notification des mises en disponibilité et des emplois vacants*

**Art. 56.** § 1<sup>er</sup>. Tout pouvoir organisateur est tenu de notifier pour agrégation au service compétent du Ministère de la Communauté française, en la motivant, toute décision par laquelle il place un membre de son personnel technique en disponibilité, pour toute fonction telle que spécifiée à l'article 2.

La notification doit être adressée au service compétent par pli recommandé dans les trente jours qui suivent la date à laquelle se produit la perte d'emploi.

Cette notification doit être visée, pour information, par le membre du personnel technique intéressé qui y formule ses remarques et y mentionne des réserves, s'il échet.

Elle est accompagnée d'une demande du membre du personnel technique tendant à bénéficier d'une subvention-traitement d'attente.

§ 2. Le Gouvernement agréé les mises en disponibilité qui s'effectuent suivant les règles fixées au présent chapitre.

Aucune décision n'est agréée si elle est notifiée par le pouvoir organisateur après le délai prévu au § 1<sup>er</sup>.

Toutefois, le Gouvernement peut, dans des circonstances exceptionnelles et sur demande dûment motivée, déroger à ce délai.

Les mises en disponibilité visant des prestations qui se situent au-delà d'une fonction à prestations complètes ne sont pas agréées.

§ 3. Le membre du personnel technique est mis en disponibilité par défaut d'emploi au premier jour de l'exercice qui suit celui au cours duquel la perte d'emploi a été constatée ou à la date à laquelle il aurait repris ses fonctions s'il n'avait pas été remplacé dans son emploi en application de la réglementation en vigueur en matière de disponibilité.

§ 4. Sont susceptibles d'être agréées les mises en disponibilité qui découlent d'une diminution de la population scolaire des établissements d'enseignement desservis par le centre ou qui sont la conséquence d'une décision prise par le pouvoir organisateur concernant l'organisation du ou des centres qu'il organise, y compris la suppression d'un centre, pour autant que cette suppression soit justifiée par l'application d'une mesure de rationalisation ou autorisée par le Gouvernement.

**Art. 57.** Tout pouvoir organisateur est tenu de communiquer à la Commission de réaffectation selon les modalités fixées par le Gouvernement :

1° la liste des membres du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi;

2° la liste des emplois occupés par les membres du personnel technique temporaire qui ne sont pas soustraits à la réaffectation au sens de l'article 66.

#### *Section 3. — Mesures préalables à la mise en disponibilité par défaut d'emploi*

**Art. 58.** Un pouvoir organisateur ne place un membre de son personnel technique en disponibilité par défaut d'emploi qu'après avoir, le cas échéant, parmi l'ensemble du personnel technique des centres qu'il organise sur le territoire de la même commune, et dans l'ordre indiqué :

1° mis fin aux prestations des membres de son personnel technique qui exercent la même fonction à titre accessoire;

2° mis fin aux prestations des membres de son personnel technique qui exercent la même fonction et qui ont atteint l'âge de 65 ans;

3° mis fin aux prestations des membres de son personnel technique qui exercent la même fonction en qualité de temporaires non prioritaires;

4° mis fin aux prestations des membres du personnel technique mis en disponibilité par un autre pouvoir organisateur et qu'il a rappelés provisoirement à l'activité;

5° mis fin aux prestations des membres de son personnel technique qu'il a mis en disponibilité et qu'il a rappelés provisoirement à l'activité;

6° mis fin aux prestations des membres de son personnel technique qui exercent la même fonction en qualité de temporaires prioritaires, dans l'ordre inverse de leur classement;

7° mis fin aux prestations des membres du personnel technique mis en disponibilité par un autre pouvoir organisateur et qu'il a réaffectés d'initiative ou par désignation d'office de la Commission de réaffectation.

*Section 4. — Mise en disponibilité par défaut d'emploi*

**Art. 59.** § 1<sup>er</sup>. Parmi les membres du personnel technique nommés à titre définitif qui exercent la fonction en cause, est mis en disponibilité par défaut d'emploi, parmi les membres du personnel technique exerçant ladite fonction dans l'ensemble des centres que le pouvoir organisateur organise sur le territoire de la même commune, celui qui possède l'ancienneté de service la moins élevée.

Dans tous les cas où il y a égalité d'ancienneté de service, c'est l'ancienneté de fonction qui est prise en considération. En cas d'égalité d'ancienneté de service et d'ancienneté de fonction, c'est le membre du personnel technique le plus jeune qui est mis en disponibilité.

§ 2. Pour l'application du présent article, les périodes de mise en disponibilité couvertes par une subventionnement d'attente ainsi que les services prestés à l'occasion d'une réaffectation ou d'un rappel provisoire à l'activité au sein d'un centre organisé par un autre pouvoir organisateur sont assimilés à des services subventionnés par la Communauté française rendus au sein du pouvoir organisateur d'origine.

*Section 5. — Réaffectation*

**Art. 60.** § 1<sup>er</sup>. La réaffectation définitive doit être effectuée en priorité avant la réaffectation temporaire au sein du pouvoir organisateur d'origine.

§ 2. La réaffectation temporaire s'effectue dans l'ordre suivant :

1° au sein du pouvoir organisateur, dans tout emploi non vacant de la fonction pour laquelle le membre du personnel technique bénéficie d'une nomination à titre définitif;

2° au sein d'un autre pouvoir organisateur que celui qui l'a mis en disponibilité, dans tout emploi vacant et ensuite non vacant de la fonction pour laquelle le membre du personnel technique bénéficie d'une nomination à titre définitif.

§ 3. La réaffectation définitive visée au § 1<sup>er</sup> doit s'effectuer d'abord dans tout centre que le pouvoir organisateur organise à une distance de 25 km au maximum du centre où le membre du personnel technique a été mis en disponibilité, ensuite dans tout centre situé au-delà de la limite des 25 km.

§ 4. Lorsqu'il a mis en disponibilité par défaut d'emploi plusieurs personnes dans la même fonction, le pouvoir organisateur doit, pour l'application des dispositions précisées à la présente section et en respectant les ordres de priorité fixés, réaffecter définitivement ou temporairement, selon le cas, celle qui a la plus grande ancienneté de service et, en cas d'égalité d'ancienneté de service celle qui a la plus grande ancienneté de fonction.

En cas d'égalité d'ancienneté de service et de fonction, la priorité revient au membre du personnel technique le plus âgé.

Cette obligation ne concerne toutefois que les fonctions de recrutement.

§ 5. Si les pouvoirs organisateurs disposent de plusieurs emplois dans une même fonction, ils sont tenus de confier par priorité les emplois vacants, et à défaut d'une telle possibilité, les emplois non vacants de la plus longue durée.

§ 6. La réaffectation doit être opérée par priorité sur le rappel provisoire à l'activité.

*Section 6. — Reconduction des réaffectations*

**Art. 61.** § 1<sup>er</sup>. Les réaffectations externes effectuées au cours d'un exercice par les pouvoirs organisateurs ou par la Commission de réaffectation sont reconduites l'exercice suivant.

§ 2. La charge reconduite du membre du personnel technique réaffecté sera étendue d'office par le pouvoir organisateur dans tous les cas où l'accroissement des prestations est possible et jusqu'à concurrence du volume de la charge faisant l'objet d'une mise en disponibilité.

§ 3. Toute réaffectation est reconduite chaque année aussi longtemps que le membre du personnel technique n'a pas acquis 600 jours d'ancienneté au service du pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté.

Ces 600 jours doivent être répartis sur trois exercices au moins.

§ 4. Il est mis fin à cette réaffectation :

1° en cas de retour du titulaire de l'emploi si la réaffectation est temporaire;

2° si le pouvoir organisateur est tenu de réaffecter entre-temps un membre de son personnel technique;

3° si le pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité dispose d'un emploi vacant de la même fonction et doit mettre fin à cette disponibilité;

4° si le membre du personnel néglige de faire acte de candidature à la nomination dès qu'il remplit les conditions prévues à l'article 34. L'ancienneté dont peut se prévaloir le membre du personnel technique à cette occasion est l'ancienneté acquise au service du pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté;

5° si le membre du personnel technique ne souscrit ni ne respecte les obligations reprises à l'article 6.

Il peut également être mis fin à cette réaffectation sur décision de la Commission de réaffectation saisie par le pouvoir organisateur ou le membre du personnel technique.

*Section 7. — Rappel provisoire à l'activité*

**Art. 62.** § 1<sup>er</sup>. Tout pouvoir organisateur qui, à l'issue des opérations visées ci-dessus, n'a pu réaffecter les membres de son personnel technique en disponibilité doit :

1° s'il s'agit d'une fonction de recrutement, leur confier un emploi d'une fonction de même nature, pour autant qu'ils possèdent le titre requis pour l'exercice de cette fonction, même si elle procure une rémunération inférieure;

2° s'il s'agit d'une fonction de promotion de directeur, leur confier un emploi d'une fonction de recrutement, pour autant qu'ils possèdent le titre requis pour l'exercice de cette fonction.

§ 2. Lorsqu'il a mis en disponibilité plusieurs personnes dans une même fonction, le pouvoir organisateur doit, pour l'application des obligations précisées au § 1<sup>er</sup>, 1° et 2° ci-dessus et en respectant l'ordre de priorité fixé, rappeler en service celle qui a la plus grande ancienneté de service et, en cas d'égalité d'ancienneté de service, celle qui a la plus grande ancienneté de fonction.

En cas d'égalité de l'ancienneté de service et de fonction, la priorité revient au membre du personnel technique le plus âgé.



§ 3. Le rappel provisoire à l'activité dans un emploi vacant ne peut avoir pour effet de délier le pouvoir organisateur de l'obligation d'annoncer cet emploi à la nomination à titre définitif et d'y nommer, s'il échet, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de l'exercice suivant, le candidat réunissant l'ancienneté la plus élevée.

§ 4. Nonobstant le rappel provisoire à l'activité, le membre du personnel technique reste à la disposition du pouvoir organisateur pour être réaffecté dans la fonction à laquelle il est nommé.

**Art. 63.** Tout membre du personnel technique repris en service par un pouvoir organisateur après une mise en disponibilité par défaut d'emploi prononcée par un autre pouvoir organisateur conserve, jusqu'à sa nomination à titre définitif par le pouvoir organisateur auprès duquel il est rappelé provisoirement en service, tous les droits découlant de sa nomination à titre définitif auprès du pouvoir organisateur qui l'a mis en disponibilité.

*Section 8. — Droits et obligations des membres du personnel technique en disponibilité par défaut d'emploi*

**Art. 64.** § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi bénéficient, à leur demande, d'une subvention-traitement d'attente dans les mêmes conditions que les membres du personnel technique des centres organisés par la Communauté française mis en disponibilité par défaut d'emploi.

§ 2. Tout membre du personnel technique réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité retrouve la subvention-traitement d'activité correspondant aux prestations qu'il exerçait avant sa mise en disponibilité par défaut d'emploi, même en cas de réaffectation ou de rappel provisoire à l'activité partiels.

§ 3. Tout membre du personnel technique rappelé provisoirement à l'activité dans une fonction qui lui procure une rémunération supérieure à celle dont il bénéficiait auparavant obtient, en plus de la subvention-traitement visée au § 2, une allocation dans les mêmes conditions que les membres du personnel technique des centres organisés par la Communauté française.

§ 4. Le temps pendant lequel un membre du personnel technique est réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité est suspensif du temps de disponibilité pour le calcul de la subvention-traitement d'attente visée au § 1<sup>er</sup>, même en cas de réaffectation ou de rappel provisoire à l'activité partiels.

Les vacances d'été sont comprises dans la période visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour les membres du personnel technique réaffectés ou rappelés provisoirement à l'activité dans un emploi subventionné d'une durée indéterminée.

**Art. 65.** § 1<sup>er</sup>. Tout membre du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi est tenu d'accepter une réaffectation si l'emploi lui est offert :

- 1° par le pouvoir organisateur qui a placé le membre du personnel technique en disponibilité;
- 2° par le pouvoir organisateur qui a repris le centre où ce membre du personnel technique est mis en disponibilité.

Toutefois, le membre du personnel technique peut décliner une offre d'emploi qui se présenterait dans un centre situé dans une autre commune que celle où il a été mis en disponibilité et qui serait offerte à plus de 25 km du domicile de l'agent et qui entraînerait pour ce dernier une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour, à l'aide des transports en commun. Il ne pourra toutefois revendiquer ultérieurement cet emploi.

§ 2. Tout membre du personnel technique mis en disponibilité, déjà réaffecté dans les conditions précisées ci-dessus ou encore à réaffecter, qui exerce des fonctions dans trois centres au moins et qui assume un ensemble de prestations égal à 75 % au moins du nombre d'heures exigé pour une fonction à prestations complètes peut décliner toute charge supplémentaire qui lui est offerte en réaffectation et qui ne se situe pas sur le territoire de la même commune.

§ 3. Tout membre du personnel technique en disponibilité par défaut d'emploi doit notifier son acceptation ou son refus motivé d'une réaffectation ou d'un rappel provisoire à l'activité par pli recommandé au pouvoir organisateur et à la Commission de réaffectation visée à l'article 67, dans un délai de dix jours calendrier à dater de la notification de sa réaffectation ou de son rappel provisoire à l'activité.

L'introduction d'un recours ne suspend pas l'obligation pour le membre du personnel technique de prendre ses fonctions.

En cas de refus de prise de fonctions, il sera démis de ses fonctions conformément à l'article 100, 5°.

La décision de la Commission de réaffectation est notifiée par pli recommandé à la personne intéressée ainsi qu'aux pouvoirs organisateurs concernés.

§ 4. Tout membre du personnel technique en disponibilité par défaut d'emploi, qui n'a pu être réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité, doit se tenir à la disposition du pouvoir organisateur qui l'a mis en disponibilité, pour l'exercice de tâches fixées ou approuvées par le Gouvernement.

L'exercice des tâches précisées ci-dessus ne peut toutefois aboutir à maintenir l'emploi de la fonction supprimée.

§ 5. Un membre du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi peut, à sa demande, suspendre temporairement son droit à la subvention-traitement d'attente.

Cette suspension est signifiée par écrit au pouvoir organisateur et transmise par son intermédiaire à l'administration compétente lors de la notification des mises en disponibilité.

Pendant la durée de cette suspension, le membre du personnel technique est soustrait aux obligations qui lui incombent en matière de réaffectation ou de rappel provisoire à l'activité sauf si le pouvoir organisateur qui l'a mis en disponibilité ou qui a repris le centre où ce membre du personnel technique a été mis en disponibilité dispose d'un emploi définitivement vacant de la même fonction. Dans ce cas, le pouvoir organisateur est tenu d'offrir cet emploi au membre du personnel technique susvisé.

Cette suspension porte sur la durée de l'exercice ou sur la période qui reste à couvrir de cet exercice quand la mise en disponibilité est agréée dans le courant de l'exercice.

Elle peut être renouvelée au début d'un exercice ultérieur selon les mêmes modalités, pour autant que le membre du personnel technique en ait fait la demande avant le 1<sup>er</sup> septembre de cet exercice.

§ 6. Tout membre du personnel technique en disponibilité par défaut total d'emploi est réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité par son pouvoir organisateur quelle que soit la durée de ce rappel en service.

Pendant la période durant laquelle il est réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité, le membre du personnel technique se trouve de plein droit dans la position administrative de l'activité de service.



§ 7. Si un emploi temporairement vacant se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause, celle-ci occupant déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'exercice auprès d'un autre pouvoir organisateur, elle est autorisée à y rester.

Si un emploi définitivement vacant se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause, celle-ci occupant déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'exercice auprès d'un autre pouvoir organisateur, elle est tenue d'accepter le nouvel emploi vacant offert.

Elle ne pourra cependant prendre ses fonctions qu'au terme de l'exercice, sauf accord des deux pouvoirs organisateurs.

*Section 9. — Emplois soustraits à la réaffectation*

**Art. 66.** Ne doivent pas être déclarés à la Commission de réaffectation visée à l'article 67 les emplois occupés par les membres du personnel technique qui comptabilisent, à l'issue de l'exercice qui précède, 600 jours de service dans la fonction en cause. Les 600 jours d'ancienneté acquis au sein du pouvoir organisateur doivent être répartis sur trois exercices au moins.

*Section 10. — De la Commission de réaffectation*

**Art. 67.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé auprès du Ministère de la Communauté française une Commission de réaffectation pour les centres officiels subventionnés.

Celle-ci se compose de neuf membres effectifs représentant les pouvoirs organisateurs des centres officiels subventionnés et de neuf membres effectifs représentant les organisations syndicales représentatives des membres du personnel technique des centres officiels subventionnés.

La présidence est assurée par un fonctionnaire du Ministère, du rang 12 au moins, désigné par le Gouvernement.

Le secrétariat est assuré par un fonctionnaire du Ministère, désigné par le Gouvernement. Le Président et le secrétaire ont voix consultative.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, le Président décide en cas de parité. Pour chaque membre effectif, il est désigné, selon les mêmes modalités, un membre suppléant.

La Commission établit son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet pour approbation au Gouvernement.

§ 2. La Commission de réaffectation :

1° procède aux réaffectations externes des membres du personnel en disponibilité par des désignations d'office dans tous les centres;

2° rappelle provisoirement à l'activité un membre du personnel technique mis en disponibilité selon les règles énoncées à l'article 62;

3° statue sur les demandes de non-reconduction des réaffectations visées à l'article 61, § 4, alinéa 2;

4° se prononce sur les recours introduits par les pouvoirs organisateurs ou les membres du personnel technique notamment contre les réaffectations et les rappels provisoires à l'activité qui répondent aux conditions de l'article 65, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et § 2;

5° se prononce sur les situations particulières liées à l'application du présent chapitre. Elle obtient à sa demande et avant les réunions, les documents administratifs qui lui permettent de siéger en pleine connaissance de cause et de vérifier notamment l'existence des emplois vacants.

*Section 11. — Sanction en cas de non-respect des dispositions relatives à la mise en disponibilité par défaut d'emploi, à la réaffectation et au rappel provisoire à l'activité*

**Art. 68.** § 1<sup>er</sup>. Le pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel technique dont il ne notifierait pas la mise en disponibilité par défaut d'emploi.

§ 2. Le pouvoir organisateur qui omet de signaler à la Commission de réaffectation visée à l'article 67 l'emploi occupé par un membre du personnel technique temporaire et qui est susceptible d'être annoncé à la réaffectation et au rappel provisoire à l'activité perd le bénéfice de la subvention-traitement accordée à ce membre du personnel technique.

§ 3. Le pouvoir organisateur qui a refusé, sans motif valable, de donner suite à une réaffectation ou à un rappel provisoire à l'activité décidé par la Commission de réaffectation visée à l'article 67 ou qui ne satisfait pas à ses obligations en matière de reconduction des réaffectations et des rappels provisoires à l'activité perd le bénéfice de la subvention-traitement accordée au membre du personnel technique temporaire qui occupe l'emploi attribué à cette réaffectation ou à ce rappel provisoire à l'activité.

§ 4. Le Gouvernement adresse au pouvoir organisateur une mise en demeure par laquelle il l'invite, dans un délai de trente jours à dater de cette mise en demeure, à apporter la preuve qu'il ne se trouve plus dans un cas d'application des paragraphes 1<sup>er</sup> à 3. Le Gouvernement peut, par arrêté, déléguer cette compétence au ministre fonctionnellement compétent.

Si, à l'échéance de ce délai de trente jours, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve de ce qu'il ne se trouve plus dans un des cas d'application des paragraphes 1<sup>er</sup> à 3, il perd, comme indiqué à ces paragraphes, le bénéfice de la subvention-traitement pour une période qui débute à l'échéance du délai de trente jours précité et qui court jusqu'au jour où le pouvoir organisateur a apporté la preuve qu'il ne se trouve plus dans un cas d'application des paragraphes 1<sup>er</sup> à 3.

Une copie de la mise en demeure visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est notifiée au membre du personnel technique concerné.

§ 5. Le membre du personnel technique qui ne s'est pas présenté au pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité, perd le droit à toute subvention-traitement ou subvention-traitement d'attente à dater du jour où il aurait dû se présenter auprès de ce pouvoir organisateur.

Le paiement de la subvention-traitement d'attente ou de la subvention-traitement sera rétabli à dater du jour où la Commission de réaffectation aura donné gain de cause au membre du personnel technique qui aurait introduit un recours auprès d'elle.

§ 6. Le pouvoir organisateur qui recrute ou maintient en fonction un membre du personnel technique temporaire dans un emploi attribué en réaffectation ou en rappel provisoire à l'activité perd le bénéfice de la subvention-traitement attribuée à cet agent temporaire. La subvention-traitement ne sera plus octroyée dix jours après l'acceptation de l'emploi offert par la Commission de réaffectation.

CHAPITRE VII. — *Du régime disciplinaire**Section 1<sup>re</sup>. — Sanctions disciplinaires*

**Art. 69.** Les sanctions disciplinaires qui peuvent être infligées aux membres du personnel technique, nommés à titre définitif, qui manquent à leurs devoirs sont :

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2° le blâme;
- 3° la retenue sur traitement;
- 4° la suspension par mesure disciplinaire;
- 5° la mise en disponibilité par mesure disciplinaire;
- 6° la démission d'office;
- 7° la révocation.

**Art. 70.** § 1<sup>er</sup>. Les sanctions disciplinaires sont prononcées par le pouvoir organisateur du centre dans lequel le membre du personnel technique est nommé à titre définitif ou par le pouvoir organisateur du centre dans lequel le membre du personnel technique, nommé à titre définitif par un autre pouvoir organisateur, exerce tout ou partie de ses fonctions en application des dispositions visées au chapitre 6.

La procédure peut également être engagée de façon conjointe par le pouvoir organisateur du centre dans lequel le membre du personnel technique est nommé à titre définitif et par le ou les pouvoirs organisateurs du ou des centres dans lequel ou lesquels le membre du personnel technique exerce tout ou partie de ses fonctions en application des dispositions visées au chapitre 6.

Afin de permettre l'exercice conjoint de la procédure disciplinaire tel que précisé à l'alinéa précédent, le pouvoir organisateur du centre dans lequel le membre du personnel technique exerce tout ou partie de ses fonctions en application des dispositions visées au chapitre 6 avertit par écrit le pouvoir organisateur du centre dans lequel le membre du personnel technique est nommé, de son intention de diligenter une procédure disciplinaire à l'encontre du membre du personnel technique concerné.

La sanction disciplinaire ne sort ses effets qu'à l'égard du ou des pouvoirs organisateurs qui a ou ont prononcé une sanction.

§ 2. Sauf les précisions apportées par le présent article, le pouvoir organisateur visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

Dans les centres organisés par les villes ou les communes, le collège des bourgmestre et échevins a le pouvoir de prononcer les sanctions suivantes : le rappel à l'ordre, le blâme, la retenue sur traitement et la suspension par mesure disciplinaire pour une durée qui ne pourra excéder un mois.

Dans les centres organisés par les provinces, la députation permanente a le pouvoir de prononcer les mêmes sanctions que celles visées à l'alinéa précédent.

§ 3. La décision d'infliger une sanction disciplinaire est notifiée au membre du personnel technique qui peut, dans un délai de vingt jours à compter de la notification, exercer un recours auprès de la chambre de recours visée à l'article 92, § 1<sup>er</sup>.

Le membre du personnel technique qui fait usage de son droit de recours en notifie immédiatement une copie à son pouvoir organisateur. Le recours suspend la procédure.

Sauf dans les cas de poursuites pénales, la chambre de recours donne un avis motivé dans les nonante jours qui suivent la réception du recours introduit par le membre du personnel technique.

§ 4. La décision définitive est prise par l'autorité habilitée à prononcer la sanction dans le mois qui suit la réception de l'avis de la Chambre de recours.

Elle reproduit l'avis motivé de la chambre de recours.

L'autorité notifie sa décision à la chambre de recours et au requérant.

Si elle omet de se prononcer dans le délai requis, la décision est réputée conforme à l'avis.

§ 5. Si le membre du personnel technique n'a pas introduit de recours devant la chambre de recours dans le délai prescrit au paragraphe 3, la sanction disciplinaire notifiée au membre du personnel technique en application de ce même paragraphe 3, sort ses effets le troisième jour ouvrable qui suit l'échéance du délai précité.

La notification visée au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, mentionne la date à laquelle la sanction disciplinaire prend effet en cas d'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe.

**Art. 71.** La retenue sur traitement est appliquée pendant un mois au minimum et trois mois au maximum.

Elle ne peut excéder le cinquième du dernier traitement brut d'activité ou d'attente.

**Art. 72.** La suspension par mesure disciplinaire est prononcée pour un an au maximum. L'intéressé est écarté de ses fonctions et bénéficie de la moitié de son dernier traitement brut d'activité ou d'attente.

**Art. 73.** La durée de mise en disponibilité par mesure disciplinaire ne peut être inférieure à un an, ni dépasser cinq ans.

Le membre du personnel technique est écarté de ses fonctions et bénéficie pendant les deux premières années d'un traitement d'attente égal à la moitié du traitement d'activité. Sans jamais pouvoir dépasser ce montant, le traitement d'attente est, ensuite, fixé au taux de la pension que l'intéressé obtiendrait s'il était admis prématurément à la retraite.

Après avoir subi la moitié de sa peine, le membre du personnel technique peut demander sa réintégration dans le centre.

**Art. 74.** La retenue sur traitement ou traitement d'attente ou l'attribution d'un traitement d'attente ne peut avoir pour conséquence que le traitement ou traitement d'attente du membre du personnel soit ramené à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auxquelles le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

**Art. 75.** Aucune sanction disciplinaire ne peut être prononcée sans que le membre du personnel technique ait été, au préalable, entendu ou du moins dûment convoqué.

Au cours de l'audition, le membre du personnel technique peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel technique des centres officiels subventionnés, en service ou retraité, ou par un délégué d'une organisation syndicale agréée.

**Art. 76.** Aucune sanction ne peut produire d'effet pour la période qui précède son prononcé.

**Art. 77.** Hormis le cas de la suspension préventive, l'action disciplinaire engagée à l'égard d'un membre du personnel technique n'entraîne l'éloignement de l'intéressé de ses fonctions qu'à partir de la notification de la décision disciplinaire définitive visée à l'article 70, § 4, ou le troisième jour ouvrable visé au § 5 du même article.

**Art. 78.** L'action pénale relative aux faits qui font l'objet d'une procédure disciplinaire est suspensive de la procédure et du prononcé disciplinaire, sauf dans le cas de flagrant délit ou si les faits établis, liés à l'activité professionnelle, sont reconnus par le membre du personnel technique.

Quel que soit le résultat de l'action pénale, l'autorité reste juge de l'application des sanctions disciplinaires.

Toutefois, l'autorité est, dans cette appréciation, liée par la matérialité des faits définitivement établie par la décision pénale.

**Art. 79.** Toute sanction disciplinaire fait l'objet d'une inscription au dossier du membre du personnel technique.

#### *Section 2. — Radiation de la sanction disciplinaire*

**Art. 80.** La sanction disciplinaire est effacée d'office au terme d'un délai :

- 1° d'un an pour le rappel à l'ordre et le blâme;
- 2° de trois ans pour la retenue sur traitement;
- 3° de cinq ans pour la suspension par mesure disciplinaire;
- 4° de sept ans pour la mise en disponibilité par mesure disciplinaire.

Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> commence à courir, selon le cas, au prononcé de la sanction disciplinaire ou à l'expiration du délai visé à l'article 70, § 3.

Sans préjudice de l'exécution de la sanction disciplinaire, l'effacement a pour conséquence que la sanction ne peut plus avoir d'effet, notamment sur les droits à l'accès à une fonction de promotion. La sanction disciplinaire est effacée dans le dossier du membre du personnel technique.

### *CHAPITRE VIII. — De la suspension préventive : mesure administrative*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

**Art. 81.** Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par pouvoir organisateur :

- 1° pour le centre organisé par les villes et les communes, le collège des bourgmestre et échevins;
- 2° pour les centres organisés par les provinces, le Conseil provincial ou la députation permanente;
- 3° pour les centres organisés par la Commission communautaire française, le Collège de cette institution.

**Art. 82.** La suspension préventive organisée par le présent chapitre est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le pouvoir organisateur et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel technique de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel technique reste dans la position administrative de l'activité de service.

#### *Section 2. — De la suspension préventive des membres du personnel technique définitifs*

**Art. 83.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'intérêt du service le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel technique nommé à titre définitif :

- 1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;
- 2° dès qu'une procédure disciplinaire est engagée contre lui par le pouvoir organisateur;
- 3° dès que le pouvoir organisateur lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel technique doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel technique trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel technique peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel technique des centres officiels subventionnés, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, le pouvoir organisateur communique sa décision au membre du personnel technique par lettre recommandée à la poste, et ce et même si le membre du personnel technique ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel technique ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le pouvoir organisateur convoque le membre du personnel technique à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel technique ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, le pouvoir organisateur communique sa décision au membre du personnel technique par lettre recommandée à la poste dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel technique, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 3. Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 2, le membre du personnel technique peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt du service, que le membre du personnel technique ne soit plus présent dans le centre.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, le pouvoir organisateur est tenu d'engager la procédure de suspension préventive conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel technique ne pourra à nouveau être écarté du centre pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 2 du présent article.

Le membre du personnel technique écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 4. Dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité ou dans le cadre d'une procédure disciplinaire, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser un an et dans le cadre d'une procédure disciplinaire expire en tout cas :

1° quarante-cinq jours calendrier après la date prévue pour l'audition visée à l'article 80 si, dans ce délai, le pouvoir organisateur n'a pas notifié au membre du personnel technique la décision visée à l'article 70, § 3;

2° le troisième jour ouvrable qui suit la notification au membre du personnel technique de la décision visée à l'article 70, § 3, si cette décision est le rappel à l'ordre, le blâme ou la retenue sur traitement;

3° le jour où la décision portant sanction disciplinaire sort ses effets.

Dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à un an.

Lorsqu'une procédure disciplinaire est engagée ou poursuivie après une décision judiciaire de condamnation pénale définitive, le délai d'un an visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne commence à courir qu'à dater du prononcé de cette condamnation définitive.

§ 5. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire, la suspension préventive doit faire l'objet d'une confirmation écrite tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel technique concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le pouvoir organisateur, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le pouvoir organisateur peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 2.

**Art. 84.** Tout membre du personnel technique définitif suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le traitement de tout membre du personnel technique définitif suspendu préventivement, qui fait l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel technique a fait usage de ses droits de recours ordinaires;

3° d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive;

4° de poursuites disciplinaires en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants et dont l'appréciation appartient au pouvoir organisateur;

5° d'une décision de sanction disciplinaire prévue à l'article 69, 4°, 5°, 6° et 7°, et contre laquelle le membre du personnel technique a introduit un recours, conformément à l'article 70, § 3,

est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel technique aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1° et 2°, cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive. Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, cette réduction de traitement déjà opérée en vertu de l'alinéa 2, 1° ou 2°, est maintenue au-delà de la condamnation définitive si le pouvoir organisateur notifie au membre du personnel technique son intention de poursuivre ou d'engager la procédure disciplinaire.

Pour l'application de l'alinéa 2, 4°, la réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit la notification du pouvoir organisateur au membre du personnel technique de l'application de cet alinéa 2, 4°.

Pour l'application de l'alinéa 2, 5°, cette réduction de traitement prend effet le jour où le membre du personnel technique a introduit son recours.

**Art. 85.** § 1<sup>er</sup>. A l'issue de la procédure disciplinaire ou de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

1° au terme de l'action disciplinaire, le pouvoir organisateur inflige au membre du personnel technique une des sanctions prévues à l'article 69, 4°, 5°, 6° et 7°;

2° il est fait application de l'article 100, 2°, b), ou 6°;

3° le membre du personnel technique fait l'objet d'une condamnation pénale définitive suivie ou non d'une procédure disciplinaire.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le membre du personnel technique reçoit le complément de sa subvention-traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel technique durant la suspension préventive lui restent acquises.

Si le traitement du membre du personnel technique a été réduit en application de l'article 84, alinéa 2, 4° ou 5°, et qu'au terme de la procédure disciplinaire, une sanction de suspension par mesure disciplinaire est prononcée pour une durée inférieure à la durée de la mesure de réduction de traitement, cette dernière est rapportée pour la période excédant la durée de la suspension par mesure disciplinaire et le membre du personnel technique perçoit dans ce cas le complément de sa subvention-traitement indûment retenue durant cette période, augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

L'alinéa 4 ne s'applique pas dans le cadre d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie après une condamnation pénale définitive.

§ 2. Le pouvoir organisateur verse à la Communauté française le montant du complément visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le pouvoir organisateur n'est pas tenu de rembourser ce complément à la Communauté française lorsque la réduction de traitement rapportée a initialement été opérée à l'encontre d'un membre du personnel technique faisant l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel technique a fait usage de ses droits de recours ordinaires.

Par ailleurs, lorsque dans le cadre d'une procédure disciplinaire, une mesure de suspension préventive a été prise à l'égard d'un membre du personnel technique sans que ce dernier n'ait dû subir une réduction de moitié de son traitement, le pouvoir organisateur remboursera à la Communauté française la moitié du traitement intégralement perçu par le membre du personnel technique durant la durée de la suspension préventive si :

1° au terme de la procédure disciplinaire, aucune sanction disciplinaire n'a été prononcée à l'égard du membre du personnel technique;

2° au terme de la procédure disciplinaire, la sanction de rappel à l'ordre, de blâme ou de retenue sur traitement est prononcée;

3° la procédure disciplinaire n'est pas menée à son terme par le pouvoir organisateur.

**Art. 86.** La suspension préventive est portée à la connaissance du Gouvernement afin que l'exécution immédiate de cette mesure soit assurée.

### Section 3. — De la suspension préventive des membres du personnel technique temporaires

**Art. 87.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'intérêt du service le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel technique désigné à titre temporaire ou en qualité de temporaire prioritaire :

1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;

2° dès que le pouvoir organisateur lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel technique doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel technique trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel technique peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel technique des centres officiels subventionnés, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, le pouvoir organisateur communique sa décision au membre du personnel technique par lettre recommandée à la poste, et ce et même si le membre du personnel technique ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel technique ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le pouvoir organisateur convoque le membre du personnel technique à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel technique ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, le pouvoir organisateur communique sa décision au membre du personnel technique par lettre recommandée à la poste dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel technique, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.



§ 3. Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 2, le membre du personnel technique peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt du service, que le membre du personnel technique ne soit plus présent dans le centre.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, le pouvoir organisateur est tenu d'engager la procédure de suspension préventive conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel technique ne pourra à nouveau être écarté du centre pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 2 du présent article.

Le membre du personnel technique écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 4. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 92, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser six mois dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité; dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à six mois.

**Art. 88.** Tout membre du personnel technique temporaire suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le traitement de tout membre du personnel technique suspendu préventivement, qui fait l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel technique a fait usage de ses droits de recours ordinaires,

est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel technique aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

**Art. 89.** § 1<sup>er</sup>. A l'issue de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

1° il est fait application de l'article 99, 2°, b), ou 5°;

2° le membre du personnel technique fait l'objet d'une condamnation pénale définitive. Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le membre du personnel technique reçoit le complément de sa subvention-traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel technique durant la suspension préventive lui restent acquises.

§ 2. Le pouvoir organisateur verse à la Communauté française le montant du complément visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le pouvoir organisateur n'est pas tenu de rembourser ce complément à la Communauté française lorsque la réduction de traitement rapportée a initialement été opérée à l'encontre d'un membre du personnel technique faisant l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel technique a fait usage de ses droits de recours ordinaires.

**Art. 90.** La suspension préventive est portée à la connaissance du Gouvernement afin que l'exécution immédiate de cette mesure soit assurée.

**Art. 91.** La procédure de suspension préventive ainsi que les mesures prises par le pouvoir organisateur à l'égard d'un membre du personnel technique désigné à titre temporaire en application des dispositions de la présente section prennent fin de plein droit à la date à laquelle la désignation prend fin et, au plus tard, au 31 août de l'exercice en cours.

Si le membre du personnel technique visé par la présente section acquiert la qualité de définitif, les dispositions de la section 2 du présent chapitre sont applicables.

#### CHAPITRE IX. — *De la Chambre de recours*

**Art. 92.** § 1<sup>er</sup>. Après consultation de l'(des) organe(s) de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs des centres officiels subventionnés reconnu(s) par le Gouvernement et des groupements du personnel technique des centres officiels subventionnés au sens de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi précitée, le Gouvernement institue auprès du Ministère une chambre de recours du personnel technique subsidié des centres officiels subventionnés.

L'arrêté du Gouvernement instituant la chambre de recours en détermine la dénomination, la compétence et la composition.

La Chambre de recours élabore son règlement d'ordre intérieur sous réserve d'approbation par le Gouvernement.

§ 2. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003, l'(les) organe(s) de représentation et de coordination visé(s) au § 1<sup>er</sup> devra (devront) apporter la preuve de son (leur) fonctionnement démocratique selon les modalités et critères déterminés par décret.

**Art. 93.** La Chambre de recours est composée :

1° d'un nombre égal de représentants des pouvoirs organisateurs des centres officiels subventionnés et des membres du personnel technique des centres officiels subventionnés;

2° d'un président et de deux présidents suppléants choisis parmi les magistrats en activité ou admis à la retraite ou parmi les fonctionnaires généraux de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement subventionné;

3° d'un secrétaire et de deux secrétaires adjoints.

Le Gouvernement fixe le nombre de membres de la Chambre de recours visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, ainsi que la durée de leur mandat, la Chambre comprenant au moins quatre membres effectifs représentant les pouvoirs organisateurs et quatre membres effectifs représentant les membres du personnel technique.

Le président et ses deux suppléants sont désignés par le Gouvernement pour quatre ans. Les membres effectifs et suppléants sont désignés par le Gouvernement sur proposition de l'(des) organe(s) et des groupements visés à l'article 92, § 1<sup>er</sup>. A défaut d'accord au sein de ceux-ci, le Gouvernement procède directement aux désignations.

Pour chaque membre effectif, il y a deux membres suppléants désignés selon les mêmes modalités que celles visées à l'alinéa précédent.

En cas de remplacement d'un membre, le remplaçant achève le mandat de celui à la place de qui il est désigné.

Les secrétaire et secrétaires adjoints, désignés par le Gouvernement parmi les agents du Ministère, assument le secrétariat de la Chambre de recours. Ils n'ont pas voix délibérative.

**Art. 94.** Dès qu'une affaire est introduite, le président communique au membre du personnel technique et au pouvoir organisateur la liste des membres effectifs et suppléants.

Dans les dix jours qui suivent la réception de cette liste, le membre du personnel technique et le pouvoir organisateur peuvent récuser trois membres au maximum.

Toutefois, ils ne peuvent récuser en même temps un membre effectif et ses deux suppléants. Les président, présidents suppléants, les membres effectifs et les membres suppléants ne peuvent siéger dans une affaire concernant leur conjoint ou un parent ou un allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Tout membre qui se sait cause de récusation est tenu de s'abstenir.

Un membre peut également demander à être déchargé s'il estime avoir un intérêt moral en la cause ou s'il croit que l'on puisse douter de son impartialité. Le président décide de la suite à réserver à cette demande. Il peut également décharger un membre pour les mêmes motifs.

**Art. 95.** Les parties sont convoquées par le président dans les vingt jours qui suivent la réception du recours et sont entendues par la chambre de recours.

Le membre du personnel technique peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel technique des centres officiels subventionnés, en activité de service ou pensionnés, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Le pouvoir organisateur peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation représentative de pouvoirs organisateurs, par un avocat, par un défenseur choisi parmi les représentants des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné ou par un délégué d'une association qui défend les intérêts des pouvoirs organisateurs.

En cas d'absence de l'une des parties régulièrement convoquées ou de son défenseur, la chambre de recours statue valablement lors de sa deuxième séance. Les deux séances ne peuvent être espacées de moins de cinq jours. Avant de délibérer, la chambre de recours peut ordonner une enquête complémentaire et entendre des témoins.

**Art. 96.** La chambre de recours ne peut se prononcer que si au moins deux membres représentant les pouvoirs organisateurs et deux membres représentant les membres du personnel sont présents. Les membres représentant les pouvoirs organisateurs et les membres représentant les membres du personnel doivent être en nombre égal pour prendre part au vote. Le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs membres après tirage au sort.

Si le quorum visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas atteint, le président convoque une nouvelle réunion dans les quinze jours. Au cours de cette réunion, une décision pourra être prise quel que soit le nombre des membres présents.

L'avis est donné à la majorité simple des voix. Le vote est secret. En cas de parité, le président décide.

L'avis motivé de la chambre de recours est signifié aux parties par lettre recommandée à la poste dans les cinq jours qui suivent la réunion au cours de laquelle il a été donné.

**Art. 97.** La chambre de recours ne peut se réunir du 15 juillet au 15 août inclus, sauf urgence unanimement reconnue par l'ensemble des membres présents y compris le président.

**Art. 98.** Les frais de fonctionnement de la chambre de recours sont à charge de la Communauté française. Le Gouvernement détermine les indemnités auxquelles le président et les présidents suppléants ont droit. Toutefois, si le président ou le président suppléant est un fonctionnaire général, aucune indemnité n'est due.

#### CHAPITRE X. — *De la cessation des fonctions*

**Art. 99.** Pour les membres du personnel technique désignés à titre temporaire, la désignation prend fin d'office pour l'ensemble ou une partie de la charge :

1° s'ils n'ont pas été désignés à titre temporaire de façon régulière;

2° s'ils cessent de répondre aux conditions suivantes :

a) être belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) avoir satisfait aux lois sur la milice;

d) être de conduite irréprochable;

3° si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

4° s'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

5° s'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

6° si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 16 n'a été introduit ou que le membre du personnel refuse de mettre fin, après épuisement de la procédure, à une occupation incompatible;

7° s'il est constaté qu'une incapacité permanente de travail reconnue conformément à la loi ou au règlement les met hors d'état de remplir convenablement leurs fonctions;

8° en cas de nomination à titre définitif dans une autre fonction.

9° au moment du retour du titulaire de l'emploi ou du membre du personnel technique qui le remplace temporairement;

10° au moment où l'emploi occupé par le membre du personnel technique temporaire est attribué totalement ou partiellement à un autre membre du personnel, soit :

a) par application des dispositions visées au chapitre 6;

b) par application de l'article 31, § 1<sup>er</sup>;

c) par application de l'article 31, § 2;

d) par nomination définitive;

e) par attribution de l'emploi devenu définitivement vacant à un membre du personnel technique temporaire prioritaire;

11° au moment de la réception de la dépêche par laquelle la Communauté française qui octroie la subvention-traitement communique que la fonction exercée ne peut plus être subventionnée entièrement ou partiellement;

12° au terme indiqué dans l'acte de désignation et, au plus tard, à la fin de l'exercice au cours duquel la désignation a été faite;

13° au moment de la réception de l'avis de l'Office médico-social de l'Etat déclarant le membre du personnel technique temporaire définitivement inapte;

14° moyennant préavis donné conformément aux dispositions des articles 26 et 29, soit de commun accord, soit en application de l'article 28.

**Art. 100.** Les membres du personnel technique nommés à titre définitif sont démis de leurs fonctions d'office :

1° s'ils n'ont pas été nommés à titre définitif de façon régulière;

2° s'ils cessent de répondre aux conditions suivantes

a) être belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) avoir satisfait aux lois sur la milice;

d) être de conduite irréprochable;

3° si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

4° s'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

5° si, rappelés en activité de service, ils refusent, sans motif valable, d'occuper dans les dix jours l'emploi attribué par le pouvoir organisateur;

6° s'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

7° si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 16 n'a été introduit ou que le membre du personnel refuse de mettre fin, après épuisement de la procédure, à une occupation incompatible;

8° s'il est constaté qu'une incapacité permanente de travail reconnue conformément à la loi ou au règlement les met hors d'état de remplir convenablement leurs fonctions;

9° en cas de nomination à titre définitif dans une autre fonction.

10° en cas de démission volontaire. Dans ce cas, le membre du personnel technique ne peut abandonner son service qu'à la condition d'y avoir été dûment autorisé par son pouvoir organisateur ou après un préavis de quinze jours;

12° en cas de mise à la retraite pour inaptitude physique;

13° en cas de mise à la retraite normale par limite d'âge;

14° s'ils font l'objet d'une peine disciplinaire de démission d'office ou de révocation.

CHAPITRE XI. — *Des commissions paritaires**Section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Art. 101.** § 1<sup>er</sup>. Après consultation de l'(des) organe(s) de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs des centres officiels subventionnés reconnu(s) par le Gouvernement et des groupements du personnel technique des centres officiels subventionnés, au sens de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi précitée, le Gouvernement institue :

1° une commission paritaire centrale dont la compétence s'étend à tous les centres officiels subventionnés;

2° des commissions paritaires locales dont la compétence s'étend à l'ensemble des centres organisés par un même pouvoir organisateur.

L'arrêté du Gouvernement instituant une commission paritaire en précise la dénomination, la compétence et la composition.

§ 2. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003, l'(les) organe(s) de représentation et de coordination visé(s) au § 1<sup>er</sup> devra(devront) apporter la preuve de son(leur) fonctionnement démocratique selon les modalités et critères déterminés par décret.

**Art. 102.** Les décisions de la commission paritaire centrale peuvent, à sa demande, être rendues obligatoires par arrêté du Gouvernement.

Si le Gouvernement estime ne pas pouvoir donner suite à cette demande, il en fait connaître les motifs à la commission paritaire centrale.

**Art. 103.** Les règles complémentaires prises par la commission paritaire centrale ne peuvent s'écarter des règles du présent décret.

Les règles complémentaires prises par les commissions paritaires locales ne peuvent s'écarter des règles du présent décret ni des règles complémentaires fixées par la commission paritaire centrale et rendues obligatoires par arrêté du Gouvernement, et ne peuvent être rendues obligatoires que si elles sont approuvées par délibération du conseil communal ou de la députation permanente selon le cas.

*Section 2. — De la commission paritaire centrale*

**Art. 104.** La commission élabore son règlement d'ordre intérieur particulier, sous réserve d'approbation par le Gouvernement.

**Art. 105.** La commission paritaire centrale est composée :

1° d'un président et d'un vice-président;

2° d'un nombre égal de représentants des pouvoirs organisateurs des centres officiels subventionnés et des membres du personnel technique des centres officiels subventionnés;

3° d'un ou de plusieurs référendaires dont la mission est de conseiller la commission;

4° d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint. Le nombre de membres de la commission visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, ainsi que la durée des mandats des membres de la commission sont fixés par le Gouvernement.

Le président, le vice-président, le(s) référendaire(s), 1<sup>er</sup> secrétaire et le secrétaire adjoint n'ont pas voix délibérative.

La commission comprend au moins six membres effectifs représentant les pouvoirs organisateurs et six membres effectifs représentant le personnel technique.

Les représentants des pouvoirs organisateurs et les représentants des membres du personnel technique peuvent se faire assister de conseillers techniques dont le nombre maximum est déterminé par le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 105. Ils n'ont pas voix délibérative.

**Art. 106.** Les membres effectifs de la commission paritaire sont désignés par le Gouvernement sur proposition de l'(des) organe(s) et des groupements visés à l'article 101, § 1<sup>er</sup>. A défaut d'accord au sein de ceux-ci, le Gouvernement procède directement aux désignations.

Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne un membre suppléant selon les mêmes modalités.

Le président et vice-président sont choisis par le Gouvernement parmi les personnes indépendantes des intérêts dont la commission peut avoir à connaître.

Le secrétaire et secrétaire adjoint, choisis parmi les agents du Ministère, ainsi que le(s) référendaire(s) sont désignés par le Gouvernement. L'exercice des fonctions de président et de vice-président est incompatible avec l'exercice d'un mandat parlementaire.

**Art. 107.** La commission paritaire centrale a principalement pour mission :

1° de délibérer sur les conditions générales de travail;

2° d'établir pour le personnel technique visé par le présent décret des règles complémentaires aux dispositions statutaires du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;

3° de donner des avis sur toutes questions relatives à l'organisation, la défense et la promotion des centres officiels subventionnés.

**Art. 108.** Les décisions et avis de la commission paritaire centrale sont pris à l'unanimité, la majorité des membres se trouvant réunie dans chaque groupe.

Toutefois, si l'unanimité ne peut être atteinte ou si la majorité n'est pas présente au sein de chaque groupe, une nouvelle réunion de la commission paritaire se tient dans les quinze jours. Dans ce cas, les décisions et avis sont pris valablement à condition qu'ils recueillent les deux tiers des suffrages exprimés parmi les membres présents au sein de chaque groupe.

Pour l'application des alinéas qui précèdent, ne sont pas considérés comme des suffrages :

1° les votes blancs;

2° les abstentions.

*Section 3. — Des commissions paritaires locales*

**Art. 109.** Chaque commission élabore son règlement d'ordre intérieur particulier, sous réserve d'approbation par le Gouvernement.

**Art. 110.** Les commissions paritaires locales sont composées :

- 1° d'un président et d'un vice-président;
- 2° d'un nombre égal de représentants du pouvoir organisateur et des membres du personnel technique;
- 3° d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint.

Pour les centres organisés par les provinces, la présidence de ces commissions est exercée par le délégué de la députation permanente du conseil provincial.

Pour les centres organisés par les communes, la présidence de ces commissions est exercée par le bourgmestre ou son délégué.

Pour les centres organisés par la Commission communautaire française, la présidence de ces commissions est exercée par le délégué du Collège de cette institution.

Le vice-président est choisi parmi les représentants des membres du personnel technique.

**Art. 111.** Les commissions paritaires locales ont principalement pour mission, chacune dans leur champ de compétence :

- 1° de délibérer sur les conditions générales de travail;
- 2° d'établir pour le personnel technique des règles complémentaires aux dispositions statutaires du présent décret et de ses arrêtés d'exécution et aux règles complémentaires fixées par la commission paritaire centrale rendues obligatoires par le Gouvernement;
- 3° de donner des avis sur toutes questions relatives à l'organisation, la défense et la promotion des centres officiels subventionnés;
- 4° de connaître des demandes d'avis introduites par le membre du personnel technique ou le pouvoir organisateur en matière d'incompatibilité conformément à l'article 16;
- 5° remettre un avis préalable sur toute demande relative à la dérogation visée aux articles 3, § 2, et 4, § 2, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux.

**Art. 112.** Les décisions et avis des commissions paritaires locales sont pris à l'unanimité, la majorité des membres se trouvant réunie dans chaque groupe.

Toutefois, si l'unanimité ne peut être atteinte ou si la majorité n'est pas présente au sein de chaque groupe, une nouvelle réunion de la commission paritaire se tient dans les quinze jours.

Si lors de la seconde réunion, l'unanimité ne peut toujours pas être atteinte ou si la majorité n'est toujours pas présente au sein de chaque groupe, le Président décide.

Pour l'application des alinéas qui précèdent, ne sont pas considérés comme des suffrages :

- 1° les votes blancs;
- 2° les abstentions.

Dans le mois de leur adoption par la commission paritaire locale, les règles complémentaires visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, sont communiquées par celle-ci à la Commission paritaire centrale visée à l'article 101, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

*Section 4. — Contrôle et sanction des décisions des commissions paritaires rendues obligatoires*

**Art. 113.** L'exécution des décisions rendues obligatoires conformément à l'article 102 est surveillée, sans préjudice des devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire, par des agents désignés par le Gouvernement.

En cas d'infraction, les agents mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup> dressent des procès-verbaux qu'ils transmettent au procureur du Roi compétent et une copie en est adressée, par lettre recommandée à la poste, au contrevenant dans les huit jours, le tout à peine de nullité.

Les agents mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ont le libre accès aux locaux où les membres du personnel technique exercent leurs missions.

Les directeurs et le personnel administratif sont tenus de leur fournir les renseignements dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur mission.

Toute infraction aux dispositions rendues obligatoires conformément à l'article 102 est punie d'une amende de 2,50 euros à 2 500 euros. L'amende est encourue autant de fois qu'il y a de personnes employées en contravention desdites décisions, sans que le total des amendes puisse dépasser 5 000 euros.

Les peines prévues à l'alinéa précédent sont applicables à tout membres du personnel technique et administratif qui contrevient aux mêmes dispositions.

Les pouvoirs organisateurs, les directions des centres ainsi que les membres du personnel technique et administratif qui ont mis obstacle à la surveillance organisée en vertu du présent décret sont punis d'une amende de 1 euro à 2,50 euros, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des peines édictées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

Est puni d'une amende de 2,50 euros à 2 500 euros quiconque a, dans le but d'induire en erreur, fait des déclarations inexactes au cours des enquêtes effectuées par le service de contrôle.

Les pouvoirs organisateurs sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs de centres.



CHAPITRE XII. — *Inopposabilité des clauses contraires au statut*

**Art. 114.** Toute disposition dans un acte de désignation ou dans un règlement de travail, contraire aux dispositions légales impératives au présent décret ou aux règles complémentaires fixées par les commissions paritaires compétentes et rendues obligatoires est inopposable.

CHAPITRE XIII. — *Dispositions modificative, abrogatoire, transitoires et finale*

**Art. 115.** Dans l'article 24, § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel qu'introduit par le décret du 8 février 1999, le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Les alinéas 1<sup>er</sup> à 3 du présent paragraphe ne sont pas applicables en cas d'application de l'article 111bis du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, de l'article 101quater du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, de l'article 68 du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés et de l'article 80 du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés. »

**Art. 116.** Les membres du personnel technique subventionnés qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, occupent à titre définitif un emploi de la fonction d'auxiliaire psycho-pédagogique en contradiction avec, selon le cas, les dispositions de l'article 3, § 2, ou de l'article 4, § 2, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux demeurent nommés à la dite fonction et restent soumis à l'application du présent décret.

Lorsqu'il est procédé au remplacement temporaire d'un membre du personnel technique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, absent en raison d'un congé ou d'une disponibilité, ce remplacement est effectué par priorité par un membre du personnel technique en disponibilité par défaut d'emploi conformément au chapitre 6.

A défaut, il est procédé au remplacement du membre du personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> par la désignation à titre temporaire d'un membre du personnel à la fonction d'auxiliaire psycho-pédagogique.

**Art. 117.** Les membres du personnel technique subventionné qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, occupent effectivement à titre temporaire un emploi définitivement vacant de la fonction d'auxiliaire psycho-pédagogique en contradiction avec, selon le cas, les dispositions de l'article 3, § 2, ou de l'article 4, § 2, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux sont maintenus en qualité de membre du personnel technique temporaire dans ladite fonction et restent soumis à l'application du présent décret.

Il est procédé au remplacement du membre du personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> par la désignation à titre temporaire d'un membre du personnel à la fonction d'auxiliaire psycho-pédagogique.

Aux conditions prescrites par le présent décret ou, le cas échéant, en application de l'article 122, alinéa 1<sup>er</sup>, les membres du personnel technique visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont nommés à titre définitif à la fonction d'auxiliaire psycho-pédagogique.

Les membres du personnel nommés à titre définitif à la fonction d'auxiliaire psycho-pédagogique en application de l'alinéa précédent sont remplacés conformément à l'article 116.

**Art. 118.** Les membres du personnel technique subventionné qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, occupent effectivement à titre temporaire un emploi temporairement vacant de la fonction d'auxiliaire psycho-pédagogique en contradiction avec, selon le cas, les dispositions de l'article 3, § 2, ou de l'article 4, § 2, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux sont maintenus en qualité de membre du personnel technique temporaire dans ladite fonction et restent soumis à l'application du présent décret.

Il est procédé au remplacement du membre du personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> par la désignation à titre temporaire d'un membre du personnel à la fonction d'auxiliaire psycho-pédagogique.

Aux conditions prescrites par le présent décret ou, le cas échéant, en application de l'article 122, alinéa 1<sup>er</sup>, les membres du personnel technique visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont nommés à titre définitif à la fonction d'auxiliaire psycho-pédagogique pour autant que, jusqu'à la date à laquelle l'emploi qu'ils occupent est déclaré définitivement vacant, les périodes de désignation successives dont ils ont fait l'objet aient été effectuées sans interruption.

Les membres du personnel nommés à titre définitif à la fonction d'auxiliaire psycho-pédagogique en application de l'alinéa précédent sont remplacés conformément à l'article 116.

**Art. 119.** Pour l'application de l'article 21, 1°, sont également assimilés au titre requis pour la fonction de conseiller psycho-pédagogique, les diplômés de licencié en :

- 1° psychologie;
- 2° orientation et sélection professionnelles;
- 3° sciences psychologiques et pédagogiques;
- 4° sciences psychologiques;
- 5° psychologie appliquée;
- 6° psychologie clinique;
- 7° sciences psycho-pédagogiques.

**Art. 120.** Pour l'application de l'article 21, 1°, sont réputés être porteurs du titre requis pour la fonction de conseiller psycho-pédagogique les membres du personnel technique nommés à titre définitif à ladite fonction avant la date d'entrée en vigueur du présent décret sur la base du diplôme de licencié en :

1° sciences de l'éducation;

2° sciences pédagogiques.

Sont également réputés être porteurs du titre requis pour la fonction de conseiller psycho-pédagogique, les membres du personnel technique qui, sur la base du diplôme de licencié visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> et avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, ont été désignés à titre temporaire à ladite fonction et qui comptabilisent 360 jours de services dans ladite fonction au sein des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés.

**Art. 121.** Les membres du personnel technique subventionnés, nommés à titre définitif à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont censés être nommés à titre définitif au sens du présent décret, dans les attributions exercées à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret et affectés au centre dans lequel ils exercent ces attributions.

**Art. 122.** Les membres du personnel technique subventionnés qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, occupent temporairement un emploi dans une fonction de recrutement, peuvent être nommés à titre définitif au plus tard le 1<sup>er</sup> jour du troisième mois qui suit la date de publication du présent décret au *Moniteur belge*, à condition qu'à la date de la nomination, ils satisfassent aux conditions de l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, à l'exception des 80 et 120, et qu'en outre, ils aient occupé pendant deux ans un emploi subventionné.

La nomination visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut être accordée que dans un emploi vacant qui, sur la base des dispositions du chapitre 6, n'est plus accessible par réaffectation ou rappel provisoire à l'activité d'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Les membres du personnel visés au prescrit paragraphe qui n'ont pas bénéficié de la disposition de l'alinéa 1<sup>er</sup> valorisent l'ancienneté acquise au sein du pouvoir organisateur selon le mode de calcul prévu à l'article 36, pour autant qu'ils soient prioritaires auprès du pouvoir organisateur conformément à l'article 23, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 123.** Les membres du personnel subventionnés qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, occupent temporairement un emploi dans une fonction de promotion, peuvent être nommés à titre définitif dans cette fonction dès qu'ils satisfont à la condition de l'article 42, 1°, et remplissent la condition d'aptitude physique fixée à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, 6°.

La nomination visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut être accordée que dans l'emploi qui, sur la base des dispositions du chapitre 6, n'est plus accessible par réaffectation ou rappel provisoire à l'activité d'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Par dérogation à l'article 44 et en attendant cette nomination, les membres du personnel visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent continuer à exercer la fonction dont ils ont été chargés temporairement.

**Art. 124.** Les membres du personnel technique en disponibilité par défaut d'emploi à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés avoir été affectés au centre dans lequel ils étaient titulaires d'un emploi au 31 août qui précède leur mise en disponibilité.

**Art. 125.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 31 janvier 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

—  
Note

(1) *Session 2001-2002.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 231-1. — Amendements de commission, n° 231-2. — Rapport, n° 231-3. — Amendements de séance, n° 231-4.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 22 janvier 2002.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 1051

[S - C - 2002/29131]

**31 JANUARI 2002. — Decreet tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Artikel 1.** Dit statuut is van toepassing op :

1° de leden van het tijdelijk en definitief gesubsidieerd technisch personeel van de officiële psycho-medisch-sociale centra die worden gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, met uitzondering van deze personeelsleden die geen weddetoelage krijgen ten laste van de Franse Gemeenschap, behoudens de vermeldingen in artikel 23, § 2, eerste lid, en in artikelen 25, § 2, en 32, § 2;

2° de inrichtende machten van deze centra.

Voor de toepassing van dit decreet :

1° dient te worden verstaan onder "centrum" of "psycho-medisch-sociaal centrum", de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra van onderwijsinrichtingen voor voltijds kleuter-, lager en secundair onderwijs en buitengewoon onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra voor inrichtingen voor buitengewoon onderwijs;

2° dient te worden verstaan onder "vacante betrekking", de betrekking die door de inrichtende macht is vrijgemaakt en die niet is toegekend aan een vast benoemd personeelslid in de zin van dit decreet en die in aanmerking komt voor het toelagestelsel van de Franse Gemeenschap en waarvoor een weddetoelage werd toegestaan;

3° zijn de begrippen "hoofdambt" en "bijambt" gedefinieerd overeenkomstig het koninklijk besluit van 15 april 1958 tot vaststelling van het geldelijk statuut van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Onderwijs;

4° dient te worden verstaan onder "bijkomende regels van de bevoegde paritaire commissie", de regels die bovenop dit decreet zijn vastgelegd door de in artikel 101, § 1, bedoelde paritaire commissies;

5° worden de termijnen als volgt berekend :

a) de datum van de akte, waarmee alles begint, wordt niet meegerekend;

b) de vervaldatum zit vervat in de berekening; wanneer deze dag valt op een zaterdag, een zondag of een feestdag, die feestdagen van of in de Franse Gemeenschap inbegrepen, valt de vervaldag evenwel op de eerstvolgende werkdag;

6° het dienstjaar begint op 1 september van een jaar en eindigt op 31 augustus van het daaropvolgende jaar.

Het gebruik in dit decreet van mannelijke benamingen voor verschillende bekwaamheidsbewijzen en ambten is gemeenschachtelijk zodat de leesbaarheid van de tekst gegarandeerd is niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van beroepsnamen.

**Art. 2.** De ambten van het technisch personeel zijn als volgt gerangschikt :

1° Wervingsambten :

a) psychopedagogisch consulent;

b) maatschappelijk werker;

c) paramedisch werker;

d) psychopedagogisch werker;

2° Bevorderingsambten :

a) directeur.

**Art. 3.** De inrichtende macht bepaalt de volgorde van de opvolging van de ambten in het (de) centrum (centra) die zij inricht, rekening houdend met de bepalingen van artikelen 3 en 4 van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, na het advies te hebben ingewonnen van de lokale paritaire commissie.

Het in het eerste lid bedoelde advies wordt uitgebracht binnen de twintig dagen.

De opvolging van de ambten wordt vastgelegd voor een termijn van drie dienstjaren. Zij wordt verlengd voor dezelfde termijn, behalve wanneer een nieuwe opvolging van de ambten die is vastgelegd volgens dezelfde wijzen als deze bedoeld in het eerste lid ter kennis wordt gebracht van de Regering via een ter post aangetekend schrijven, vóór 1 september van het laatste dienstjaar van de lopende termijn.

De vaststelling van de opvolging van de ambten alsook iedere wijziging hieraan wordt ter kennis gebracht van de Regering die deze goedkeurt. De betekening gaat vergezeld van het advies van de lokale paritaire commissie.

**Art. 4.** De leden van het technisch personeel worden tijdelijk aangesteld en vast benoemd door de inrichtende macht en door haar geaffecteerd naar een centrum.

HOOFDSTUK II. — *Plichten en onverenigbaarheden**Afdeling 1. — Plichten*

**Art. 5.** De leden van het technisch personeel vervullen hun opdrachten in het belang van de consultants.

Onverminderd het eerste lid behartigen zij steeds de belangen van het centrum en van het officieel onderwijs.

**Art. 6.** Ze volbrengen persoonlijk en nauwgezet de verplichtingen die hen zijn opgelegd door de wetten, decreten, besluiten en verordeningen, door de bijkomende regels van de paritaire commissies en door het aanstellingscontract.

Zij volgen stipt de dienstorders op en vervullen hun taak met ijver en nauwgezetheid.

**Art. 7.** Ze dienen zich zo correct mogelijk te gedragen zowel in hun betrekkingen in dienstverband als in hun betrekkingen met het publiek, het personeel van de scholen, de leerlingen en de ouders van leerlingen.

Zij staan elkaar bij als het belang van het centrum dit vereist.

Zij moeten alles vermijden wat de eer of de waardigheid van hun ambt zou kunnen besmeuren.

**Art. 8.** De leden van het technisch personeel mogen bij de uitoefening van hun ambt de personen die op hen beroep doen, niet blootstellen aan daden van politieke, godsdienstige of filosofische propaganda of handelsreclame.

**Art. 9.** Zij zijn gehouden aan het beroepsgeheim.

**Art. 10.** Zij verlenen, binnen de perken opgelegd door de regelgeving, de bijkomende regels van de paritaire commissies en door het aanstellingscontract, de nodige prestaties voor de goede werking van de centra.

Zij kunnen de uitoefening van hun ambt niet staken zonder voorafgaande toelating.

**Art. 11.** Zij mogen, rechtstreeks of via een tussenpersoon, zelfs buiten hun functies maar hiermee in verband, geen giften, geschenken, premies of eender welke voordelen vragen, eisen of aanvaarden.

**Art. 12.** Zij mogen geen activiteit uitoefenen die strijdig is met de Grondwet en de wetten van het Belgische volk.

**Art. 13.** Zij mogen van hun opdrachten in het centrum geen gebruik maken voor private beroepspraktijken.

#### *Afdeling 2. — Onverenigbaarheden*

**Art. 14.** Is onverenigbaar met de hoedanigheid van lid van het technisch personeel van een gesubsidieerd officieel psycho-medisch-sociaal centrum, iedere handelswijze die schade zou kunnen toebrengen aan de uitvoering van de plichten die voortvloeien uit het specifiek karakter van het opvoedingsproject van de inrichtende macht waarvan het afhangt of die in strijd zou zijn met de waardigheid van het ambt.

De onverenigbaarheden zoals bedoeld in het eerste lid worden vermeld in iedere aanstellings- of benoemingsakte.

**Art. 15.** De inrichtende macht stelt de in artikel 14 bedoelde onverenigbaarheden vast. Zij stelt het betrokken lid van het technisch personeel hiervan bij aangetekend schrijven in kennis binnen de twintig dagen na de dag dat zij de onverenigbaarheid vaststelt.

**Art. 16.** In geval van betwisting omtrent het bestaan van een in artikel 14 bedoelde onverenigbaarheid, kan de inrichtende macht of het lid van het technisch personeel het advies vragen van de lokale paritaire commissie en dit binnen de acht dagen na de betekening zoals bedoeld in artikel 15.

Zodra zij het advies van de lokale paritaire commissie heeft ontvangen, beschikken de inrichtende macht en het lid van het technisch personeel over acht dagen om een beroep in te stellen bij de Beroepskamer dewelke een advies uitbrengt binnen vijfenveertig dagen.

Wanneer geen enkele adviesaanvraag werd ingediend bij de lokale paritaire commissie binnen de in het eerste lid van dit artikel bedoelde termijn, kan het lid van het technisch personeel, binnen de achtentwintig dagen na de betekening bedoeld in artikel 15, een beroep instellen bij de Beroepskamer die een advies uitbrengt binnen de vijfenveertig dagen.

Het lid van het technisch personeel dat gebruik maakt van zijn recht op beroep stuurt hiervan onmiddellijk een afschrift naar zijn inrichtende macht.

De eindbeslissing van de inrichtende macht is steeds conform het advies van de beroepskamer. De inrichtende macht neemt deze eindbeslissing binnen de maand na de ontvangst van het advies.

### HOOFDSTUK III. — *Werving*

#### *Afdeling 1. — Algemeen*

**Art. 17.** De wervingsambten mogen worden uitgeoefend door de leden van het technisch personeel die tijdelijk zijn aangesteld of vast benoemd.

**Art. 18.** Bij zijn eerste aanstelling legt het lid van het technisch personeel de eed af in handen van de inrichtende macht of diens afgevaardigde.

De in het eerste lid bedoelde eed wordt uitgesproken in de woorden zoals bepaald door artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831.

Hiervan wordt akte gegeven aan het lid van het technisch personeel.

#### *Afdeling 2. — Tijdelijke aanstelling en tijdelijk technisch personeel*

**Art. 19.** Voor de toepassing van deze afdeling, dient te worden verstaan onder "inrichtende macht" :

- 1° het college van burgemeester en schepenen voor de centra die zijn ingericht door de steden en gemeenten;
- 2° de permanente deputatie van de Provincieraad voor de centra die zijn ingericht door de provincies;
- 3° het College van de Franse Gemeenschapscommissie voor de centra die door deze instelling zijn ingericht.

Iedere aanstelling door het College van burgemeester en schepenen is ondergeschikt aan de bekrachtiging door de gemeenteraad binnen een termijn van drie maanden.

**Art. 20.** Niemand kan tijdelijk door de inrichtende macht worden aangesteld indien hij, op het ogenblik van zijn aanstelling, niet aan volgende voorwaarden voldoet :

1° Belg zijn of ingezetene van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° zijn politieke en burgerlijke rechten genieten;

4° voldaan hebben aan de wetten op de dienstplicht;

5° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs in verband met het te verlenen ambt, zoals bedoeld in artikel 21;

6° bij de indiensttreding, een medisch attest overhandigen dat nog geen zes maanden oud is en waarbij verklaard wordt dat zijn gezondheidstoestand zodanig is dat deze geen gevaar oplevert voor de gezondheid van diegene die op hem een beroep doen en de andere personeelsleden;

7° in regel zijn met de wettelijke en verordenende bepalingen aangaande de taalregeling;

8° niet geschorst zijn bij tuchtmaatregel, niet disciplinair geschorst zijn, niet ter beschikking gesteld zijn bij tuchtmaatregel of niet op disciplinaire non-activiteit geplaatst zijn door de inrichtende macht waarvan hij afhangt of door een andere inrichtende macht.

De inrichtende macht kan slechts een tijdelijk lid van het technisch personeel aanstellen nadat is voldaan aan de in hoofdstuk 6 bedoelde bepalingen.

**Art. 21.** De vereiste bekwaamheidsbewijzen voor bovenvermelde wervingsambten zijn als volgt vastgelegd :

1° Psychopedagogisch consultant : het diploma van licentiaat psychologische wetenschappen;

2° Sociaal werker :

a) het diploma van maatschappelijk werker of van maatschappelijk assistent(e), uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 februari 1952 houdende organisatie van het onderwijs van de sociale dienst;

b) het diploma van maatschappelijk werker of van maatschappelijk assistent(e), uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen.

3° Paramedische werker :

De diploma's van vroedvrouw, gegradueerd ziekenhuisverpleger, gegradueerd psychiatrisch verpleger, gegradueerd verpleger pediatrie en gegradueerd sociaal verpleger, uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 tot vaststelling van de voorwaarden voor het behalen van het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster, gewijzigd door het koninklijk besluit van 11 juli 1960.

Worden eveneens geacht in het bezit te zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs, de kandidaten die, overeenkomstig artikel 25 van voormeld koninklijk besluit van 17 augustus 1957, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 11 juli 1960, worden toegelaten de titel van gegradueerd ziekenhuisverpleger te dragen.

De diploma's van vroedvrouw en van gegradueerd verple(e)g(st)er, uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen en het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 21 april 1994 tot vaststelling van de voorwaarden voor het behalen van de diploma's van vroedvrouw en gegradueerd verple(e)g(st)er.

4° Psychopedagogische werker :

a) het bekwaamheidsattest voor de ambten van consultant of assistent beroepsoriëntatie, uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 oktober 1936;

b) het diploma van assistent psychologie, uitgereikt door een inrichting die is ingericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap.

**Art. 22.** Iedere aanstelling in een wervingsambt is het voorwerp van een geschrift waarin minstens wordt vermeld :

1° de identiteit van de inrichtende macht :

2° de identiteit van het lid van het technisch personeel;

3° het uit te oefenen ambt alsook de kenmerken en omvang van de opdracht;

4° het centrum waarnaar hij wordt geaffecteerd;

5° indien de betrekking vacant is of niet en, in geval van dit laatste, de naam van de titularis van deze betrekking en, desgevallend, deze van zijn tijdelijke plaatsvervanger;

6° desgevallend, de bijkomende verplichtingen zoals bedoeld in artikel 6 en de overenigbaarheden zoals bedoeld in artikel 14;

7° de datum van indiensttreding;

8° de datum waarop de aanstelling ten einde loopt. Deze datum komt uiterlijk overeen met het einde van het lopend dienstjaar.

Op het ogenblik van de aanstelling geeft de inrichtende macht aan het tijdelijk lid van het technisch personeel een geschreven akte waarin de in het eerste lid bedoelde vermeldingen staan opgenomen. Bij ontstentenis van geschrift wordt het tijdelijk lid van het technisch personeel geacht te zijn aangesteld in het ambt, de opdracht en de betrekking die het daadwerkelijk uitoefent.

Op het einde van iedere periode van dienstactiviteit overhandigt de inrichtende macht aan het tijdelijk lid van het technisch personeel een attest waarin melding wordt gemaakt van de gepresteerde diensten per uitgeoefend ambt, met de begin- en einddata, alsook de aard van het ambt en de bezettingsgraad van de betrekking. Zij geeft het technisch personeelslid eveneens alle sociale documenten.

**Art. 23.** § 1. Voor iedere aanstelling in de hoedanigheid van tijdelijk lid van het technisch personeel in een ambt waarvoor hij het in artikel 21 bedoeld vereist bekwaamheidsbewijs bezit, krijgt het technisch personeelslid dat 360 dagen dienst daadwerkelijk gepresteerd heeft in een van de in artikel 2 bedoelde ambten als hoofdamt bij deze inrichtende macht, gespreid over minstens twee dienstjaren en verworven tijdens de jongste vijf boekjaren, voorrang bij de inrichtende macht en wordt deze opgenomen in het klassement van deze inrichtende macht.

De aanstellingen geschieden op grond van de rangschikking. Deze wordt opgesteld op basis van het aantal dagen dienstanciënniteit, berekend overeenkomstig artikel 36, § 1.



Bij gelijke dienstanciënniteit wordt voorrang verleend aan het technisch personeelslid met de hoogste ambtsanciënniteit, berekend overeenkomstig artikel 36, § 2.

Bij gelijke ambtsanciënniteit wordt voorrang verleend aan het oudste lid van het technisch personeel.

Bij gelijke leeftijd wordt voorrang verleend aan het lid van het technisch personeel wiens jaartal tijdens hetwelk het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het gesolliciteerd ambt uitgereikt is, het oudst is.

Ieder vast benoemd personeelslid dat wenst over te gaan naar een ander wervingsambt waarvoor hij het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit en waarin hij minstens 180 dagen dienstanciënniteit telt, zal op eigen verzoek worden geklasseerd bij de prioritaireren.

§ 2. Na uitputting van de lijst van prioritaire kandidaten bedoeld in § 1, en volgens de wijzen bepaald door de lokale paritaire commissie, moet de inrichtende macht de leden van het technisch personeel die zijn aangesteld in en niet gesubsidieerde betrekking iedere gesubsidieerde betrekking aanbieden, voorzover zij houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 21 en dat zij bij de uitoefening van een niet gesubsidieerde betrekking een anciënniteit hebben verworven die gelijkaardig is met de in § 1 bedoelde prioritaire leden van het technisch personeel.

Na de in het eerste lid bedoelde procedures kiest de inrichtende macht onder de kandidaten wanneer meerdere kandidaten in de niet-prioritaire groep zich aanbieden voor hetzelfde ambt.

§ 3. Na uitputting van de eventuele beroepsprocedures worden de diensten waaraan een einde wordt gesteld via een ontslag niet in aanmerking genomen voor de berekening van de 360 dagen dienst waarvan sprake in § 1 bij de inrichtende macht die een eind heeft gesteld aan de functies, behalve als deze het ontslagen technisch personeelslid opnieuw aanwerft.

§ 4. De in §§ 1 en 2, eerste lid, bedoelde voorrang geldt voor alle vacante betrekkingen alsook voor niet vacante betrekkingen en waarvan de houder of het technisch personeelslid dat deze tijdelijk vervangt, vervangen dient te worden voor een ononderbroken termijn van mintens acht weken.

§ 5. De in § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid, bedoelde kandidaten die wensen gebruik te maken van hun voorrangrecht moeten, op straffe van uitsluiting voor het desbetreffende boekjaar, hun kandidatuur indienen via aangetekend schrijven, voor 31 mei, bij de inrichtende macht waarbij zij voorrang hebben bekomen. In deze brief wordt het ambt vermeld waarop de kandidatuur betrekking heeft.

§ 6. De akte waarmee de kandidaat zijn voorrang laat gelden, is geldig voor het volgend dienstjaar. De kandidaat die de hem overeenkomstig de voorrangregels aangeboden betrekking weigert, verliest zijn voorrang voor een betrekking in hetzelfde ambt tijdens het lopend dienstjaar, behalve indien hij motieven kan invoeren die door de lokale paritaire commissie worden toegestaan.

§ 7. De in § 1 bedoelde anciënniteit wordt berekend op de laatste dag van het dienstjaar volgens de wijzen zoals bedoeld in artikel 36.

§ 8. Het bevoegd bestuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap verschaft, op gewoon verzoek van de kandidaten en tegen betaling van de verzendingskosten, de lijst van de centra met vermelding van de inrichtende macht die deze inricht, per provincie.

Onder dezelfde voorwaarden verschaft zij tevens de lijst van de centra die zijn gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met vermelding van de inrichtende macht die deze inricht.

§ 9. De inrichtende macht bezorgt tijdens de eerste veertien dagen van de maand mei de lijst van de vacante betrekkingen aan de betrokken leden van het technisch personeel, volgens de wijzen bepaald door de lokale paritaire commissie.

Om de drie maanden wordt tevens een lijst bezorgt door de inrichtende macht aan de lokale paritaire commissie.

**Art. 24.** Op het einde van een actieve dienstperiode van minstens zes maanden van een tijdelijk lid van het technisch personeel stelt de inrichtende macht of diens afgevaardigde een omstandig verslag op over de wijze waarop het personeelslid zich heeft gekweten van zijn taak, waarvan het model wordt vastgelegd door de centrale paritaire commissie bedoeld in artikel 101, § 1, eerste lid, 1°.

Het verslag wordt voorgelegd aan het betrokken tijdelijk lid van het technisch personeel.

Als het personeelslid van oordeel is dat de inhoud van het verslag ongegrond is, vermeldt hij dit erbij wanneer hij het voor gezien tekent.

**Art. 25.** Niemand kan door de inrichtende macht worden aangesteld in de hoedanigheid van prioritaire tijdelijke indien hij niet aan volgende voorwaarden voldoet :

1° Belg zijn of ingezetene van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° zijn politieke en burgerlijke rechten genieten;

4° hebben voldaan aan de wetten op de dienstplicht;

5° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs in verband met het te verlenen ambt, zoals bedoeld in artikel 21;

6° bij de indienstreding, een medisch attest overhandigen dat nog geen zes maanden oud is en waarbij verklaard wordt dat de kandidaat zijn gezondheidstoestand zodanig is dat deze geen gevaar oplevert voor de gezondheid van de personen die hem raadplegen en de andere personeelsleden;

7° in regel zijn met de wettelijke en verordenende bepalingen aangaande de taalregeling;

8° niet geschorst zijn bij een tuchtmaatregel, niet disciplinair geschorst zijn, niet ter beschikking gesteld zijn bij tuchtmaatregel of niet op disciplinaire non-activiteit geplaatst zijn door de inrichtende macht waarvan hij afhangt of door een andere inrichtende macht;

9° in het betrokken ambt geen ongunstig verslag hebben gekregen zoals bedoeld in artikel 24 en strekkende over een ononderbroken tijdelijke aanstellingsperiode van minstens drie maanden tijdens een dienstjaar;

10° gerangschikt zijn als prioritaire volgens de wijzen bepaald in artikel 23, § 1. Het lid van het technisch personeel wordt geacht te voldoen aan de voorwaarde gesteld in het eerste lid, 9°, zolang er door de inrichtende macht of diens afgevaardigde geen ongunstige verslag is opgesteld tegen hem strekkende over een ononderbroken aanstellingsperiode van minstens drie maanden tijdens een dienstjaar.

Het verslag wordt ter ondertekening voorgelegd aan het betrokken lid van het tijdelijk technisch personeel. De procedure wordt voortgezet als het technisch personeelslid weigert het verslag te vizeren.

Indien het lid van het technisch personeel van oordeel is dat de inhoud van het verslag ongegrond is, vermeldt hij dit erbij wanneer hij het viseert en heeft hij het recht om, binnen de tien werkdagen na de ontvangst van dit verslag, beroep in te stellen bij de Beroepskamer.

Het lid van het technisch personeel dat gebruik maakt van zijn recht op beroep stuurt hiervan onmiddellijk een afschrift naar zijn inrichtende macht.

De Beroepskamer verstrekt haar advies aan de inrichtende macht binnen een termijn van twee maanden vanaf de ontvangst van het beroep.

De inrichtende macht neemt haar beslissing binnen een maand vanaf de ontvangst van het advies van de Beroepskamer.

§ 2. In afwijking van artikel 1, eerste lid, is paragraaf 1 eveneens van toepassing op de leden van het technisch personeel die met ouderschapsverlof of ziekteverlof zijn.

**Art. 26.** Een niet-prioritair tijdelijk lid van het technisch personeel kan ontslaan worden door de inrichtende macht waarvan het afhangt, mits een opzegging van vijftien dagen, ingaand op de dag van de betekening. Dit ontslag wordt met redenen omkleed, op straffe van nietigheid.

Voorafgaand aan de kennisgeving van ieder ontslag moet het technisch personeelslid verzocht geweest zijn zich te laten horen door de inrichtende macht. De oproeping tot de hoorzitting alsook de motieven waarom de inrichtende macht overweegt het personeelslid te ontslaan moeten hen kenbaar worden gemaakt vijf werkdagen voor de hoorzitting, hetzij bij ter post aangetekende brief, hetzij door persoonlijke overhandiging met ontvangstbewijs. Tijdens de hoorzitting mag het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de leden van het technisch personeel van de gesubsidieerde officiële centra, in actieve dienst of op rust, of door een vertegenwoordiger van een representatieve vakorganisatie. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het personeelslid, dat wettelijk is opgeroepen, niet verschijnt op de hoorzitting of er niet vertegenwoordigd is.

Indien het lid van het technisch personeel of diens vertegenwoordiger evenwel redenen van overmacht kunnen invoeren dewelke hun afwezigheid op de hoorzitting verantwoorden, wordt het lid van het technisch personeel andermaal opgeroepen op een hoorzitting, betekend overeenkomstig het tweede lid.

In dit geval, en zelfs wanneer het lid van het technisch personeel of zijn vertegenwoordiger niet zijn verschenen op de hoorzitting, wordt de procedure geldig voortgezet.

Het lid van het tijdelijk technisch personeel, wiens opzegtermijn loopt, kan binnen de tien dagen na de betekening van de opzeg, een beroep instellen bij de Beroepskamer tegen de beslissing tot ontslag.

Het lid van het technisch personeel dat gebruik maakt van zijn recht op beroep stuurt hiervan onmiddellijk een afschrift naar zijn inrichtende macht.

De Beroepskamer verstuurt een advies naar de inrichtende macht binnen een termijn van hoogstens vijftien dagen ingaande op de dag van de ontvangst van het beroep.

De beslissing wordt genomen door de inrichtende macht binnen de dertig dagen vanaf de ontvangst van het advies van de Beroepskamer.

Het beroep werkt niet opschortend.

Het tijdelijk lid van het technisch personeel wordt gehoord door de Beroepskamer. Hij kan zich laten bijstaan door een advocaat, een verdediger gekozen onder de leden van het technisch personeel van de gesubsidieerde officiële centra, in actieve dienst of op rust, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie.

§ 2. Als het lid van het tijdelijk technisch personeel prioritair is in de zin van artikel 23, § 1, wordt dezelfde procedure als bedoeld in § 1 toegepast, maar in dit geval is het advies van de Beroepskamer bindend voor de inrichtende macht.

**Art. 27.** De beslissing tot ontslag wordt door de inrichtende macht meegedeeld aan het lid van het technisch personeel.

Ze wordt ter kennis gebracht via een schriftelijk document dat persoonlijk wordt overhandigd of verstuurd via een ter post aangetekende brief of bij deurwaardersexploot.

De handtekening van diegene aan wie het document persoonlijk werd overhandigd, bewijst enkel dat hij het document heeft ontvangen.

Als de betekening via een ter post aangetekend schrijven wordt verstuurd, gaat ze in op de derde werkdag na de verzending.

Het document vermeldt de aanvangsdatum van de opzegtermijn, dewelke niet vroeger kan ingaan dan de datum van overhandiging van het document, en de duur ervan.

Bij gebrek aan betekening wordt de beslissing tot ontslag als van gener waarde beschouwd.

In geval van ontslag verliest het tijdelijk aangesteld lid van het technisch personeel de voorrang die hij had verworven bij de betrokken inrichtende macht. Hij krijgt ze evenwel terug wanneer hij opnieuw aangesteld wordt door deze inrichtende macht.

**Art. 28.** De inrichtende macht kan ieder lid van het tijdelijk technisch personeel ontslaan zonder opzegtermijn wegens zware fout.

Wordt beschouwd als een zware fout, ieder gebrek dat iedere professionele samenwerking tussen het personeelslid en de inrichtende macht waartoe hij behoort onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt.

Zodra zij kennis neemt van elementen die kunnen wijzen op een zware fout, roept de inrichtende macht bij ter post aangetekend schrijven het lid van het technisch personeel op voor verhoor dat plaats moet hebben ten vroegste vijf werkdagen en ten laatste tien werkdagen na de verzending van de oproeping.

Als de inrichtende macht na de hoorzitting van oordeel is dat er voldoende elementen zijn die wijzen op een zware fout, mag ze binnen de drie dagen na de hoorzitting overgaan tot ontslag.

Het ontslag wordt vergezeld van het bewijs van de werkelijkheid van de ten laste gelegde feiten. Het wordt ter kennis gebracht van het lid van het technisch personeel, hetzij bij deurwaardersexploot, hetzij bij ter post aangetekende brief, dewelke ingaat op de derde werkdag na de dag van de verzending.

Tijdens de hoorzitting kan het lid van het technisch personeel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de leden van het technisch personeel van de gesubsidieerde officiële centra, in actieve dienst of op rust, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie.

**Art. 29.** Een lid van het technisch personeel dat tijdelijk is aangesteld, kan ontslag nemen.

Als dit ontslag niet aanvaard wordt door de inrichtende macht, wordt het gegeven mits een opzegtermijn van acht dagen.

De tijdelijke stelt zijn inrichtende macht in kennis van zijn beslissing om ontslag te nemen. Deze betekening geschiedt door de persoonlijke overhandiging van een schriftelijk document, of door de verzending van een ter post aangetekende brief of nog bij deurwaardersexploot. De handtekening hierop van diegene aan wie het document werd overhandigd, bewijst enkel dat hij dit document heeft ontvangen. Als de betekening geschiedt aan de hand van een ter post aangetekende brief, gaat deze in op de derde werkdag na de verzending.

Dit geschrift vermeldt de aanvangsdatum van de opzegtermijn, dewelke niet vroeger kan beginnen dan de datum waarop het document persoonlijk werd overhandigd, en de duur ervan. Als het ontslag aanvaard is, vermeldt dit document de datum waarop dit ingaat.

Bij gebrek aan betekening wordt de beslissing tot ontslag als van gener waarde beschouwd.

#### *Afdeling 3. — Vaste benoeming*

**Art. 30.** De inrichtende macht gaat over tot de vaste benoeming in een vacante betrekking van een wervingsambt, behalve :

1° als zij, krachtens de bepalingen bedoeld in hoofdstuk 6, verplicht is een lid van het technisch personeel dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking, in deze betrekking aan te stellen;

2° als zij deze betrekking reed heeft toegewezen via een mutatie of een affectatiewijziging overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 31.

**Art. 31. § 1.** De inrichtende macht die een vacante betrekking te verlenen heeft, kan de mutatie van een lid van het technisch personeel van een andere inrichtende macht aanvaarden, als geen van de leden van haar technisch personeel voorrang heeft. Het betrokken lid van het technisch personeel moet hiertoe een aanvraag indienen en het akkoord verkrijgen van zijn inrichtende macht.

Niemand kan worden gemuteerd in een betrekking van wervingsambt als hij niet vast benoemd is in het wervingsambt waarop de vacante betrekking betrekking heeft.

De inrichtende macht moet het lid van het technisch personeel vast benoemen op het ogenblik van de mutatie, ongeacht het tijdstip.

Het gemuteerd lid van het technisch personeel moet ontslag nemen uit de inrichtende macht die hij verlaat voor de opdracht die hij er uitvoert en waarvoor hij zijn mutatie heeft aangevraagd.

De overgang van een inrichtende macht naar een andere moet ononderbroken verlopen.

De wijzen voor mutaties worden bovendien vastgelegd door de lokale paritaire commissie die is ingesteld bij de inrichtende macht die de ambtenaar opvangt.

§ 2. De inrichtende macht kan eveneens instemmen met een affectatiewijziging voor een van de leden van haar technisch personeel.

Deze affectatiewijziging kan slechts gebeuren indien het lid van het technisch personeel vast is benoemd bij de inrichtende macht in het ambt waartoe de vacante betrekking behoort.

De overgang van een centrum naar een ander moet ononderbroken verlopen.

De wijzen voor affectatiewijzigingen worden bovendien vastgelegd door de lokale paritaire commissie.

**Art. 32. § 1.** Niemand kan vast benoemd worden indien hij niet aan volgende voorwaarden voldoet :

1° Belg zijn of ingezetene van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° zijn politieke en burgerlijke rechten genieten;

4° voldaan hebben aan de wetten op de dienstplicht;

5° houder zijn van en bekwaamheidsbewijs in verband met het te verlenen ambt, zoals bedoeld in artikel 21;

6° de lichamelijke kwaliteiten bezitten die zijn bepaald door de Regering om te worden toegelaten tot de stage voor de leden van het technisch personeel van de centra die worden ingericht door de Franse Gemeenschap;

7° voldoen aan de wettelijke en verordenende bepalingen inzake het taalstelsel;

8° als prioritaire gerangschikt staan volgens de wijzen bepaald in artikel 23, § 1, op 1 september van het dienstjaar waarin het lid van het technisch personeel zich kandidaat stelt voor de vaste benoeming en tijdens het volgend dienstjaar;

9° op 31 augustus van het dienstjaar tijdens hetwelk het lid van het technisch personeel zich kandidaat stelt voor de vaste benoeming, 600 dagen dienstanciënniteit tellen waarvan 240 dagen in desbetreffend ambt, met uitzondering van de leden van het technisch personeel bedoeld in artikel 35, tweede lid. De 600 dagen dienstanciënniteit verworven bij de inrichtende macht moeten gespreid zijn over minstens drie dienstjaren.

10° zijn kandidatuur hebben ingediend in de vorm en binnen de termijn bepaald in de oproep tot kandidaten;

11° niet geschorst zijn bij tuchtmaatregel, niet disciplinair geschorst zijn, niet ter beschikking gesteld zijn bij tuchtmaatregel of niet op disciplinaire non-activiteit geplaatst zijn door de inrichtende macht waarvan hij afhangt of door een andere inrichtende macht;

12° tijdens het dienstjaar dat voorafgaat aan datgene waarin de vaste benoeming gebeurt, geen ongunstig rapport gekregen hebben zoals bedoeld in artikel 24 en strekkende over een ononderbroken aanstellingsperiode van minstens zes maanden;

De in het eerste lid, 1° tot 7° en 11°, bedoelde voorwaarden dienen te zijn vervuld op het ogenblik van de vaste benoeming.

De kandidaat voor een vaste benoeming wordt geacht te voldoen aan de voorwaarde in het eerste lid, 12°, zolang er door de inrichtende macht of diens afgevaardigde geen ongunstig rapport is opgesteld ten zijn aanzien.

Het verslag wordt ter ondertekening voorgelegd aan het betrokken lid van het tijdelijk technisch personeel. De procedure wordt voortgezet als het technisch personeelslid weigert het rapport te viseren.

Indien het lid van het technisch personeel van oordeel is dat de inhoud van het rapport ongegrond is, vermeldt hij dit erbij wanneer hij het viseert en heeft hij het recht om, binnen de tien werkdagen na de ontvangst van dit verslag, beroep in te stellen bij de Beroepskamer.

Het lid van het technisch personeel dat gebruik maakt van zijn recht op beroep stuurt hiervan onmiddellijk een afschrift naar zijn inrichtende macht.

De Beroepskamer verstrekt haar advies aan de inrichtende macht binnen een termijn van twee maanden vanaf de ontvangst van het beroep.

De inrichtende macht neemt haar beslissing binnen een maand vanaf de ontvangst van het advies van de Beroepskamer.

Het lid van het technisch personeel dat vast benoemd is in een betrekking moet deze als hoofdamt bekleden.

§ 2. In afwijking van artikel 1, eerste lid, is paragraaf 1 eveneens van toepassing op de leden van het technisch personeel met ouderschaps- of ziekteverlof.

**Art. 33.** Ieder jaar, tijdens de maand mei, doet de inrichtende macht een oproep tot kandidaten voor een vaste benoeming.

De betrekkingen die vacant zijn op 15 april voorafgaand aan de oproep tot kandidaten worden in vast verband verleend, als deze betrekkingen op 1 oktober daaropvolgend nog steeds vacant zijn.

Het bericht waarin de tijdelijken gerangschikt zijn en waarin melding wordt gemaakt van het te verlenen ambt, de voorwaarden waaraan de kandidaten moeten voldoen alsook de vorm en termijn binnen dewelke de kandidaturen moeten worden ingediend, wordt meegedeeld aan alle tijdelijke leden van het technisch personeel van de inrichtende macht die gerangschikt zijn bij de prioritaire in de zin van artikel 23, § 1.

De betrekkingen die op 15 april vacant zijn, worden samengebracht in ieder ambt voor alle centra van eenzelfde inrichtende macht gelegen op het grondgebied van dezelfde gemeente. De betrekkingen die op 1 oktober daaropvolgend vacant blijven in elkeen van deze ambten in alle centra van eenzelfde inrichtende macht op het grondgebied van dezelfde gemeente, worden in vast verband verleend naar rato van het maximum aantal betrekkingen waarvoor een oproep tot kandidaten is gedaan voor een vaste benoeming tijdens de maand mei die daaraan voorafging.

De vaste benoemingen gaan uiterlijk in op 1 april, enkel in de betrekkingen bedoeld in het tweede lid, die op 1 oktober van het lopende dienstjaar nog steeds vacant waren.

De verplichting tot benoeming door de inrichtende macht geldt slechts als het lid van het technisch personeel zich kandidaat heeft gesteld en voldoet aan de voorwaarden in dit decreet.

Een lid van het technisch personeel dat opnieuw geaffecteerd is naar een andere inrichtende macht dan diegene die hem ter beschikking heeft gesteld wegens gebrek aan betrekking en wiens reffectatie verlengd wordt voor het derde opeenvolgend jaar, kan zich kandidaat stellen voor een vaste benoeming in een betrekking die hem werd toegekend in deze andere inrichtende macht, onder dezelfde voorwaarden dan het lid van het prioritaair tijdelijk personeel binnen deze inrichtende macht.

De volgorde waarin de inrichtende macht overgaat tot de vaste benoemingen wordt bepaald aan de hand van de dienstanciënniteit van de kandidaten, berekend overeenkomstig artikel 36, § 1.

Bij gelijke dienstanciënniteit wordt voorrang verleend aan het technisch personeelslid met de hoogste ambtsanciënniteit, berekend overeenkomstig artikel 36, § 2.

Bij gelijke ambtsanciënniteit wordt voorrang verleend aan het oudste lid van het technisch personeel.

Bij gelijke leeftijd wordt voorrang verleend aan het lid van het technisch personeel wiens jaartal tijdens hetwelk het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het gesolliciteerd ambt uitgereikt is, het oudst is.

De inrichtende macht bezorgt jaarlijks de lijst van de vacante betrekkingen aan de betrokken leden van het technisch personeel volgens de wijzen bepaald door de lokale paritaire commissie.

**Art. 34.** De vaste benoeming, de mutatie en de affectatiewijziging zijn niet toegelaten in een betrekking van een centrum dat, met toepassing van de rationalisatieregels, zal worden gesloten of in een betrekking die behoort tot een centrum wiens periode voor de toelating tot subsidies beperkt is bij beslissing van de Regering die voorafgaandelijk wordt ter kennis gebracht van de inrichtende macht.

**Art. 35.** De persoon die zich kandidaat stelt voor de vaste benoeming voor verschillende betrekkingen dient een afzonderlijke kandidaatstelling in voor iedere betrekking.

Het lid van het technisch personeel dat vast benoemd is in een ambt en dat een definitieve affectatie vraagt in dezelfde inrichtende macht in een betrekking die vacant is in een ander wervingsambt waarvoor het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit, moet gehoor geven aan de oproep tot vaste benoeming in dit ambt.

**Art. 36.** § 1. Voor de berekening van de in deze afdeling bedoelde dienstanciënniteit worden in aanmerking genomen alle diensten die worden gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en tijdelijk of in vast verband gepresteerd in de centra die afhangen van de inrichtende macht, alsook de niet bezoldigde perioden die gelijkgesteld worden aan de dienstactiviteit, in alle betoelaagde ambten van de leden van het technisch personeel van de centra die worden ingericht door de inrichtende macht, in hoofdamt en voor zover de kandidaat houder is van het bekwaamheidsbewijs voor dit ambt, zoals bedoeld in artikel 21.

Het aantal dagen die men heeft in de hoedanigheid van tijdelijke in een ambt met volledige dagtaak is de som van alle dagen die men telt vanaf het begin tot het einde van de doorlopende activiteitenperiode, met inbegrip, als deze in deze periode vervat zitten, van de ontspanningsverloven, de wettelijke verlofdagen en de ouderschapsverloven, de verloven voor de opvang met het oog op adoptie en de officieuze voogdij en de uitzonderlijke verloven zoals bedoeld in de geldende regelgeving.

Bij ambtswijziging worden de dagen die men verworven heeft in de hoedanigheid van vastbenoemde in een ambt met volledige dagtaak berekend vanaf het begin tot het einde van een ononderbroken periode van dienstactiviteit, met inbegrip van de ontspanningsverloven, de wettelijke verlofdagen en de ouderschapsverloven, de verloven voor de opvang met het oog op adoptie en de officieuze voogdij en de uitzonderlijke verloven zoals bedoeld in het vorig lid.

De diensten gepresteerd in een ambt met onvolledige dagtaak en met minstens de helft van het aantal uren dat vereist is voor het ambt met volledige dagtaak worden evengoed in aanmerking genomen als de diensten volbracht in een ambt met volledige dagtaak.

Het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige dagtaak dat niet de helft van het aantal uren bevat dat vereist is voor het ambt met volledige dagtaak, wordt met de helft verminderd.

Het aantal dagen verworven in twee of meerdere ambten die tegelijkertijd worden uitgeoefend, mag nooit hoger liggen dan het aantal dagen verworven in een ambt met volledige dagtaak uitgeoefend tijdens dezelfde periode.

De duur van de diensten die het personeelslid telt, mag nooit meer bedragen dan 360 dagen per boekjaar, 360 dagen zijnde een anciënniteitsjaar.

§ 2. Voor de berekening van de in deze afdeling bedoelde ambtsanciënniteit worden in aanmerking genomen alle diensten die worden gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en tijdelijk of in vast verband gepresteerd in de centra die afhangen van de inrichtende macht alsook de niet bezoldigde perioden die gelijkgesteld worden aan de dienstactiviteit, in een betoelaagd ambt van de leden van het technisch personeel van de centra die worden ingericht, in hoofdamt en voor zover de kandidaat houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor dit ambt, zoals bedoeld in artikel 21.

Het aantal dagen die men heeft in de hoedanigheid van tijdelijke in een ambt met volledige dagtaak is de som van alle dagen die men telt vanaf het begin tot het einde van de doorlopende activiteitenperiode, met inbegrip, als deze in deze periode vervat zitten, van de ontspanningsverloven, de wettelijke verlofdagen en de ouderschapsverloven, de verloven voor de opvang met het oog op adoptie en de officieuze voogdij en de uitzonderlijke verloven zoals bedoeld in de geldende regelgeving.

De diensten gepresteerd in een ambt met onvolledige dagtaak en met minstens de helft van het aantal uren dat vereist is voor het ambt met volledige dagtaak worden evengoed in aanmerking genomen als de diensten volbracht in een ambt met volledige dagtaak.

Het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige dagtaak dat niet de helft van het aantal uren bevat dat vereist is voor het ambt met volledige dagtaak, wordt met de helft verminderd.

De duur van de diensten die het personeelslid telt mag nooit meer bedragen dan 360 dagen per dienstjaar, 360 dagen zijnde een anciënniteitsjaar.

#### HOOFDSTUK IV. — *Bevordering*

**Art. 37.** De vaste benoeming in een bevorderingsambt van directeur kan slechts gebeuren in geval er een vacante betrekking is voor het te begeven ambt.

**Art. 38.** De vaste benoeming in een ambt van directeur kan slechts gebeuren als deze betrekking als hoofdamt bekleed wordt.

**Art. 39.** Een inrichtende macht gaat over tot een vaste benoeming in een vacante betrekking van directeur behalve :

1° als zij, krachtens de bepalingen bedoeld in hoofdstuk 6, verplicht is een lid van het personeel dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking, in deze betrekking aan te stellen;

2° als zij deze betrekking reed heeft toegewezen via een mutatie overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 40.



**Art. 40.** De inrichtende macht die een vacante betrekking van directeur te begeven heeft, kan instemmen met een affectatiewijziging van een van de leden van haar technisch personeel dat titularis is van het ambt van directeur. De affectatiewijziging kan slechts geschieden onder de voorwaarden gesteld in artikel 31, § 2.

**Art. 41.** De benoemingen of affectatiewijzigingen zijn niet toegelaten in een betrekking van een centrum dat, met toepassing van de rationalisatieregels, zal worden gesloten of in een betrekking die behoort tot een centrum wiens periode voor de toelating tot subsidies beperkt is bij beslissing van de Regering die voorafgaandelijk wordt ter kennis gebracht van de inrichtende macht.

**Art. 42.** Niemand kan worden benoemd in het bevorderingsambt van directeur als deze, op het ogenblik van de aanstelling, niet aan volgende voorwaarden voldoet :

1° in vast verband een dienstanciënniteit hebben verworven van minstens zes jaar bij de inrichtende macht in het ambt van psychopedagogisch adviseur, berekend volgens de wijzen bepaald in artikel 36, § 1;

2° een ambt met volledige dagtaak vervullen in een centrum dat afhangt van de inrichtende macht;

3° antwoorden op een oproep waarvan de vorm zal worden bepaald door de lokale paritaire commissie;

4° voorafgaandelijk een specifieke opleiding hebben gevolgd die is bekrachtigd met een aanwezigheidsattest.

**Art. 43.** § 1. Het ambt van directeur kan tijdelijk worden toevertrouwd aan een personeelslid dat voldoet aan alle voorwaarden gesteld in artikel 42 :

1° als de titularis van het ambt tijdelijk afwezig is;

2° in de veronderstelling zoals bedoeld in artikel 41;

Tijdens deze periode blijft het lid van het technisch personeel titularis van de betrekking waarin hij is vast benoemd.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, is de in artikel 42, 3° en 4°, gestelde voorwaarde niet vereist voor iedere aanstelling waarvan de duur gelijk of kleiner is dan vijftien weken. De lokale paritaire commissie moet de aanstellingsprocedure bepalen.

**Art. 44.** Het ambt van directeur kan tijdelijk worden toevertrouwd aan een personeelslid dat voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 42, in afwachting van vaste benoeming.

Tijdens deze periode blijft het lid van het technisch personeel titularis van de betrekking waarin hij is vast benoemd.

Het in het eerste lid bedoeld lid van het technisch personeel wordt uiterlijk na een termijn van twee jaar vast benoemd in het bevorderingsambt van directeur als de inrichtende macht het lid daarvan niet ontheven heeft.

**Art. 45.** § 1. Bij ontstentenis van een kandidaat die voldoet aan alle in artikel 42 gestelde voorwaarden voor de toegang tot het bevorderingsambt van directeur, kan de inrichtende macht het bevorderingsambt van directeur tijdelijk toevertrouwen aan een lid van het technisch personeel dat is vast benoemd en houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs om het wervingsambt van psychopedagogisch consulent te bekleden.

Tijdens de periode gedurende dewelke het tijdelijk het bevorderingsambt van directeur uitoefent, blijft het lid van het technisch personeel titularis van de betrekking waarin hij is vast benoemd.

De toepassing van het eerste lid ontslaat de inrichtende macht er niet van een oproep te doen tot kandidaten voor een vaste benoeming in het bevorderingsambt van directeur binnen de drie dienstjaren die volgen op datgene tijdens hetwelk het bevorderingsambt van directeur het voorwerp was van een tijdelijke aanstelling met toepassing van het eerste lid.

Als na verloop van de in het vorig lid bedoelde drie dienstjaren het personeelslid dat zich tijdelijk het bevorderingsambt van directeur zag toevertrouwd met toepassing van het eerste lid, echter nog steeds niet voldoet aan de in artikel 42, 4°, gestelde voorwaarde, moet de inrichtende macht ieder jaar een oproep doen tot kandidaten voor de vaste benoeming in het bevorderingsambt van directeur.

Het lid van het technisch personeel dat zich tijdelijk een bevorderingsambt van directeur zag toegewezen krachtens deze paragraaf kan door de inrichtende macht uit dit ambt worden ontheven.

De bepalingen in het derde en vierde lid zijn niet van toepassing in de veronderstellingen bedoeld in artikel 43, § 1, 1° en 2°.

§ 2. Iedere inrichtende macht die de onmogelijkheid aantoonde om het bevorderingsambt van directeur tijdelijk toe te vertrouwen aan een lid van het technisch personeel dat is vast benoemd overeenkomstig de voorgaande bepalingen, kan dit ambt tijdelijk toevertrouwen aan een lid van haar tijdelijk technisch personeel, houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs om het wervingsambt van psychopedagogisch consulent uit te oefenen.

De toepassing van het eerste lid ontslaat de inrichtende macht er niet van een oproep te doen tot kandidaten voor een vaste benoeming in het bevorderingsambt van directeur.

Het in het eerste lid bedoelde lid van het technisch personeel wordt geacht aan de in artikel 42, 1°, bedoelde voorwaarde te voldoen na het verstrijken van een termijn van zes jaar als tijdelijke in het bevorderingsambt van directeur.

Het lid van het technisch personeel dat zich tijdelijk een bevorderingsambt van directeur zag toegewezen krachtens deze paragraaf kan door de inrichtende macht uit dit ambt worden ontheven.

§ 3. Iedere inrichtende macht die de onmogelijkheid aantoonde om het bevorderingsambt van directeur tijdelijk toe te vertrouwen aan een lid van het technisch personeel dat is vast benoemd of tijdelijk aangesteld overeenkomstig de voorgaande bepalingen, kan beroep doen op een lid van het technisch personeel dat is vast benoemd en afhangt van een andere officiële gesubsidieerde inrichtende macht en houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs om het wervingsambt van psychopedagogisch consulent te vervullen.

Tijdens de periode gedurende dewelke het tijdelijk het bevorderingsambt van directeur uitoefent, blijft het lid van het technisch personeel titularis van de betrekking waarin hij is vast benoemd in zijn inrichtende macht van herkomst.

Het personeelslid dat tijdelijk aangesteld is in een bevorderingsambt van directeur krachtens deze paragraaf wordt vast benoemd in dit ambt na een termijn van zes jaar als het op dat ogenblik voldoet aan de voorwaarde gesteld in artikel 42, 3° en 4°, en als de inrichtende macht hij daaruit niet heeft ontheven.

De toepassing van het eerste lid ontslaat de inrichtende macht er niet van een oproep te doen tot kandidaten voor een vaste benoeming in het bevorderingsambt van directeur binnen de drie dienstjaren die volgen op datgene tijdens hetwelk het bevorderingsambt van directeur het voorwerp was van een tijdelijke aanstelling met toepassing van het eerste lid.

Het lid van het technisch personeel dat zich tijdelijk een bevorderingsambt van directeur zag toegewezen krachtens deze paragraaf, kan door de inrichtende macht uit dit ambt worden ontheven.

De bepalingen in het derde en vierde lid zijn niet van toepassing in de veronderstellingen bedoeld in artikel 43, § 1, 1° en 2°.

**Art. 46.** Iedere tijdelijke aanstelling in een betrekking van directeur is schriftelijk vastgelegd en worden de vermeldingen zoals bedoeld in artikel 22, eerste lid, met uitzondering van 8°, erin opgenomen.

Een tijdelijke aanstelling in een betrekking van directeur wordt beëindigd in gezamenlijk akkoord bij beslissing van de inrichtende macht of met toepassing van artikel 99. Het einde van de uitoefening is evenwel zonder gevolg voor de tijdelijke aanstelling in een betrekking van directeur.

De inrichtende macht mag niet overgaan tot een tijdelijke aanstelling in de betrekking van directeur als zij, krachtens de bepalingen in hoofdstuk 6, verplicht is deze betrekking toe te kennen aan een lid van het technisch personeel dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking.

#### HOOFDSTUK V. — *Dienststanden*

##### *Afdeling 1. — Algemeen*

**Art. 47.** Het lid van het technisch personeel bevindt zich gedeeltelijk of geheel in een van de volgende dienststanden :

- 1° in actieve dienst;
- 2° op non-activiteit;
- 3° ter beschikking.

##### *Afdeling 2. — Actieve dienst*

**Art. 48.** Het lid van het technisch personeel wordt steeds geacht in actieve dienst te zijn, behoudens formele bepaling waarbij het zich in een andere dienststand bevindt.

**Art. 49.** Het lid van het technisch personeel in actieve dienst heeft recht op een weddetoelage en op de vooruitbetaling van zijn loon, onder dezelfde voorwaarden als diegene die zijn voorzien voor het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra die zijn ingericht door de Franse Gemeenschap.

Het lid kan verlof krijgen van de inrichtende macht onder dezelfde voorwaarden als deze voorzien voor het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra die zijn ingericht door de Franse Gemeenschap.

Ieder verlof waarvoor een regeringsbeslissing vereist is om aanspraak te kunnen maken op de wedde in een centrum van de Franse Gemeenschap wordt door de inrichtende macht aan dezelfde overheid ter goedkeuring voorgelegd.

##### *Afdeling 3. — Non-activiteit*

**Art. 50.** Het lid van het technisch personeel staat op non-actief onder dezelfde voorwaarden als deze voorzien voor het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra die zijn ingericht door de Franse Gemeenschap.

##### *Afdeling 4. — Terbeschikkingstelling*

**Art. 51.** Met uitzondering van de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking waarvan sprake in hoofdstuk 6 en de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst waarvan sprake in artikel 64, kan het lid van het technisch personeel dat vast benoemd is door de inrichtende macht ter beschikking worden gesteld onder dezelfde voorwaarden als deze voorzien voor het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra die zijn ingericht door de Franse Gemeenschap.

Iedere terbeschikkingstelling waarvoor een regeringsbeslissing vereist is om aanspraak te kunnen maken op het wachtloon in een centrum ingericht door de Franse Gemeenschap wordt door de inrichtende macht aan dezelfde overheid ter goedkeuring voorgelegd.

**Art. 52.** § 1. Het lid van het technisch personeel dat vast benoemd is, kan in het belang van de dienst door zijn inrichtende macht ter beschikking worden gesteld wegens ambtsontheffing. De duur van de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst mag, in een of meerdere tijdsbestekken, niet langer duren dan zes maanden voor de hele loopbaan van het lid van het technisch personeel.

Er kan evenwel worden afgeweken van de in het eerste lid bedoelde beperking teneinde de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst waartoe is beslist tijdens een dienstjaar ten aanzien van een lid van het technisch personeel te verlengen tot op het einde van het lopend dienstjaar. Het verzoek tot afwijking wordt door de inrichtende macht voor akkoord voorgelegd aan de Regering.

Tijdens de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst krijgt het lid van het technisch personeel een wachtloon gelijk aan 75 % van zijn laatste loon in actieve dienst.

Een inrichtende macht kan een lid van haar technisch personeel niet ter beschikking stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst als de feiten waarom zij deze maatregel overweegt het voorwerp kunnen zijn van een tuchtmaatregel of van een procedure waarbij een onverenigbaarheid wordt vastgesteld of als het lid van het technisch personeel, voor deze feiten, gerechtelijk wordt vervolgd.

§ 2. Voorafgaand aan ieder voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst moet het lid van het technisch personeel zijn uitgenodigd zich te laten horen door de inrichtende macht. De oproeping tot de hoorzitting alsook de motieven waarom de inrichtende macht overweegt het personeelslid ter beschikking te stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, moeten hem kenbaar worden gemaakt vijf werkdagen voor de hoorzitting, hetzij bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, hetzij door persoonlijke overhandiging met ontvangstbewijs. Tijdens de hoorzitting mag het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de leden van het technisch personeel van de gesubsidieerde officiële centra, in actieve dienst of op rust, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het personeelslid, dat volgens de regels is opgeroepen, niet verschijnt op de hoorzitting of er niet vertegenwoordigd is.

Indien het lid van het technisch personeel of diens vertegenwoordiger evenwel redenen van overmacht kunnen inroepen dewelke hun afwezigheid op de hoorzitting verantwoorden, wordt het lid van het technisch personeel opgeroepen voor een nieuwe hoorzitting die wordt betekend overeenkomstig het eerste lid.

Ditmaal, en zelfs wanneer het lid van het technisch personeel of zijn vertegenwoordiger niet zijn verschenen op de hoorzitting, wordt de procedure geldig voortgezet.

§ 3. Het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst wordt ter kennis gebracht van het lid van het technisch personeel dat, binnen de tien dagen na de betekening, een beroep kan instellen bij de Beroepskamer.

Het lid van het technisch personeel dat gebruik maakt van zijn recht op beroep stuurt hiervan onmiddellijk een afschrift naar zijn inrichtende macht.

De Beroepskamer verstuurt haar gemotiveerd advies naar de inrichtende macht binnen een termijn van hoogstens drie maanden ingaande op de dag van de ontvangst van het beroep.

Binnen een termijn van acht dagen na de ontvangst van het advies van de Beroepskamer brengt de inrichtende macht haar beslissing ter kennis van de verzoeker en gaat de terbeschikkingstelling in op de derde werkdag volgend op de betekening.

§ 4. Als het lid van het technisch personeel geen beroep heeft ingesteld bij de Beroepskamer binnen de in § 3 voorgeschreven termijn, wordt het voorstel tot terbeschikkingstelling dat ter kennis is gebracht van het lid van het technisch personeel krachtens dezelfde § 3 definitief en gaat het in op de derde werkdag volgend op de vervaldag van voormelde termijn.

In de in § 3 bedoelde betekening wordt de datum vermeld waarop de terbeschikkingstelling ingaat ingeval het eerste lid van deze paragraaf van toepassing is.

§ 5. De beslissing van de inrichtende macht moet eerst worden goedgekeurd door de Regering alvorens het wachtloon kan worden uitgekeerd. De inrichtende macht legt haar beslissing voor aan de Regering die uitspraak doet binnen een termijn van een maand.

De Regering brengt haar beslissing ter kennis van de inrichtende macht en van het betrokken lid van het technisch personeel.

## HOOFDSTUK VI. — *Terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking, reffectatie en tijdelijke terugroeping in actieve dienst*

### *Afdeling 1. — Algemeen*

**Art. 53.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient te worden verstaan onder :

1° terbeschikkingstelling : maatregel ten gevolge van de volledige afschaffing van een betrekking. Het ambt waarin de betrekking wordt afgeschaft wordt bepaald op basis van de omgekeerde volgorde van de opvolging van de ambten zoals vastgesteld door de inrichtende macht overeenkomstig artikel 3;

2° maatregelen voorafgaand aan de terbeschikkingstelling : de maatregelen getroffen door de inrichtende macht zoals verduidelijkt in artikel 58 en die ertoe strekken te vermijden dat een vast benoemd lid van het technisch personeel wordt ter beschikking gesteld;

3° reffectatie : terugroepen in actieve dienst van een lid van het technisch personeel dat ter beschikking is gesteld in een definitief vacante of niet-vacante betrekking van het ambt waarin hij is vast benoemd.

De reffectatie gebeurt intern wanneer zij tot doel heeft een lid van het technisch personeel in zijn eigen inrichtende macht terug in dienst te roepen. Zij gebeurt extern wanneer zij tot doel heeft het lid van het technisch personeel in een andere inrichtende macht dan diegene die hem ter beschikking heeft gesteld, terug in actieve dienst te roepen. Deze kan plaatsvinden tussen inrichtende machten of via de reffectatiecommissie.

Binnen de inrichtende macht van herkomst is zij definitief wanneer het de bedoeling is om voor het lid van het technisch personeel een definitief vacante betrekking te vinden in het ambt waarvoor het een vaste benoeming geniet.

In een andere inrichtende macht is een reffectatie steeds tijdelijk zolang er geen nieuwe vaste benoeming is;

4° tijdelijk terugroepen in actieve dienst : het terug in dienst roepen van een lid van het technisch personeel dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking onder andere voorwaarden dan deze die gelden voor de reffectatie;

5° vacante betrekking toegankelijk voor de reffectatie binnen een andere inrichtende macht : iedere betrekking die niet wordt bekleed door een lid van het technisch personeel dat vast benoemd is;

6° vacante betrekking toegankelijk voor de reffectatie in een andere inrichtende macht : iedere betrekking die niet wordt bekleed door een lid van het technisch personeel dat vast benoemd is of door een lid van het tijdelijk prioritair technisch personeel dat zijn betrekking vrijwaart overeenkomstig artikel 66;

7° ambt : het ambt zoals bedoeld in artikel 2.

**Art. 54.** De dienst- en ambtsanciënniteit bedoeld in dit hoofdstuk worden berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 36.

**Art. 55.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk worden de centra van de Franse Gemeenschapscommissie gelijkgesteld aan centra die door de provincies zijn ingericht.

*Afdeling 2. — Bekendmaking van de terbeschikkingstellingen en van de vacante betrekkingen*

**Art. 56.** § 1. Iedere inrichtende macht is verplicht, voor de officiële goedkeuring, de bevoegde dienst van het Ministerie van de Franse Gemeenschap iedere beslissing te bekenenen, die zij met redenen omkleed, waarbij zij een lid van het technisch personeel ter beschikking stelt, voor elk ambt zoals verduidelijkt in artikel 2.

De betekening moet per aangetekend schrijven worden verstuurd naar de bevoegde dienst binnen de dertig dagen na de datum waarop het baanverlies zich voordoet.

Deze betekening moet, ter informatie, voor gezien getekend worden door het belangstellend lid van het technisch personeel dat hieraan desgevallend opmerkingen aan toevoegt of voorbehoud maakt.

Ze gaat vergezeld van een verzoek van het lid van het technisch personeel om een wachtweddetoelage.

§ 2. De Regering keurt de terbeschikkingstellingen goed die geschieden volgens de regels bepaald in dit hoofdstuk.

Geen enkele beslissing wordt goedgekeurd als zij door de inrichtende macht wordt meegedeeld na de in § 1 gestelde termijn.

De Regering kan evenwel, in uitzonderlijke omstandigheden en op behoorlijk met redenen omkleed verzoek, van deze termijn afwijken.

De terbeschikkingstellingen voor prestaties bovenop een ambt met volledige dagtaak worden niet goedgekeurd.

§ 3. Het lid van het technisch personeel wordt ter beschikking gesteld bij ontstentenis van betrekking op de eerste dag van het dienstjaar dat volgt op het lopend boekjaar tijdens hetwelk het baanverlies is vastgesteld of op de dag dat hij zijn functies terug zou hebben hernomen indien hij niet was vervangen geweest in zijn betrekking krachtens de geldende regelgeving inzake de terbeschikkingstelling.

§ 4. Kunnen worden goedgekeurd, de terbeschikkingstellingen tengevolge van een afname van de schoolbevolking van de onderwijsinrichtingen die worden aangedaan door het centrum of tengevolge van een beslissing van de inrichtende macht omtrent de organisatie van het centrum of de centra die zij inricht, met inbegrip van de afschaffing van een centrum, voor zover deze afschaffing verantwoord is door de toepassing van een rationalisatiemaatregel of toegestaan door de Regering.

**Art. 57.** Iedere inrichtende macht is verplicht de Reaffectatiecommissie, volgens de wijzen bepaald door de Regering, in kennis te stellen van :

1° de lijst van de leden van het technisch personeel die ter beschikking zijn gesteld bij ontstentenis van betrekking;

2° de lijst van de betrekkingen die zijn ingenomen door de leden van het tijdelijk technisch personeel die niet onttrokken zijn aan de reffectatie in de zin van artikel 66.

*Afdeling 3. — Maatregelen voorafgaand aan de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking*

**Art. 58.** Een inrichtende macht stelt een lid van haar technisch personeel slechts ter beschikking bij ontstentenis van betrekking na, desgevallend, onder het voltallig personeel van de centra die zij inricht op het grondgebied van dezelfde gemeente, en in de aangeduide volgorde :

1° een einde te hebben gemaakt aan de prestaties van de leden van haar technisch personeel die hetzelfde ambt bijkomstig uitoefenen;

2° een einde te hebben gemaakt aan de prestaties van de leden van haar technisch personeel die hetzelfde ambt uitoefenen en de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt;

3° een einde te hebben gemaakt aan de prestaties van de leden van haar technisch personeel die hetzelfde ambt uitoefenen in de hoedanigheid van niet-prioritaire tijdelijken;

4° een einde te hebben gemaakt aan de prestaties van de leden van het technisch personeel die ter beschikking zijn gesteld door een andere inrichtende macht en die zij tijdelijk terug in actieve dienst heeft geroepen;

5° een einde te hebben gemaakt aan de prestaties van de leden van haar technisch personeel die zij ter beschikking heeft gesteld en die zij tijdelijk terug in actieve dienst heeft geroepen;

6° een einde te hebben gemaakt aan de prestaties van de leden van haar technisch personeel die hetzelfde ambt uitoefenen in de hoedanigheid van prioritaire tijdelijken, in de omgekeerde volgorde van hun rangschikking;

7° een einde te hebben gemaakt aan de prestaties van de leden van haar technisch personeel die door een andere inrichtende macht ter beschikking zijn gesteld en die zij op eigen initiatief of door aanstelling ex officio van de Reaffectatiecommissie heeft gereflecteerd.

*Afdeling 4. — Terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking*

**Art. 59.** § 1. Onder de leden van het technisch personeel die vast benoemd zijn en die het betrokken ambt uitoefenen, worden ter beschikking gesteld bij ontstentenis van betrekking, onder de leden van het technisch personeel die dit ambt uitoefenen in alle centra die de inrichtende macht inricht op het grondgebied van dezelfde gemeente, diegene met de laagste dienstanciënniteit.

In alle gevallen met gelijke dienstanciënniteit wordt de ambtsanciënniteit in aanmerking genomen. Bij gelijke dienstanciënniteit en gelijke ambtsanciënniteit wordt het jongste lid van het technisch personeel ter beschikking gesteld.

§ 2. Voor de toepassing van dit artikel worden de perioden van terbeschikkingstelling gedekt door een wachtweddetoelage alsook de gepresteerde diensten ingevolge een reffectatie of voorlopige terugroeping in actieve dienst in een centrum ingericht door een andere inrichtende macht gelijkgesteld aan door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde diensten die zijn gepresteerd in de inrichtende macht van herkomst.



*Afdeling 5. — Reaffectatie*

**Art. 60.** § 1. De definitieve reaffectatie heeft voorrang op de tijdelijke reaffectatie binnen de inrichtende macht van herkomst.

§ 2. De tijdelijke reaffectatie geschiedt in onderstaande volgorde :

1° binnen een inrichtende macht, in elke niet-vacante betrekking van het ambt waarvoor het lid van het technisch personeel vast benoemd is;

2° binnen een andere inrichtende macht dan dewelke hem ter beschikking heeft gesteld, in elke vacante betrekking en vervolgens niet-vacante betrekking van het ambt waarvoor het lid van het technisch personeel vast benoemd is.

§ 3. De in § 1 bedoelde definitieve reaffectatie dient eerst te gebeuren in elk centrum dat de inrichtende macht inricht in een straal van maximum 25 km rond het centrum waar het lid van het technisch personeel ter beschikking werd gesteld, vervolgens in ieder ander centrum buiten deze straal van 25 km.

§ 4. Wanneer zij meerdere personen in hetzelfde ambt ter beschikking heeft gesteld bij ontstentenis van betrekking, moet de inrichtende macht, voor de toepassing van de in deze afdeling verduidelijkte bepalingen en in naleving van de vastgelegde prioriteitenvolgordes, naargelang het geval, de persoon met de hoogste dienstanciënniteit en, in geval van gelijke dienstanciënniteit, de persoon met de hoogste ambtsanciënniteit definitief of tijdelijk reffecteren.

Bij gelijke dienstanciënniteit en ambtsanciënniteit wordt voorrang verleend aan het oudste lid van het technisch personeel.

Deze verplichting geldt evenwel enkel voor de wervingsambten.

§ 5. Als de inrichtende machten over meerdere betrekkingen beschikken in eenzelfde ambt, moeten zij de vacante betrekkingen bij voorrang toekennen, en indien deze mogelijkheid zich niet voordoet, de niet-vacante betrekkingen van de langste duur.

§ 6. De reaffectatie dient bij voorrang te gebeuren bij het tijdelijk terugroepen in actieve dienst.

*Afdeling 6. — Verlenging van de reaffectaties*

**Art. 61.** § 1. De externe reaffectaties die tijdens een dienstjaar doorgevoerd worden door de inrichtende machten of door de Reaffectatiecommissies worden het volgend dienstjaar verlengd.

§ 2. De verlengde opdracht van het gereffecteerde lid van het technisch personeel zal ambtshalve uitgebreid worden door de inrichtende macht in alle gevallen waar de verhoging van de prestaties mogelijk is en tot aan het volume van de opdracht die het voorwerp uitmaakt van een terbeschikkingstelling.

§ 3. Elke reaffectatie wordt ieder jaar verlengd zolang het lid van het technisch personeel geen 600 dagen dienstanciënniteit telt bij de inrichtende macht waarnaar hij werd gereffecteerd.

Deze 600 dagen moeten minstens over drie dienstjaren zijn gespreid.

§ 4. De reaffectatie wordt beëindigd :

1° bij de terugkeer van de titularis van de betrekking indien de reaffectatie tijdelijk is;

2° als de inrichtende macht verplicht is om ondertussen een lid van haar technisch personeel te reffecteren;

3° als de inrichtende macht die ter beschikking heeft gesteld een vacante betrekking heeft in hetzelfde ambt en een einde moet maken aan deze terbeschikkingstelling;

4° als het personeelslid nalaat zich kandidaat te stellen voor de vaste benoeming zodra hij de in artikel 34 bedoelde voorwaarden vervult.

De anciënniteit waarop het lid van het technisch personeel zich bij deze gelegenheid kan beroepen is de anciënniteit verworven in dienst van de inrichtende macht waarnaar hij werd gereffecteerd;

5° als het lid van het technisch personeel de in artikel 6 gestelde verplichtingen niet onderschrijft noch naleeft.

Er kan eveneens een einde worden gemaakt aan deze reaffectatie bij beslissing van de centrale Reaffectatiecommissie waar de inrichtende macht of het lid van het technisch personeel zich tot gewend hebben.

*Afdeling 7. — Tijdelijk terugroepen in actieve dienst*

**Art. 62.** § 1. Iedere inrichtende macht die, na de hierboven gestelde handelingen, de ter beschikking gestelde leden van haar technisch personeel niet heeft kunnen reffecteren, moet :

1° als het gaat om een wervingsambt, hen een betrekking toevertrouwen in een ambt van dezelfde aard, voor zover zij het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten om dit ambt uit te oefenen, zelfs als de bezoldiging lager ligt;

2° als het gaat om een bevorderingsambt van directeur, hen een betrekking toevertrouwen in een wervingsambt, voor zover zij het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten om dit ambt uit te oefenen.

§ 2. Wanneer ze meerdere personen in eenzelfde ambt ter beschikking heeft gesteld, moet de inrichtende macht, voor de toepassing van de hierboven in § 1, 1° en 2°, vermelde verplichtingen en in naleving van de vastgestelde prioriteitenvolgordes, de persoon met de oudste dienstanciënniteit terug in actieve dienst roepen en, in geval van gelijke dienstanciënniteit, de persoon met de grootste ambtsanciënniteit.

Bij gelijke dienstanciënniteit en ambtsanciënniteit wordt voorrang verleend aan het oudste lid van het technisch personeel.

§ 3. Het tijdelijk terugroepen in actieve dienst in een vacante betrekking mag niet tot doel hebben de inrichtende macht te ontheffen van de verplichting om deze betrekking aan te kondigen als vaste benoeming en, desgevallend, uiterlijk op 1 april van het volgend dienstjaar, de kandidaat met de hoogste anciënniteit er vast te benoemen.

§ 4. Niettegenstaande het tijdelijk terugroepen in actieve dienst blijft het lid van het technisch personeel ter beschikking van de inrichtende macht om te worden gereffecteerd in het ambt waarin hij vast benoemd.



**Art. 63.** Elk lid van het technisch personeel dat terug in actieve dienst is geroepen door een inrichtende macht na een terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking uitgesproken door een andere inrichtende macht, behoudt, tot zijn vaste benoeming door de inrichtende macht waarbij hij voorlopig terug in actieve dienst is geroepen, alle rechten die voortvloeien uit zijn vaste benoeming bij de inrichtende macht die hem ter beschikking heeft gesteld.

*Afdeling 8. — Rechten en plichten van de leden van het technisch personeel die ter beschikking zijn gesteld bij ontstentenis van betrekking*

**Art. 64.** § 1. De leden van het technisch personeel die ter beschikking gesteld zijn bij ontstentenis van betrekking krijgen, op hun verzoek, een wachtweddetoelage onder dezelfde voorwaarden als de leden van het technisch personeel van de centra die zijn ingericht door de Franse Gemeenschap die ter beschikking zijn gesteld bij ontstentenis van betrekking.

§ 2. Ieder gereffecteerd of tijdelijk terug in actieve dienst geroepen lid van het technisch personeel krijgt de weddetoelage in actieve dienst terug dewelke overeenstemt met de prestaties die hij verrichtte voor zijn terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking, zelfs in geval van gedeeltelijke reffectatie of gedeeltelijk tijdelijk terugroepen in actieve dienst.

§ 3. Ieder lid van het technisch personeel dat tijdelijk terug in actieve dienst worden geroepen in een ambt dat hem een hoger loon oplevert dan datgene dat hij vroeger kreeg, krijgt bovenop de in § 2 bedoelde weddetoelage een toelage aan dezelfde voorwaarden als de leden van het technisch personeel van de door de Franse Gemeenschap ingerichte centra.

§ 4. De periode tijdens dewelke het lid van het technisch personeel gereffecteerd of tijdelijk terug in actieve dienst geroepen wordt, werkt opschortend wat betreft de periode van de terbeschikkingstelling en dit voor de berekening van de in § 1 bedoelde wachtweddetoelage, zelfs bij gedeeltelijke reffectatie of gedeeltelijk tijdelijk terugroepen in actieve dienst.

De zomervakantie wordt in aanmerking genomen voor de in het eerste lid bedoelde periode voor de leden van het technisch personeel die gereffecteerd of tijdelijk terug in actieve dienst geroepen zijn in een gesubsidieerde betrekking van onbepaalde duur.

**Art. 65.** § 1. Ieder lid van het technisch personeel dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking moet een reffectatie aanvaarden als de betrekking hem wordt aangeboden :

1° door de inrichtende macht die het lid van het technisch personeel ter beschikking heeft gesteld;

2° door de inrichtende macht die het centrum heeft overgenomen waar dit lid van het technisch personeel ter beschikking is gesteld.

Het lid van het technisch personeel kan evenwel een betrekking afwijzen die zich zou voordoen in een centrum dat gelegen is in een andere gemeente dan deze waar het ter beschikking is gesteld en die het zou worden aangeboden buiten een straal van 25 km rond de woning van de ambtenaar en waarvoor deze laatste met behulp van het openbaar vervoer meer dan vier uur onderweg zou zijn per dag. Hij zal later evenwel geen aanspraak meer kunnen maken op deze betrekking.

§ 2. Ieder ter beschikking gesteld lid van het technisch personeel dat reeds onder hogervormelde voorwaarden gereffecteerd is of dit nog moet worden en dat ambtenaar uitoefent in minstens drie centra en in totaal prestaties verricht gelijk aan 75% van het aantal uren dat vereist is voor een ambt met volledige dagtaak kan iedere bijkomende opdracht die hem bij de reffectatie wordt aangeboden en die niet gelegen is op het grondgebied van dezelfde gemeente, afwijzen.

§ 3. Ieder lid van het technisch personeel dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking moet zijn met redenen omkleed akkoord of weigering van een reffectatie of een voorlopige terugroeping in actieve dienst bij aangetekend schrijven ter kennis brengen van de inrichtende macht en van de reffectatiecommissie bedoeld in artikel 67 en dit binnen een termijn van tien kalenderdagen vanaf de betekening van zijn reffectatie of tijdelijk terugroeping in actieve dienst.

De indiening van een beroep schort de verplichting van het technisch personeelslid om zijn functies op te nemen, niet op.

Wanneer het lid weigert zijn functies op te nemen, wordt hij uit zijn functie ontheven overeenkomstig artikel 100, 5°.

De beslissing van de Reffectatiecommissie wordt via aangetekend schrijven ter kennis gebracht van de betrokkene alsook van de betrokken inrichtende machten.

§ 4. Ieder lid van het technisch personeel dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking, dat niet kon worden gereffecteerd of tijdelijk in actieve dienst teruggeroepen, moet zich ter beschikking houden van de inrichtende macht die hem ter beschikking heeft gesteld voor de uitvoering van de door de Regering bepaalde of goedgekeurde opdrachten.

De uitvoering van bovengenoemde opdrachten mag evenwel niet leiden tot het in stand houden van de betrekking van het afgeschafte ambt.

§ 5. Een lid van het technisch personeel dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking kan, op eigen verzoek, zijn recht op een wachtweddetoelage tijdelijk schorsen.

Deze schorsing wordt schriftelijk ter kennis gebracht van de inrichtende macht en via haar verzonden naar het bevoegde bestuur bij de bekendmaking van de terbeschikkingstellingen.

Tijdens deze schorsing is het lid van het technisch personeel ontheven van de verplichtingen inzake reffectatie of tijdelijk terugroepen in actieve dienst, behalve als de inrichtende macht die hem ter beschikking heeft gesteld of die het centrum overgenomen heeft waar dit lid van het technisch personeel ter beschikking werd gesteld, beschikt over een definitief vacante betrekking in hetzelfde ambt. In dit geval moet de inrichtende macht deze betrekking aanbieden aan het bovengenoemde lid van het technisch personeel.

Deze schorsing strekt zich uit over de duur van het dienstjaar of over de resterende periode van dit boekjaar wanneer de terbeschikkingstelling goedgekeurd wordt tijdens het dienstjaar.

Zij kan op dezelfde wijzen worden verlengd bij de aanvang van een nieuw dienstjaar, voor zover het lid van het technisch personeel hierom verzoekt vóór 1 september van dit dienstjaar.

§ 6. Ieder lid van het technisch personeel dat ter beschikking is gesteld bij volledige ontstentenis van betrekking wordt gereffecteerd of terug in actieve dienst geroepen door zijn inrichtende macht, ongeacht de duur van deze terugroeping in actieve dienst.

Het lid van het technisch personeel bevindt zich van rechtswege in de administratieve stand van actieve dienst tijdens de periode gedurende dewelke hij gereffecteerd of terug in actieve dienst is geroepen.

§ 7. Als er zich een tijdelijk vacante betrekking voordoet bij de inrichtende macht die het betrokken lid ter beschikking heeft gesteld, waarbij dit lid reeds een betrekking van onbepaalde duur of minstens tot op het einde van het dienstjaar uitoefent bij een andere inrichtende macht, mag dit lid hier blijven.

Als een definitief vacante betrekking zich voordoet bij de inrichtende macht die het betrokken lid ter beschikking heeft gesteld, waarbij dit lid reeds een betrekking van onbepaalde duur of minstens tot op het einde van het dienstjaar uitoefent bij een andere inrichtende macht, moet dit lid de aangeboden vacante betrekking aanvaarden.

Het lid zal evenwel zijn functies slechts kunnen opnemen op het einde van het dienstjaar, behoudens akkoord van beide inrichtende machten.

#### *Afdeling 9. — Betrekkingen onttrokken aan de reffectatie*

**Art. 66.** Moeten niet worden bekendgemaakt aan de Reffectatiecommissie bedoeld in artikel 67, de betrekkingen die zijn ingenomen door leden van het technisch personeel die, op het einde van voorgaand dienstjaar, 600 dagen dienst tellen in het betrokken ambt. De 600 dagen anciënniteit verworven bij de inrichtende macht moeten minstens gespreid zijn over drie boekjaren.

#### *Afdeling 10. — Reffectatiecommissie*

**Art. 67.** § 1. Er wordt bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap een Reffectatiecommissie opgericht voor de gesubsidieerde officiële centra.

Deze bestaat uit negen werkende leden ter vertegenwoordiging van de inrichtende machten van de gesubsidieerde officiële centra en uit negen werkende leden ter vertegenwoordiging van de representatieve vakorganisaties van de leden van het technisch personeel van de gesubsidieerde officiële centra.

Het voorzitterschap wordt waargenomen door een ambtenaar van het Ministerie die minstens rang 12 heeft, aangesteld door de Regering.

Het secretariaat wordt verzorgd door een ambtenaar van het Ministerie, aangesteld door de Regering.

De voorzitter en secretaris hebben adviesverlenende stem.

In afwijking van vorig lid beslist de voorzitter in geval van staking. Voor ieder werkend lid wordt, volgens dezelfde wijzen, een plaatsvervanger aangeduid.

De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt dit ter goedkeuring voor aan de Regering.

§ 2. De Reffectatiecommissie :

1° gaat over tot de externe reffectaties van de ter beschikking gestelde personeelsleden via ambtshalve aanstellingen in alle centra;

2° roept een ter beschikking gesteld lid van het technisch personeel terug in actieve dienst volgens de in artikel 62 gestelde regels;

3° beslist over de aanvragen voor de niet-verlenging van de in artikel 61, § 4, tweede lid, bedoelde reffectaties;

4° spreekt zich uit over de beroepen die zijn ingediend door de inrichtende machten of de leden van het technisch personeel, met name tegen de reffectaties of tijdelijke terugroepingen in actieve dienst die voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 65, § 1, tweede lid, en § 2;

5° spreekt zich uit over de bijzondere toestanden die voortvloeien uit de toepassing van dit hoofdstuk. Zij krijgt, op haar verzoek en vóór de vergaderingen, de administratieve documenten die haar toelaten met kennis van zaken te zetelen en onder meer toe te zien op het bestaan van vacante betrekkingen.

#### *Afdeling 11. — Sanctie bij niet-naleving van de bepalingen inzake de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking, de reffectatie en het tijdelijk terugroepen in actieve dienst*

**Art. 68.** § 1. De inrichtende macht verliest het voordeel van de weddetoelage voor ieder lid van het technisch personeel waarvan zij de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking niet zou bekendmaken.

§ 2. De inrichtende macht die nalaat de betrekking te melden aan de in artikel 67 bedoelde Reffectatiecommissie die is ingenomen door een lid van het tijdelijk technisch personeel en die kan worden opgesteld voor de reffectatie of de tijdelijke terugroeping in actieve dienst verliest het voordeel van de weddetoelage die aan dit lid van het technisch personeel wordt toegekend.

§ 3. De inrichtende macht die, zonder geldig motief, geweigerd heeft gevolg te geven aan een reffectatie of een tijdelijk terugroeping in actieve dienst waartoe beslist door de in artikel 67 bedoelde Reffectatiecommissie of die haar verplichtingen niet nakomt inzake de verlenging van de reffectaties en de tijdelijke terugroepingen in actieve dienst verliest het voordeel van de weddetoelage die is toegekend aan het lid van het tijdelijk technisch personeel dat de betrekking bezet die is toegekend voor deze reffectatie of deze tijdelijk terugroeping in actieve dienst.

§ 4. De Regering verstuurt de inrichtende macht een ingebrekestelling waarbij zij deze verzoekt, binnen de dertig dagen na deze ingebrekestelling, het bewijs aan te voeren dat zij zich niet meer in een geval bevindt waar paragrafen 1 tot 3 van toepassing zijn. De Regering kan, bij besluit, deze bevoegdheid delegeren naar de functioneel bevoegde minister.

Als, na het verstrijken van deze termijn van dertig dagen, de inrichtende macht niet het bewijs heeft geleverd dat zij zich niet langer in een geval bevindt waarop paragrafen 1 tot 3 van toepassing zijn, verliest zij, zoals gesteld in deze paragrafen, het voordeel van de weddetoelage voor een periode beginnend op het einde van voormelde termijn van dertig dagen tot de dag dat de inrichtende macht het bewijs levert dat zij zich niet langer in een geval bevindt waarop paragrafen 1 tot 3 van toepassing zijn.

Een kopie van deze in het eerste lid bedoelde ingebrekestelling wordt verstuurd naar het betrokken lid van het technisch personeel.

§ 5. Het lid van het technisch personeel dat zich niet heeft aangemeld bij de inrichtende macht waarnaar hij is gereffecteerd of waar hij terug in actieve dienst is geroepen, verliest het recht op iedere weddetoelage of wachtweddetoelage vanaf de dag dat hij zich had moeten aanbieden bij deze inrichtende macht.

De uitbetaling van de wachtweddetoelage of van de wachtwedde wordt hervat vanaf de dag dat de Reaffectatiecommissie het lid van het technisch personeel dat bij haar een beroep heeft ingediend, in het gelijk stelt.

§ 6. De inrichtende macht die een lid van het tijdelijk technisch personeel aanwerft of behoudt in een betrekking die is toegekend voor reffectatie of voor terugroeping in actieve dienst verliest het voordeel van de wachtwedde die aan deze tijdelijke ambtenaar wordt verleend. De wachtwedde zal niet meer worden toegekend tien dagen na de aanvaarding van deze betrekking die is aangeboden door de Reaffectatiecommissie.

#### HOOFDSTUK VII. — *Tuchtstelsel*

##### *Afdeling 1. — Tuchtstraffen*

**Art. 69.** De tuchtstraffen die kunnen worden opgelegd aan de vast benoemde leden van het technisch personeel die verzuimen aan hun plichten, zijn :

- 1° terechtwijzing;
- 2° de blaam;
- 3° de afhouding van wedde;
- 4° de schorsing bij tuchtmaatregel;
- 5° de terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel;
- 6° het ontslag ex officio;
- 7° de afzetting.

**Art. 70.** § 1. De tuchtstraffen worden uitgesproken door de inrichtende macht van het centrum waar het lid van het technisch personeel vast benoemd is of door de inrichtende macht van het centrum waar het lid van het technisch personeel, dat vast benoemd is door een andere inrichtende macht, geheel of gedeeltelijk zijn functies waarneemt met toepassing van de bepalingen zoals bedoeld in hoofdstuk 6.

De procedure kan eveneens gezamenlijk worden opgestart door de inrichtende macht van het centrum waar het lid van het technisch personeel vast benoemd is en door de inrichtende macht(en) van het of de centra waar het lid van het technisch personeel geheel of gedeeltelijk zijn functies waarneemt met toepassing van de bepalingen bedoeld in hoofdstuk 6.

Om de in vorig lid bedoelde gezamenlijke uitvoering van de tuchtprocedure mogelijk te maken, verwittigt de inrichtende macht van het centrum waar het lid van het technisch personeel geheel of gedeeltelijk zijn functies waarneemt met toepassing van de hoofdstuk 6 bedoelde bepalingen, schriftelijk de inrichtende macht van het centrum waar het lid van het technisch personeel vast benoemd is van haar intentie een tuchtprocedure op te starten tegen het betrokken lid van het technisch personeel.

De tuchtstraf wordt slechts van kracht bij de inrichtende macht(en) die een sanctie hebben uitgesproken.

§ 2. Behoudens de in dit artikel aangebrachte verduidelijkingen, is de in paragraaf 1 bedoelde inrichtende macht de benoemingsoverheid.

In de centra die zijn ingericht door de steden of gemeenten heeft het college van burgemeester en schepenen de bevoegdheid om volgende straffen uit te spreken : de terechtwijzing, de blaam, de afhouding van wedde en de schorsing bij tuchtmaatregel voor een duur die niet langer mag zijn dan een maand.

In de centra ingericht door de provincies, heeft de permanente deputatie de bevoegdheid om de in vorig lid gestelde straffen uit te spreken.

§ 3. De beslissing om een tuchtstraf op te leggen, wordt ter kennis gebracht van het lid van het technisch personeel dat, binnen een termijn van twintig dagen vanaf de betekening, een beroep kan instellen bij de beroepskamer bedoeld in artikel 92, § 1.

Het lid van het technisch personeel dat gebruik maakt van zijn beroepsrecht stuurt hiervan onmiddellijk een kopie aan zijn inrichtende macht.

Het beroep schort de procedure op.

Behoudens in geval van strafrechterlijke vervolgingen, verstrekt de beroepskamer een met redenen omkleed advies binnen de negentig dagen volgend op de ontvangst van het beroep ingediend door het lid van het technisch personeel.

§ 4. De definitieve beslissing wordt binnen de maand na de ontvangst van het advies van de Beroepskamer genomen door de overheid die de straf kan uitspreken.

Zij herneemt het met redenen omkleed advies van de beroepskamer.

Deze overheid brengt haar beslissing ter kennis van de beroepskamer en van de verzoeker.

Als zij nalaat zich uit te spreken binnen de vereiste termijn, wordt haar beslissing geacht conform het advies te zijn.

§ 5. Als het lid van het technisch personeel geen beroep heeft ingediend bij de beroepskamer binnen de in paragraaf 3 voorgeschreven termijn, wordt het door diezelfde paragraaf 3 ter kennis van het lid van het technisch personeel gebrachte voorstel van tuchtstraf van kracht de derde werkdag volgend op de vervalddag van voormelde termijn.

De in paragraaf 3, eerste lid, bedoelde bekendmaking vermeldt de datum waarop de tuchtstraf ingaat ingeval het eerste lid van deze paragraaf wordt toegepast.

**Art. 71.** De afhouding van wedde wordt toegepast gedurende minstens een en hoogstens drie maanden.

Ze mag niet meer bedragen dan het vijfde van het laatste brutoloon in actieve dienst of van de wachtwedde.

**Art. 72.** De schorsing bij tuchtmaatregel wordt uitgesproken voor maximum een jaar.

De betrokkene wordt uit zijn functies verwijderd en krijgt de helft van zijn laatste brutowedde in actieve dienst of van zijn wachtwedde.

**Art. 73.** De terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel mag niet minder duren dan één jaar en niet meer dan vijf jaren.

Het lid van het technisch personeel wordt uit zijn functies verwijderd en krijgt tijdens de eerste twee jaren een wachtwedde gelijk aan minstens de helft van zijn dienstloon. De wachtwedde wordt vervolgens vastgesteld op het pensioengeld dat de betrokkene zou trekken indien hij vervroegd op rust zou kunnen gaan, zonder dat dit ooit hoger zou liggen dan het dienstloon.

Na de helft van zijn straf te hebben vervuld, kan het lid van het technisch personeel zijn heropname in het centrum vragen.

**Art. 74.** De afhouding van wedde of van wachtloon of de toekenning van een wachtwedde mag niet tot gevolg hebben dat de wedde of het wachtloon van een personeelslid teruggebracht wordt tot een bedrag lager dan het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen waarop het personeelslid recht zou hebben indien hij zou genieten van het sociaal zekerheidsstelsel voor werknemers.

**Art. 75.** Geen enkele tuchtstraf mag worden uitgesproken zonder dat het lid van het technisch personeel voorafgaandelijk werd gehoord of minstens volgens de regels opgeroepen.

Tijdens de hoorzitting kan het lid van het technisch personeel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de leden van het technisch personeel van de gesubsidieerde officiële centra, in actieve dienst of op rust, of door een afgevaardigde van een erkende vakorganisatie.

**Art. 76.** Geen enkele straf mag ingaan voor de uitspraak.

**Art. 77.** Uitgezonderd het geval van de preventieve schorsing heeft de disciplinaire handeling ten aanzien van een lid van het technisch personeel de verwijdering van de betrokkene uit zijn functies enkel tot gevolg vanaf de bekendmaking van de definitieve disciplinaire beslissing bedoeld in artikel 70, § 4, of de in § 5 van hetzelfde paragraaf bedoelde derde werkdag.

**Art. 78.** De strafrechterlijke rechtsvordering betreffende de feiten die het voorwerp zijn van een tuchtprocedure werkt opschortend voor de procedure en de uitspraak van de tuchtstraf, behalve bij heterdaad of als de gestelde feiten, die te maken hebben met de beroepsactiviteit, door het lid van het technisch personeel worden toegegeven.

Ongeacht het resultaat van de strafrechterlijke rechtsvordering blijft de overheid oordelen over de toepassing van de tuchtstraffen.

De overheid is evenwel, bij haar oordeel, gebonden aan de echtheid van de feiten die door de strafrechtelijke uitspraak definitief zijn vastgelegd.

**Art. 79.** Elke tuchtstraf wordt opgetekend in het dossier van het lid van het technisch personeel.

#### *Afdeling 2. — Doorhaling van de tuchtstraf*

**Art. 80.** De tuchtstraf wordt ambtshalve doorgehaald na een termijn van :

- 1° een jaar voor de terchtwijzing en de blaam;
- 2° drie jaar voor de afhouding van wedde;
- 3° vijf jaar voor de schorsing bij tuchtmaatregel;
- 4° zeven jaar voor de terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel.

De in het eerste lid bedoelde termijn gaat in vanaf de uitspraak van de tuchtstraf of bij het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 70, § 3.

Onverminderd de uitvoering van de tuchtstraf heeft de doorhaling tot gevolg dat de straf geen gevolgen meer kan hebben, met name op de rechten op toegang tot een bevorderingsambt. De tuchtstraf wordt doorgehaald in het dossier van het lid van het technisch personeel.

### HOOFDSTUK VIII. — *Preventieve schorsing : administratieve maatregel*

#### *Afdeling 1. — Algemeen*

**Art. 81.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk, dient te worden verstaan onder inrichtende macht :

- 1° het college van burgemeester en schepenen, voor het centrum ingericht door de steden en gemeenten;
- 2° de Provincieraad of de permanente deputatie, voor de centra ingericht door de provincies;
- 3° het College van de Franse Gemeenschapscommissie, voor de centra die door deze instelling zijn ingericht.

**Art. 82.** De in dit hoofdstuk geregelde preventieve schorsing is een louter administratieve maatregel en is niet van dezelfde aard als een sanctie.

Zij wordt door de inrichtende macht uitgesproken en is met redenen omkleed. Zij heeft tot doel het lid van het technisch personeel uit zijn functies te verwijderen.

Tijdens de preventieve schorsing blijft het lid van het technisch personeel in de dienststand van actieve dienst.

#### *Afdeling 2. — Preventieve schorsing van de vast benoemde leden van het technisch personeel*

**Art. 83.** § 1. Een preventieve schorsingsprocedure kan, in het belang van de dienst, worden opgestart ten aanzien van een vast benoemd lid van het technisch personeel :

- 1° als deze blootgesteld is aan strafrechterlijke vervolgingen;
- 2° zodra de inrichtende macht een tuchtprocedure opstart tegen het lid;
- 3° zodra de inrichtende macht hem bij ter post aangetekend schrijven, in kennis stelt van de vaststelling van een onverenigbaarheid.

§ 2. Voor iedere preventieve schorsingsmaatregel moet het lid van het technisch personeel verzocht geweest zijn zich te laten horen door de inrichtende macht.

De oproeping naar de hoorzitting alsook de motieven die de preventieve schorsing verantwoorden, worden meegedeeld aan het lid van het technisch personeel minstens drie werkdagen voor de hoorzitting, hetzij via ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs dat drie werkdagen na de verzending ingaat, hetzij via persoonlijke overhandiging met ontvangstbewijs dat ingaat op de datum die vermeld staat op dit ontvangstbewijs.

Tijdens de hoorzitting kan het lid van het technisch personeel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de leden van het technisch personeel van de gesubsidieerde officiële centra, in actieve dienst of op rust, of door een afgevaardigde van een erkende vakorganisatie.



Binnen de drie werkdagen volgend op de voorziene datum van de hoorzitting deelt de inrichtende macht haar beslissing mee aan het lid van het technisch personeel via ter post aangetekend schrijven, en dit zelfs als het lid van het technisch personeel of diens vertegenwoordiger niet zijn verschenen op de hoorzitting zonder daarbij een geval van overmacht te kunnen inroepen die hun afwezigheid op de hoorzitting verantwoordt.

Indien het lid van het technisch personeel of diens vertegenwoordiger evenwel redenen van overmacht kunnen inroepen dewelke hun afwezigheid op de hoorzitting verantwoordt, wordt het lid van het technisch personeel andermaal opgeroepen tot een hoorzitting die wordt betekend overeenkomstig het tweede lid.

In dit geval, en zelfs wanneer het lid van het technisch personeel of zijn vertegenwoordiger niet zijn verschenen op de hoorzitting, deelt de inrichtende macht haar beslissing mee aan het lid van het technisch personeel via ter post aangetekend schrijven binnen de drie werkdagen volgend op de voorziene datum van de hoorzitting.

Als de beslissing leidt tot de preventieve schorsing van het lid van het technisch personeel wordt deze van kracht op de derde werkdag volgend op de verzendingsdatum.

§ 3. In afwijking van het eerste lid van § 2 kan het lid van het technisch personeel op staande voet worden verwijderd uit zijn functies in geval van zware fout waarop hij met heterdaad betrapt is of wanneer de grieven die hem ten laste worden gelegd dermate ernstig zijn dat het aangewezen is dat, in het belang van de dienst, het lid van het technisch personeel niet langer aanwezig is in dit centrum.

Binnen de tien werkdagen volgend op de dag waarop de maatregel tot onmiddellijke verwijdering werd genomen, moet de inrichtende macht de procedure tot preventieve schorsing opstarten overeenkomstig de bepalingen van dit artikel. Bij ontstentenis loopt de maatregel tot onmiddellijke verwijdering ten einde na voormelde termijn en kan het lid van het technisch personeel niet meer opnieuw worden verwijderd uit het centrum voor dezelfde zware fout of dezelfde grieven dan middels de naleving van de procedure tot preventieve schorsing zoals bedoeld met name in § 2 van dit artikel.

Het op staande voet verwijderd lid van het technisch personeel blijft in de administratieve stand van actieve dienst staan.

§ 4. De duur van de preventieve schorsing mag, in het raam van de vaststelling van een onverenigbaarheid of van een tuchtprocedure, niet meer bedragen dan een jaar en verstrijkt in het geval van een tuchtprocedure sowieso :

1° vijfenveertig kalenderdagen na de voorziene datum van de hoorzitting bedoeld in artikel 80 indien, binnen deze termijn, de in artikel 70, § 3, bedoelde beslissing door de inrichtende macht niet werd betekend aan het lid van het technisch personeel;

2° de derde werkdag volgend op de betekening van de in artikel 70, § 3, bedoelde beslissing aan het lid van het technisch personeel als deze beslissing betekent de terchtwijzing, de blaam of de afhouding van wedde;

3° de dag waarop de tuchtstraf van kracht wordt.

In het raam van strafrechtelijke vervolgingen is de duur van de preventieve schorsing niet beperkt tot een jaar.

Wanneer de tuchtprocedure wordt opgestart of voortgezet na een definitieve strafrechtelijke veroordeling begint de in het eerste lid bedoelde termijn pas te lopen vanaf de uitspraak van deze definitieve veroordeling.

§ 5. In het raam van een tuchtprocedure moet de preventieve schorsing om de drie maand vanaf de inwerkingtreding schriftelijk bevestigd worden.

Deze bevestiging wordt via ter post aangetekend schrijven betekend aan de betrokkene.

Bij ontstentenis van bevestiging van de preventieve schorsing binnen de opgelegde termijn kan het betrokken lid van het technisch personeel terugkeren in zijn functies na de inrichtende macht hier, bij aangetekende brief, minstens tien werkdagen voor de effectieve hervatting van het werk, op de hoogte te hebben gebracht.

Na ontvangst van deze betekening kan de inrichtende macht de preventieve schorsing behouden volgens de in het tweede lid bedoelde procedure.

**Art. 84.** Ieder preventief geschorst vast benoemd lid van het technisch personeel behoudt zijn recht op wedde.

In afwijking van het eerste lid wordt de wedde van ieder preventief geschorst vast benoemd lid van het technisch personeel, dat het voorwerp is :

1° van een beschuldiging of van een hechtenis in het raam van strafrechtelijke vervolgingen;

2° van een niet-definitieve strafrechtelijke veroordeling tegen dewelke het lid van het technisch personeel zijn gewone rechtsmiddelen inroept;

3° van een tuchtprocedure die is opgestart of voortgezet volgend op een definitieve strafrechtelijke veroordeling;

4° van disciplinaire vervolgingen wegens zware fout die ofwel op heterdaad is vastgesteld of waarvoor bewijzen voorhanden zijn en waarover de inrichtende macht moet oordelen;

5° van een beslissing tot tuchtstraf bedoeld in artikel 69, 4°, 5°, 6° en 7°, en waartegen het lid van het technisch personeel een beroep heeft ingesteld, overeenkomstig artikel 70, § 3,

vastgesteld op de helft van zijn wedde in actieve dienst.

Deze weddevermindering mag niet tot gevolg hebben dat de wedde lager ligt dan de werkloosheidsuitkering waarop het lid van het technisch personeel recht zou hebben mocht hij genieten van het sociaal zekerheidsstelsel voor werknemers.

Voor de toepassing van het tweede lid, 1° en 2°, gaat deze weddevermindering in op de eerste dag van de maand die volgt op de dag van de beschuldiging of van de hechtenis of van de uitspraak van de niet-definitieve veroordeling.

Voor de toepassing van het tweede lid, 3°, wordt de krachtens het tweede lid, 1° of 2°, reeds doorgevoerde weddevermindering behouden bovenop de definitieve veroordeling als de inrichtende macht het lid van het technisch personeel op de hoogte brengt van haar intentie de tuchtprocedure op te starten of voort te zetten.

Voor de toepassing van het tweede lid, 4°, gaat de weddevermindering in op de eerste dag van de maand die volgt op de betekening van de toepassing van dit tweede lid, 4°, door de inrichtende macht aan het lid van het technisch personeel.

Voor de toepassing van het tweede lid, 5°, gaat deze weddevermindering in op de dag dat het lid van het technisch personeel zijn beroep heeft ingediend.



**Art. 85.** § 1. Op het einde van de tuchtprocedure of van de strafrechterlijke procedure wordt de maatregel tot loonsvermindering uitgesteld, behalve wanneer :

1° op het einde van de tuchthandeling, de inrichtende macht het lid van het technisch personeel een van de in artikel 69, 4°, 5°, 6° en 7°, bedoelde straffen oplegt;

2° artikel 100, 2°, b), of 6°, toegepast wordt;

3° het lid van het technisch personeel het voorwerp is van een definitieve strafrechterlijke veroordeling al dan niet gevolgd door een disciplinaire procedure.

Wanneer de maatregel tot weddevermindering krachtens het eerste lid uitgesteld wordt, ontvangt het lid van het technisch personeel het resterend bedrag van zijn weddetoelage die hem aanvankelijk was afgehouden, vermeerderd met de verwijlinteressen berekend aan de wettelijke rentevoet en verschuldigd sedert de dag dat de vermindering werd doorgevoerd.

De tijds de preventieve schorsing door het lid van het technisch personeel geïnde bedragen mogen behouden worden.

Als het loon van het lid van het technisch personeel verminderd werd met toepassing van artikel 84, tweede lid, 4° of 5°, en dat er op het einde van de tuchtprocedure een straf van schorsing bij tuchtmaatregel is uitgesproken voor een kortere duur dan de duur van de weddevermindering, wordt deze laatste uitgesteld voor de periode buiten de duur van de schorsing bij tuchtmaatregel en krijgt het lid van het technisch personeel in dit geval het resterend bedrag van zijn tijds deze periode onwettig afgehouden wachtloon, vermeerderd met de verwijlinteressen berekend aan de wettelijke rentevoet en verschuldigd sedert de dag dat deze vermindering werd doorgevoerd.

Het vierde lid is niet van toepassing in het raam van een tuchtprocedure die is opgestart of voortgezet na een definitieve strafrechtelijke veroordeling.

§ 2. De inrichtende macht stort aan de Franse Gemeenschap het bedrag van het in paragraaf 1 bedoelde resterend bedrag.

In afwijking van het eerste lid is de inrichtende macht niet verplicht dit resterend bedrag terug te betalen aan de Franse Gemeenschap wanneer de uitgestelde weddevermindering aanvankelijk werd opgelegd aan een lid van het technisch personeel dat het voorwerp is :

1° van een beschuldiging of een hechtenis in het raam van strafrechtelijke vervolgingen;

2° van een niet-definitieve strafrechterlijke veroordeling tegen dewelke het lid van het technisch personeel zijn gewone rechtsmiddelen inroept.

Overigens, wanneer in het raam van een tuchtprocedure een maatregel tot preventieve schorsing werd genomen ten aanzien van een lid van het technisch personeel zonder dat deze laatste geleden heeft onder een halvering van zijn wedde, zal de inrichtende macht de helft van het loon dat integraal geïnd is door het lid van het technisch personeel gedurende de preventieve schorsing terugbetalen aan de Franse Gemeenschap, als :

1° op het einde van de tuchtprocedure, geen enkele tuchtstraf werd uitgesproken ten aanzien van het lid van het technisch personeel;

2° op het einde van de tuchtprocedure de terechtwijzing, de blaam of de afhouding van wedde als sanctie wordt uitgesproken;

3° de tuchtprocedure door de inrichtende macht niet wordt uitgeput.

**Art. 86.** De preventieve schorsing wordt meegedeeld aan de regering zodat de onmiddellijke tenuitvoerlegging van deze maatregel verzekerd is.

### *Afdeling 3. — Preventieve schorsing van de tijdelijke leden van het technisch personeel*

**Art. 87.** § 1. Wanneer het belang van de dienst dit vereist, kan een procedure tot preventieve schorsing worden opgestart ten aanzien van een lid van het technisch personeel dat aangesteld is als tijdelijke of als prioritaire tijdelijke :

1° als dit lid het voorwerp is van strafrechtelijke vervolgingen;

2° zodra de inrichtende macht hem, bij ter post aangetekend schrijven, op de hoogte brengt van de vaststelling van een onverenigbaarheid.

§ 2. Voor iedere preventieve schorsingsmaatregel moet het lid van het technisch personeel verzocht geweest zijn zich te laten horen door de inrichtende macht.

De oproeping naar de hoorzitting alsook de motieven die de preventieve schorsing verantwoorden, worden meegedeeld aan het lid van het technisch personeel minstens drie werkdagen voor de hoorzitting, hetzij via ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs dat drie werkdagen na de verzending ingaat, hetzij via persoonlijke overhandiging met ontvangstbewijs dat ingaat op de datum die vermeld staat op dit ontvangstbewijs.

Tijdens de hoorzitting kan het lid van het technisch personeel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de leden van het technisch personeel van de gesubsidieerde officiële centra, in actieve dienst of op rust, of door een afgevaardigde van een erkende vakorganisatie.

Binnen de drie werkdagen volgend op de voorziene datum van de hoorzitting deelt de inrichtende macht haar beslissing mee aan het lid van het technisch personeel via ter post aangetekend schrijven, en dit zelfs als het lid van het technisch personeel of diens vertegenwoordiger niet zijn verschenen op de hoorzitting zonder daarbij een geval van overmacht te kunnen inroepen die hun afwezigheid op de hoorzitting verantwoordt.

Indien het lid van het technisch personeel of diens vertegenwoordiger evenwel redenen van overmacht kunnen inroepen dewelke hun afwezigheid op de hoorzitting verantwoorden, wordt het lid van het technisch personeel andermaal opgeroepen tot een hoorzitting die wordt betekend overeenkomstig het tweede lid.

In dit geval, en zelfs wanneer het lid van het technisch personeel of zijn vertegenwoordiger niet zijn verschenen op de hoorzitting, deelt de inrichtende macht haar beslissing mee aan het lid van het technisch personeel via ter post aangetekend schrijven binnen de drie werkdagen volgend op de voorziene datum van de hoorzitting.

Als de beslissing leidt tot de preventieve schorsing van het lid van het technisch personeel wordt deze van kracht op de derde werkdag volgend op de verzendingsdatum.

§ 3. In afwijking van het eerste lid van § 2 kan het lid van het technisch personeel op staande voet worden verwijderd uit zijn functies in geval van zware fout waarop hij met heterdaad betrapt is of wanneer de grieven die hem ten laste worden gelegd dermate ernstig zijn dat het aangewezen is dat, in het belang van de dienst, het lid van het technisch personeel niet langer aanwezig is in dit centrum.

Binnen de tien werkdagen volgend op de dag waarop de maatregel tot onmiddellijke verwijdering werd genomen, moet de inrichtende macht de procedure tot preventieve schorsing opstarten overeenkomstig de bepalingen van dit artikel. Bij ontstentenis loopt de maatregel tot onmiddellijke verwijdering ten einde na voormelde termijn en kan het lid van het technisch personeel niet meer opnieuw worden verwijderd uit het centrum voor dezelfde zware fout of dezelfde grieven dan middels de naleving van de procedure tot preventieve schorsing zoals bedoeld met name in § 2 van dit artikel.

Het op staande voet verwijderd lid van het technisch personeel blijft in de stand actieve dienst staan.

§ 4. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 92, mag de duur van de preventieve schorsing niet meer bedragen dan zes maanden in het raam van de vaststelling van een onverenigbaarheid; in het raam van strafrechtelijke vervolgingen is de duur van de preventieve schorsing niet beperkt tot zes maanden.

**Art. 88.** Ieder preventief geschorst tijdelijk lid van het technisch personeel behoudt zijn recht op wedde.

In afwijking van het eerste lid wordt de wedde van ieder preventief geschorst tijdelijk lid van het technisch personeel, dat het voorwerp is :

1° van een beschuldiging of van een hechtenis in het raam van strafrechtelijke vervolgingen;

2° van een niet-definitieve strafrechtelijke veroordeling tegen dewelke het lid van het technisch personeel zijn gewone rechtsmiddelen inroept;

vastgesteld op de helft van zijn wedde in actieve dienst.

Deze weddevermindering mag niet tot gevolg hebben dat het loon lager ligt dan de werkloosheidsuitkering waarop het lid van het technisch personeel recht zou hebben mocht hij genieten van het sociaal zekerheidsstelsel voor werknemers.

Deze weddevermindering gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op de dag van de beschuldiging of van de hechtenis of van de uitspraak van de niet-definitieve veroordeling.

**Art. 89.** § 1. Op het einde van de strafrechtelijke procedure wordt de maatregel tot weddevermindering uitgesteld, behalve wanneer :

1° artikel 99, 2°, b), of 5°, toegepast wordt;

2° het lid van het technisch personeel het voorwerp is van een definitieve strafrechtelijke veroordeling.

Wanneer de maatregel tot weddevermindering krachtens het eerste lid uitgesteld wordt, ontvangt het lid van het technisch personeel het resterend bedrag van zijn weddetoelage die hem aanvankelijk was afgehouden, vermeerderd met de verwijlinteressen berekend aan de wettelijke rentevoet en verschuldigd sedert de dag dat de vermindering werd doorgevoerd.

De tijdens de preventieve schorsing door het lid van het technisch personeel geïnde bedragen mogen behouden worden.

§ 2. De inrichtende macht stort aan de Franse Gemeenschap het bedrag van het in paragraaf 1 bedoelde resterend bedrag.

In afwijking van het eerste lid is de inrichtende macht niet verplicht dit resterend bedrag terug te betalen aan de Franse Gemeenschap wanneer de uitgestelde weddevermindering aanvankelijk werd opgelegd aan een lid van het technisch personeel dat het voorwerp is :

1° van een beschuldiging of een hechtenis in het raam van strafrechtelijke vervolgingen;

2° van een niet-definitieve strafrechtelijke veroordeling tegen dewelke het lid van het technisch personeel zijn gewone rechtsmiddelen inroept.

**Art. 90.** De preventieve schorsing wordt meegedeeld aan de regering zodat de onmiddellijke tenuitvoerlegging van deze maatregel verzekerd is.

**Art. 91.** De procedure tot preventieve schorsing alsmede de maatregelen die door de inrichtende macht genomen worden ten aanzien van een lid van het technisch personeel dat als tijdelijke aangesteld is met toepassing van de bepalingen van deze afdeling lopen van rechtswege ten einde op de dag waarop de tijdelijke aanstelling beëindigd wordt en, uiterlijk, op 31 augustus van het lopend dienstjaar.

Als het in deze afdeling bedoelde lid van het technisch personeel de hoedanigheid verwerft van vastbenoemde, zijn de bepalingen van afdeling 2 van dit hoofdstuk van toepassing.

#### HOOFDSTUK IX. — *Beroepskamer*

**Art. 92.** § 1. Na raadpleging van het of de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van de gesubsidieerde officiële centra erkend door de Regering en van de groeperingen van het technisch personeel van de gesubsidieerde officiële centra in de zin van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van voormelde wet, stelt de Regering bij het Ministerie een beroepskamer in voor het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële centra.

Het regeringsbesluit houdende de oprichting van deze beroepskamer bepaalt hierin de benaming, de bevoegdheid en de samenstelling.

De Beroepskamer stelt haar huishoudelijk reglement op dat door de regering moet worden goedgekeurd.

§ 2. Vanaf 1 januari 2003 zullen het of de in § 1 bedoelde vertegenwoordigings- en coördinatieorganen het bewijs moeten aanvoeren dat zij democratisch werken volgens de wijzen en criteria bepaald bij decreet.

**Art. 93.** De beroepskamer is samengesteld :

1° uit een gelijk aantal vertegenwoordigers van de inrichtende machten van de gesubsidieerde officiële centra en van de leden van het technisch personeel van de gesubsidieerde officiële centra;

2° uit een voorzitter en plaatsvervangend voorzitter gekozen onder de dienstdoende of op rust gestelde magistraten of onder de ambtenaren-generaal van de Algemene Directie van het Personeel van het gesubsidieerd Onderwijs;

3° uit een secretaris en twee adjunct-secretarissen.

De Regering bepaalt het aantal leden van iedere Beroepskamer bedoeld in het eerste lid, 1°, alsook de duur van hun mandaat, waarbij de beroepskamer minstens vier werkende leden telt ter vertegenwoordiging van de inrichtende machten en vier werkende leden ter vertegenwoordiging van de leden van het technisch personeel.

De voorzitter en diens twee plaatsvervaarders worden door de regering aangesteld voor vier jaar.

De werkende en plaatsvervangende leden worden door de Regering aangesteld op voordracht van het of de in artikel 92, § 1, bedoelde vertegenwoordigings- en coördinatieorganen. Bij ontstentenis van akkoord binnen deze organen, gaat de regering rechstreeks over tot de aanstellingen.

Voor ieder werkend lid worden twee plaatsvervaarders aangeduid volgens deze wijzen als bedoeld in vorig lid.

Bij vervanging van een lid volbrengt de plaatsvervanger diens mandaat.

De secretaris en adjunct-secretarissen, door de regering aangemeld onder de ambtenaren van het Ministerie, verzorgen het secretariaat van de beroepskamer. Zij zijn niet stemgerechtigd.

**Art. 94.** Zodra een zaak wordt ingediend bezorgt de voorzitter de lijst van de werkende leden en van de plaatsvervaarders aan het lid van het technisch personeel en aan de inrichtende macht.

Binnen de tien dagen na de ontvangst van deze lijst kunnen het lid van het technisch personeel en de inrichtende macht hoogstens drie leden wraken.

Ze kunnen evenwel geen werkend lid en diens twee plaatsvervaarders terzelfdertijd wraken.

De voorzitter, de plaatsvervangende voorzitters, de werkende leden en de plaatsvervangende leden kunnen niet in een zaak zetelen die verband houdt met een ouder of verwante, tot de vierde graad inbegrepen.

Ieder lid dat wordt gewraakt, moet zich onthouden.

Een lid kan ook vragen om te worden ontheven als het meent een moreel belang te hebben bij de zaak of als het denkt dat zijn onpartijdigheid in twijfel kan worden getrokken. De voorzitter beslist over het gevolg dat hij aan dit verzoek zal geven. Hij kan ook een lid om dezelfde redenen ontheffen.

**Art. 95.** De partijen worden opgeroepen door de voorzitter binnen de twintig dagen die volgen op de ontvangst van het beroep en worden gehoord door de beroepskamer.

Het lid van het technisch personeel kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, een verdediger gekozen onder de leden van het technisch personeel van de gesubsidieerde officiële centra, in actieve dienst of op rust, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie.

De inrichtende macht kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een vertegenwoordiger van een representatieve organisatie van inrichtende machten, door een advocaat, een verdediger gekozen onder de leden van de inrichtende machten van een centrum van dezelfde aard of door een afgevaardigde van een vereniging die de belangen van deze inrichtende machten verdedigt.

Bij afwezigheid van een der behoorlijk opgeroepen partijen of diens verdediger beslecht de beroepskamer geldig in de tweede zitting. Tussen beide zittingen mogen niet minder dan vijf dagen liggen.

Alvorens te besluiten kan de beroepskamer een bijkomend onderzoek bevelen en getuigen horen.

**Art. 96.** De beroepskamer kan zich pas uitspreken als minstens twee leden ter vertegenwoordiging van de inrichtende machten en twee leden ter vertegenwoordiging van de personeelsleden aanwezig zijn.

De leden ter vertegenwoordiging van de inrichtende machten en de leden ter vertegenwoordiging van de personeelsleden moeten gelijk in aantal zijn om te kunnen deelnemen aan de stemming. Desgevallend wordt gelijkheid verkregen door de verwijdering van een of meerdere leden door loting.

Als het in het eerste lid bedoelde quorum niet bereikt is, belegt de voorzitter een nieuwe vergadering binnen de veertien dagen. Op het einde van deze vergadering wordt een beslissing genomen, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Het advies wordt verkregen bij gewone meerderheid der stemmen. De stemming is geheim. Bij staking van stemmen beslist de voorzitter.

Het met redenen omkleed advies van de beroepskamer wordt bij ter post aangetekende brief ter kennis gebracht van de partijen binnen de vijf dagen volgend op de vergadering tijdens dewelke het werd uitgebracht.

**Art. 97.** De beroepskamer kan niet vergaderen van 15 juli tot en met 15 augustus, behoudens hoogdringendheid waartoe unaniem door alle aanwezige leden en de voorzitter is beslist.

**Art. 98.** De werkingskosten van de beroepskamer zijn ten laste van de Franse Gemeenschap. De regering bepaalt de vergoedingen waarop de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitters recht hebben. Als de voorzitter of de plaatsvervangend voorzitter evenwel ambtenaar-generaal is, is er geen vergoeding verschuldigd.

#### HOOFDSTUK X. — *Stopzetting van de functies*

**Art. 99.** Voor de leden van het technisch personeel die tijdelijk zijn aangesteld, wordt de aanstelling voor het geheel of een gedeelte van de opdracht ambtshalve stopgezet :

1° als hun tijdelijke aanstelling niet op een regelmatige manier is gebeurd;

2° als zij niet langer voldoen aan de volgende voorwaarden :

a) Belg zijn of Belg zijn of ingezetene van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

b) zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;

c) aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

d) van onberispelijk gedrag zijn;

3° als, na een toegelaten afwezigheid, zij nalaten zonder enige geldige reden, hun werk te hervatten en afwezig blijven gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;

4° als zij, zonder enige geldige reden, hun werk verlaten en gedurende meer dan tien dagen ononderbroken afwezig blijven;

5° als zij zich in een geval bevinden waar de toepassing van de burgerlijke en strafwetten leiden tot de stopzetting van de functies;

6° wanneer een onverenigbaarheid is vastgesteld en geen enkel beroep bedoeld in artikel 16 werd ingediend of het personeelslid weigert, na de uitputting van de procedure, een eind te maken aan een onverenigbare bezigheid;

7° als wordt vastgesteld dat een permanente arbeidsongeschiktheid erkend overeenkomstig de wet of de verordening hen niet langer in staat stelt hun functies naar behoren te vervullen;

8° bij een vaste benoeming in een ander ambt;

9° op het ogenblik van de terugkeer van de titularis of van het lid van het technisch personeel die deze tijdelijk vervangt;

10° op het ogenblik dat de betrekking die is ingenomen door het tijdelijk lid van het technisch personeel geheel of gedeeltelijk wordt verleend aan een ander personeelslid, namelijk :

a) door de toepassing van de in hoofdstuk 6 bedoelde bepalingen;

b) door de toepassing van artikel 31, § 1;

c) door de toepassing van artikel 31, § 2;

d) door de vaste benoeming;

e) door de toekenning van de definitief vacant geworden betrekking aan een prioritair tijdelijk lid van het technisch personeel;

11° op het moment van de ontvangst van de brief waarin de Franse Gemeenschap die de weddetoelage toekent, medeelt dat het uitgeoefend ambt niet langer geheel of gedeeltelijk kan worden betoelaagd;

12° na de termijn vermeld in de aanstellingsakte en uiterlijk op het einde van het boekjaar tijdens hetwelk de aanstelling geschiedde;

13° op het moment van de ontvangst van het advies van de medisch-sociale Dienst van de Staat waarbij het tijdelijk lid van het technisch personeel definitief ongeschikt wordt verklaard;

14° mits een opzeg gegeven overeenkomstig de bepalingen van artikelen 26 en 29, hetzij in gezamenlijk akkoord, hetzij met toepassing van artikel 28.

**Art. 100.** De vast benoemde leden van het technisch personeel worden ambtshalve uit hun functie gezet :

1° als hun vaste benoeming niet op een regelmatige manier is gebeurd;

2° als zij niet langer voldoen aan de volgende voorwaarden :

a) Belg zijn of ingezetene van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

c) zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;

d) aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

e) van onberispelijk gedrag zijn;

3° als, na een toegelaten afwezigheid, zij nalaten zonder enige geldige reden, hun werk te hervatten en afwezig blijven gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;

4° als zij, zonder enige geldige reden, hun werk verlaten en gedurende meer dan tien dagen ononderbroken afwezig blijven;

5° als zij, teruggeroepen in actieve dienst, zonder enige geldige reden weigeren de door de inrichtende macht verleende betrekking op te nemen binnen de tien dagen;

6° als zij zich in een geval bevinden waar de toepassing van de burgerlijke en strafwetten leiden tot de stopzetting van de functies;

7° wanneer een onverenigbaarheid is vastgesteld en geen enkel beroep bedoeld in artikel 16 werd ingediend of het personeelslid weigert, na de uitputting van de procedure, een eind te maken aan een onverenigbare bezigheid;

8° als wordt vastgesteld dat een permanente arbeidsongeschiktheid erkend overeenkomstig de wet of de verordening hen niet langer in staat stelt hun functies naar behoren te vervullen;

9° in geval van een vaste benoeming in een ander ambt;

10° bij vrijwillig ontslag. In dit geval kan het lid van het technisch personeel slechts zijn dienst verlaten als hij hiervoor wettelijke toestemming heeft gekregen van zijn inrichtende macht of na een opzegtermijn van vijftien dagen;

12° bij opruistelling wegens lichamelijke ongeschiktheid;

13° bij gewone opruistelling wegens het bereiken van de pensioensgerechtigde leeftijd;

14° als zij het voorwerp zijn van een tuchtstraf als ambtshalve ontslag of afzetting.

HOOFDSTUK XI. — *Paritaire commissies**Afdeling 1. — Algemeen*

**Art. 101.** § 1. Na raadpleging van het of de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van de gesubsidieerde officiële centra erkend door de regering en van de groeperingen van het technisch personeel van de gesubsidieerde officiële centra in de zin van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van voormelde wet, stelt de Regering :

- 1° een centrale paritaire commissie in wiens bevoegdheid zich uitstrekt over alle gesubsidieerde officiële centra;
- 2° lokale paritaire commissies in wier bevoegdheid zich uitstrekt over alle centra ingericht door eenzelfde inrichtende macht.

Het regeringsbesluit houdende de oprichting van een paritaire commissie bepaalt hierin de benaming, de bevoegdheid en de samenstelling.

§ 2. Vanaf 1 januari 2003 zullen het of de in § 1 bedoelde vertegenwoordigings- en coördinatieorganen het bewijs moeten leveren dat zij democratisch werken volgens de wijzen en criteria bepaald bij decreet.

**Art. 102.** De beslissingen van de centrale paritaire commissie kunnen, op haar verzoek, verplicht worden gemaakt bij regeringsbesluit.

Als de regering van oordeel is dat zij dit verzoek niet kan inwilligen, deelt zij de redenen hiervoor mee aan de centrale paritaire commissie.

**Art. 103.** De bijkomende regels genomen door de centrale paritaire commissie mogen niet afwijken van de regels van dit decreet.

De bijkomende regels van de lokale paritaire commissies mogen niet afwijken van de regels van dit decreet noch van de bijkomende regels vastgelegd door de centrale paritaire commissie en verplicht gemaakt bij regeringsbesluit, en kunnen niet bindend worden gemaakt dan wanneer ze zijn goedgekeurd bij beslissing van de gemeenteraad of van de permanente deputatie, naargelang het geval.

*Afdeling 2. — Centrale paritaire commissie*

**Art. 104.** De commissie stelt haar bijzonder huishoudelijk reglement op dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Regering.

**Art. 105.** De centrale paritaire commissie is samengesteld :

- 1° uit een voorzitter en een ondervoorzitter;
- 2° uit een gelijk aantal vertegenwoordigers van de inrichtende machten van de gesubsidieerde officiële centra en van de leden van het technisch personeel van de gesubsidieerde officiële centra;
- 3° uit een of meerdere referendarissen wier opdracht erin bestaat de commissie te adviseren;
- 4° uit een secretaris en een adjunct-secretaris.

Het aantal leden van de commissie, bedoeld in het eerste lid, 2°, alsook de duur van de mandaten van de commissieleden worden bepaald door de regering.

De voorzitter, de ondervoorzitter, de referendaris(sen), de secretaris en de adjunct-secretaris zijn niet stemgerechtigd.

De commissie telt minstens vier werkende leden ter vertegenwoordiging van de inrichtende machten en vier werkende leden ter vertegenwoordiging van het technisch personeel.

De vertegenwoordigers van de inrichtende machten en de vertegenwoordigers van de leden van het technisch personeel kunnen zich laten bijstaan door technische raadgevers wiens maximum aantal is vastgelegd in het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 105. Ze zijn niet stemgerechtigd.

**Art. 106.** De werkende leden van de paritaire commissie worden aangeduid door de Regering op voordracht van de in artikel 101, § 1, bedoelde orga(n)en en groeperingen. Bij ontstentenis van akkoord gaat de Regering rechtstreeks over tot de aanstellingen.

Voor ieder werkend lid duidt de regering een plaatsvervanger aan volgens dezelfde wijzen.

De voorzitter en ondervoorzitter worden gekozen door de regering onder de personen die los staan van de belangen waarmee de commissie kan kampen.

De secretaris en de adjunct-secretaris, gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie, alsook de referendaris(sen) worden aangesteld door de regering. De waarneming van het ambt van voorzitter en ondervoorzitter is onverenigbaar met dat van een parlementair mandaat.

**Art. 107.** De centrale paritaire commissie heeft als voornaamste opdracht :

- 1° zich te beraden over de algemene arbeidsomstandigheden;
- 2° voor het technisch personeel bedoeld in dit decreet regels op te stellen als aanvulling op de statutaire bepalingen van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten;
- 3° adviezen uit te brengen over alle vragen betreffende de organisatie, de verdediging en de promotie van de gesubsidieerde officiële centra.

**Art. 108.** De beslissingen en adviezen van de centrale paritaire commissie worden bij unanimiteit genomen, met een meerderheid van de leden in iedere groep.

Wanneer evenwel geen eengezindheid wordt bereikt of wanneer er geen meerderheid is in elke groep, vergadert de paritaire commissie opnieuw binnen de vijftien dagen. In dit geval worden de beslissingen en adviezen geldig genomen, op voorwaarde dat twee derde van de uitgebrachte stemmen van de aanwezige leden in elke groep gehaald wordt.



Voor de toepassing van vorige leden wordt niet als een stem beschouwd :

- 1° de blanco stemmen;
- 2° de onthoudingen.

#### *Afdeling 3. — Lokale paritaire commissies*

**Art. 109.** Iedere commissie stelt haar huishoudelijk reglement op dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de regering.

**Art. 110.** De lokale paritaire commissies zijn samengesteld :

- 1° uit een voorzitter en een ondervoorzitter;
- 2° uit een gelijk aantal vertegenwoordigers van de inrichtende macht en van de leden van het technisch personeel;
- 3° uit een secretaris en een adjunct-secretaris.

Voor de centra ingericht door de provincies, wordt het voorzitterschap van deze commissies waargenomen door de afgevaardigde van de permanente deputatie van de provincieraad.

Voor de centra ingericht door de gemeenten wordt het voorzitterschap van deze commissies waargenomen door de burgemeesters of diens afgevaardigde.

Voor de centra ingericht door de Franse Gemeenschapscommissie wordt het voorzitterschap van deze commissies waargenomen door de afgevaardigde van het college van deze instelling.

De ondervoorzitter wordt gekozen onder de vertegenwoordigers van de leden van het technisch personeel.

**Art. 111.** De lokale paritaire commissies hebben, ieder binnen hun eigen bevoegdheid, als hoofdopdracht :

- 1° te beraden over de algemene arbeidsomstandigheden;
- 2° voor het technisch personeel regels op te stellen als aanvulling op de statutaire bepalingen van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten en op de bijkomende regels van de centrale paritaire commissie die door de regering bindend zijn gemaakt;
- 3° adviezen te verstrekken over alle vragen omtrent de organisatie, de verdediging en de promotie van de gesubsidieerde officiële centra;
- 4° weet te hebben van de adviesaanvragen ingediend door het lid van het technisch personeel of door de inrichtende macht aangaande een onverenigbaarheid overeenkomstig artikel 16;
- 5° voorafgaandelijk een advies uit te brengen over de afwijking bedoeld in artikelen 3, § 2, en 4, § 2, van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra.

**Art. 112.** De beslissingen en adviezen van de lokale paritaire commissie worden bij unanimité genomen, met een meerderheid van de leden in iedere groep.

Wanneer evenwel geen eengezindheid wordt bereikt of wanneer er geen meerderheid is in elke groep, vergadert de paritaire commissie opnieuw binnen de vijftien dagen.

Als tijdens de tweede vergadering nog steeds geen eengezindheid bereikt is of als er geen meerderheid is in iedere groep, beslist de Voorzitter.

Voor de toepassing van vorige leden wordt niet als een stem beschouwd :

- 1° de blanco stemmen;
- 2° de onthoudingen.

Binnen de maand na de stemming in de lokale paritaire commissie worden de in artikel 111, 2°, bedoelde bijkomende regels door haar meegedeeld aan de in artikel 101, § 1, eerste lid, 1°, bedoelde centrale paritaire commissie.

#### *Afdeling 4. — Controle en sanctie van de bindend gemaakte beslissingen van de paritaire commissies*

**Art. 113.** De uitvoering van de overeenkomstig artikel 102 bindend verklaarde beslissingen wordt opgevolgd, onverminderd de plichten van de officiers van de gerechtelijke politie, door de door de Regering aangeduide agenten.

In geval van overtreding stellen de in het eerste lid bedoelde agenten proces-verbaal op dat zij verzenden naar de bevoegde procureur des Konings en een afschrift wordt, bij ter post aangetekend schrijven, verstuurd naar de overtreder binnen de acht dagen, op straffe van nietigheid.

De in het eerste lid bedoelde agenten hebben vrije toegang tot de lokalen waar de leden van het technisch personeel hun taken vervullen.

De directeurs en de leden van het administratief personeel zijn verplicht hen de inlichtingen te verschaffen die zij nodig hebben om zich van hun opdracht te kwijten.

Iedere inbreuk op de overeenkomstig artikel 102 verplicht verklaarde beslissingen wordt bestraft met een boete van 2,50 euro tot 2.500 euro. De boete wordt evenveel keer opgelegd als er personen werken die deze beslissingen overtreden, zonder dat het totaal van de boetes meer bedraagt dan 5.000 euro.

De in het vorig lid bedoelde straffen zijn toepasbaar op elk lid van het technisch en administratief personeel dat dezelfde bepalingen overtreedt.

De inrichtende machten, de directies van de centra alsook ieder lid van het administratief en technisch personeel die de krachtens dit decreet geregelde opvolging hindert, worden bestraft met een boete van 1 euro tot 2,50 euro, onverminderd, desgevallend, de toepassing van de straffen opgelegd door artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek.

Wordt bestraft met een boete van 2,50 euro tot 2.500 euro eenieder die, met het oogmerk een fout te plegen, onjuiste verklaringen aflegt tijdens de enquêtes van de controledienst.

De inrichtende macht zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de boete die hun centrumdirecteurs opgelegd krijgen.

HOOFDSTUK XII. — *Onmogelijkheid van gebruik als oppositie van de clausules die strijdig zijn met het statuut*

**Art. 114.** Iedere bepaling in een aanstellingsakte of in een arbeidsreglement die strijdig is met de dwingende wettelijke bepalingen in dit decreet of met de aanvullende regels vastgesteld door de bevoegde paritaire commissies en verplicht verklaard, kan niet als verzet aangevoerd worden.

HOOFDSTUK XIII. — *Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 115.** In artikel 24, § 2*bis*, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen uit de onderwijswetgeving, zoals ingevoegd door het decreet van 8 februari 1999, wordt het laatste lid vervangen door de volgende bepaling :

« Het eerste tot het derde lid van deze paragraaf zijn niet van toepassing in geval van toepassing van artikel 111*bis* van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, van artikel 101*quater* van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, van artikel 68 van het decreet van 31 januari 2001 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra en van artikel 80 van het decreet van 31 januari 2001 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra. »

**Art. 116.** De gesubsidieerde leden van het technisch personeel die, bij de inwerkingtreding van dit decreet, in vast verband een betrekking uitoefenen in het ambt van psychopedagogisch hulpambtenaar die in strijd is, naargelang het geval, met de bepalingen van artikel 3, § 2, of met artikel 4, § 2, van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, blijven vast benoemd in dit ambt en blijven onderworpen aan dit decreet.

Wanneer een in het eerste lid bedoeld lid van het technisch personeel, afwezig wegens verlof of terbeschikkingstelling, tijdelijk vervangen wordt, geschiedt deze vervanging bij voorrang door een lid van het technisch personeel dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking overeenkomstig hoofdstuk 6.

Bij gebrek wordt het in het eerste lid bedoeld personeelslid vervangen door de tijdelijke aanstelling van een personeelslid in het ambt van psychopedagogisch werker.

**Art. 117.** De gesubsidieerde leden van het technisch personeel die, bij de inwerkingtreding van dit decreet, daadwerkelijk tijdelijk een definitief vacante betrekking uitoefenen in het ambt van psychopedagogisch werker die in strijd is, naargelang het geval, met de bepalingen van artikel 3, § 2, of met artikel 4, § 2, van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra worden in dit ambt behouden in de hoedanigheid van tijdelijk lid van het technisch personeel en blijven onderworpen aan dit decreet.

Het in het eerste lid bedoeld personeelslid wordt vervangen door de tijdelijke aanstelling van een personeelslid in het ambt van psychopedagogisch werker.

De in het eerste lid bedoelde leden van het technisch personeel worden vast benoemd in het ambt van psychopedagogisch werker onder de voorwaarden voorgeschreven door dit decreet of, desgevallend, krachtens artikel 122, eerste lid.

De personeelsleden die krachtens het vorig lid vast benoemd zijn in het ambt van psychopedagogisch werker worden vervangen overeenkomstig artikel 116.

**Art. 118.** De gesubsidieerde leden van het technisch personeel die, bij de inwerkingtreding van dit decreet, daadwerkelijk tijdelijk een tijdelijk vacante betrekking uitoefenen in het ambt van psychopedagogisch werker die in strijd is, naargelang het geval, met de bepalingen van artikel 3, § 2, of met artikel 4, § 2, van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra worden in dit ambt behouden in de hoedanigheid van tijdelijk lid van het technisch personeel en blijven onderworpen aan dit decreet.

Het in het eerste lid bedoeld personeelslid wordt vervangen door de tijdelijke aanstelling van een personeelslid in het ambt van psychopedagogisch werker.

De in het eerste lid bedoelde leden van het technisch personeel worden vast benoemd in het ambt van psychopedagogisch werker onder de voorwaarden voorgeschreven door dit decreet of, desgevallend, krachtens artikel 122, eerste lid, voor zover hun achtereenvolgende aanstellingsperiodes ononderbroken waren tot op de dag dat de betrekking die ze uitoefenen, definitief vacant wordt verklaard.

De personeelsleden die krachtens het vorig lid vast benoemd zijn in het ambt van psychopedagogisch werker worden vervangen overeenkomstig artikel 116.

**Art. 119.** Voor de toepassing van artikel 21, 1°, worden eveneens gelijkgesteld met het vereist bekwaamheidsbewijs voor het ambt van psychopedagogisch consulent, de licentiaatsdiploma's :

- 1° psychologie;
- 2° beroepsoriëntatie en -selectie;
- 3° psychologische en pedagogische wetenschappen;
- 4° psychologische wetenschappen;
- 5° toegepaste psychologie;
- 6° klinische psychologie;
- 7° psychopedagogische wetenschappen.

**Art. 120.** Voor de toepassing van artikel 21, 1°, worden geacht houder te zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het ambt van psychopedagogisch consulent, de leden van het technisch personeel die vast benoemd zijn in dit ambt vóór de inwerkingtreding van dit decreet en op grond van het licentiaatsdiploma van :

- 1° opvoedingswetenschappen;
- 2° pedagogische wetenschappen.

Worden eveneens geacht houder te zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het ambt van psychopedagogisch consulent, de leden van het technisch personeel die, op grond van het in het eerste lid bedoelde licentiaatsdiploma en voor de inwerkingtreding van dit decreet, tijdelijk aangesteld werden in dit ambt en die 360 dagen dienst tellen in dit ambt binnen de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra.

**Art. 121.** De gesubsidieerde leden van het technisch personeel die, aan de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet vast benoemd zijn, worden geacht vast benoemd te zijn in de zin van dit decreet, binnen de opdrachten dat zij vervulden op de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet en toegewezen aan het centrum waar zij deze opdrachten vervullen.

**Art. 122.** De gesubsidieerde leden van het technisch personeel die, aan de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet tijdelijk een betrekking innemen in een wervingsambt, kunnen uiterlijk op de eerst dag van de derde maand volgend op de publicatiedatum van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*, vast benoemd worden, op voorwaarde dat zij op de dag dat zij in vast verband aangesteld worden, voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 32, § 1, eerste lid, met uitzondering van 8° en 12°, en dat zij daarenboven gedurende twee jaar een gesubsidieerde betrekking hebben ingenomen.

De in het eerste lid bedoelde vaste benoeming kan slechts in een vacante betrekking worden toegestaan die, op grond van de bepalingen van hoofdstuk 6, niet langer openstaat voor reffectatie of tijdelijke terugroeping in actieve dienst van een personeelslid dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking.

De in deze paragraaf bedoelde personeelsleden die niet gebruik konden maken van de bepaling in het eerste lid zien hun anciënniteit binnen deze inrichtende macht berekend volgens de berekeningsmethode bedoeld in artikel 36, voor zover zij prioritair zijn bij de inrichtende macht overeenkomstig artikel 23, § 1.

**Art. 123.** De gesubsidieerde personeelsleden die, aan de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet, tijdelijk een betrekking vervullen in een bevorderingsambt, kunnen in dit ambt vast benoemd worden zodra zij voldoen aan de voorwaarde gesteld in artikel 42, 1°, en de lichamelijke bekwaamheidsvoorwaarde bepaald in artikel 32, § 1, 6°, voldoen.

De in het eerste lid bedoelde vaste benoeming kan slechts worden toegestaan in de betrekking die, op grond van de bepalingen van hoofdstuk 6, niet langer openstaat voor reffectatie of de tijdelijke terugroeping in actieve dienst van een personeelslid dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking.

In afwijking van artikel 44 en in afwachting van de vaste benoeming kunnen de in het eerste lid bedoelde personeelsleden het ambt waarmee ze tijdelijk belast werden, verder blijven uitoefenen.

**Art. 124.** De leden van het technisch personeel die aan de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet ter beschikking zijn gesteld bij ontstentenis van betrekking, worden geacht te zijn geaffecteerd naar het centrum waar zij op 31 augustus voor hun terbeschikkingstelling houder waren van een betrekking.

**Art. 125.** Dit decreet treedt in werking op 1 maart 2002.

Verklaren dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 31 januari 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 231-1. — Commissieamendementen, nr. 231-2. — Verslag, nr. 231-3. — Amendementen in de zitting, nr. 231-4.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Zitting van 22 januari 2002.